

Journal
belge
mondial !

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE



**Il y aura encore des morts
à la RTBF...**

Alexandre Penasse • Page 3

**Déni de la mort et capitalisme
durant la crise sanitaire**

Kenny Cadinu • Pages 8 et 9

DOSSIER

**Crise de l'énergie :
stratégie du choc ou réveil citoyen ?**

Pages 9 à 17

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



SOMMAIRE

Qui est fasciste ?

Alexandre Penasse / Page 2

Il y aura encore des morts à la RTBF...

Alexandre Penasse / Page 3

L'évolution politique en Occident

Bernard Legros / Pages 4-5

Déni de la mort et capitalisme durant la crise sanitaire

Kenny Cadinu / Pages 6 - 7

Colère

David Tong / Page 8

DOSSIER

Crise de l'énergie : stratégie du choc ou réveil citoyen ?

Dossier coordonné par S. Kimo et Alexandre Penasse / Page 9

Les voleurs d'énergie à l'origine de la crise actuelle

Entretien avec Aurélien Bernier / Pages 10 à 12

Vu, lu, entendu du dossier

Page 13

Quand la politique climatique aggrave la crise de la biodiversité

Entretien avec Inès Trépant / Pages 14 - 15

Gaz importé : pourquoi faire simple et rationnel quand on peut faire ruineux, anti-écologique et antisocial ?

Daniel Zink / Pages 16-17

Les androïdes rêvent-ils de moutons électriques ?

Ludovic Joubert / Pages 18 - 19

« Une épidémie ni importante, ni grave »

Entretien avec Laurent Toubiana / Pages 20 à 22

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 22

Vu, lu, entendu

Pages 23-24

Les mêmes qui s'enorgueillissent sans cesse de la liberté de la presse et de leur ouverture, comparés aux « méchants » tels Poutine, sont plus silencieux quand il s'agit de créer le débat, donc d'entendre des points de vue contradictoires et qui ne leur plaisent pas. S'ils affichent un combat, c'est celui qui leur permettra indirectement de pourfendre « la dictature » et en miroir de se présenter comme bon : Olivier Vandecasteele sur le fronton des maisons communales, mais pas Julian Assange¹.

Le même processus a lieu quand les médias *mainstream* refusent la carte blanche d'Anne Morelli², et celui qui ne saisit pas la portée que représente ce refus fait montre d'une incompréhension, naïve ou volontaire, quant à la fonction des médias du pouvoir. Fonction que ces derniers ne vont évidemment jamais reconnaître. Ainsi, lorsque Vladimir Poutine, dans son discours, explique : « *Nous avons fait tout notre possible, vraiment tout notre possible pour résoudre ce problème par des moyens pacifiques, nous avons patiemment négocié une issue pacifique à ce grave conflit* », l'éditorialiste en chef du *Soir* feint de ne pas comprendre, et écrit dans un éditorial qui illustre parfaitement toute l'arrogance de l'Occident : « *Cela fait un an que cet homme tient entre ses mains le destin de l'Ukraine et le sort de la paix dans le monde, faisant régulièrement craindre cette troisième guerre mondiale dont il a remis la possibilité à l'agenda* ».

Béatrice Delvaux en oublie les propos récents de Merkel admettant que les accords de Minsk ne furent qu'une mesure dilatoire permettant au pouvoir de Kiev, soutenu par l'Otan, de mieux préparer la guerre. Amnésie aussi sur les promesses orales faites à l'époque par les États-Unis à Gorbatchev de ne pas étendre les frontières de l'Otan. Plus récemment, cécité sur les conclusions d'un des plus illustres journalistes américains, Seymour Hersch, quant à l'évidence de la responsabilité étasunienne dans les attentats contre les pipelines de Nord Stream 1 et 2... acte de guerre notoire³.

Doit-on s'étonner alors que l'article d'Anne Morelli ne lui plaise guère, ainsi qu'au quotidien *La Libre*, quand l'historienne, auteure de *Principes élémentaires de propagande de guerre* a le courage⁴ de dire : « *Il faut persuader l'opinion publique que nous sommes en état de légitime défense et que c'est l'autre qui a commencé. Ce sont ses visées expansionnistes qui lui ont dicté son attaque. C'est donc évidemment la Russie qui est présentée comme seule responsable de la guerre en Ukraine. Pourtant Machiavel (1469-1527) avait déjà prévenu que celui qui dégaine le premier son épée ne doit pas forcément être considéré comme responsable du conflit. Il peut en effet avoir été mis dans une situation telle qu'il n'y a plus pour lui d'autre possibilité que l'entrée en guerre ouverte. Les Occidentaux parlent ainsi de l'attaque de l'Ukraine par la Russie en février 2022, sans prendre en compte le fait que l'avancée de l'OTAN vers l'Est est, du point de vue russe, une menace concrète contre son territoire à laquelle – acculée – elle doit bien finir par “répondre”* ».

Indignation sélective. Ils sont aveugles aux crimes commis par ceux qu'ils défendent, pires que des enfants de 6 ans jouant au foot - ou des adultes... - dans une cour de récré qui dénoncent la faute quand elle est commise par un joueur de l'équipe adverse, mais s'indignent quand elle est commise par un des leurs et sanctionnée. S'ils ne peuvent se taire, ils traitent partialement l'information en fonction de sa proximité idéologique. Ainsi, les médias officiels s'appuient sur les rapports d'Amnesty quand la Russie est accusée de commettre des « crimes de guerre », mais évoquent surtout les critiques qu'essuie⁵ l'ONG quand elle ose dénoncer les actes de l'armée ukrainienne⁶.

L'« ignoble » édit de Béatrice Delvaux, plutôt que d'infirmes les propos tenus lors du discours présidentiel russe, ne fait que les appuyer. Ainsi, si l'Europe aime les gentils toutous qui obéissent aux diktats de la Commission, quitte à détruire leur peuple comme Boris Eltsine dans les années 1990, elle ne supporte pas ceux qui font de leur indépendance une valeur suprême : « *Cet homme-là, nous ne l'avons pas vu venir* (sic) *durant les années qui ont suivi la fin de l'Union soviétique. Nous*

avons même pensé pouvoir le domestiquer et le « neutraliser » (sic) *en multipliant les liens économiques* »... entendez imposition du consensus de Washington au pays : privatisation, libéralisation, déréglementation, ouverture des frontières aux capitaux étrangers... la recette euro-atlantiste habituelle qui colonise, domestique, place et officialise les tyrans qui la servent. Comme le dit Alexandre Douguine, « *la modernité libérale est profondément hégémonique, raciste, suprémaciste, coloniale. Elle considère ses valeurs comme des valeurs universelles applicables à l'ensemble de l'humanité. Aujourd'hui les libéraux se comportent de façon totalitaire en voulant imposer leurs normes LGBT+ et de genre, le mariage pour tous, le wokisme, l'ultracapitalisme comme les seules valeurs possibles. J'accuse ce libéralisme-là d'être un nouveau fascisme en voulant imposer à tout prix ses propres normes à l'ensemble de l'humanité (...)* D'ailleurs, les libéraux traitent de « *fascistes* » tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux, ce qui est contradictoire avec le principe même du libéralisme »⁸.

Si l'éditorialiste évoque « Poutine et ses sbires », elle ne manque pas de citer un de ses mentors à elle, Charles Michel, président du Conseil : « *Il n'y a qu'un agresseur, c'est le Kremlin. Il y a une victime : ce sont les Ukrainiens d'abord, et c'est la mise en danger du droit international et des valeurs démocratiques ensuite* ». Peut-être *Le Soir* a-t-il pris ses informations directement à la source, quand on sait qu'un de ses anciens journalistes, Jurek Kuczkiewicz, est devenu après 18 ans de bons et loyaux services à la rédaction du quotidien « Conseiller stratégique en communication » du nouveau président Charles Michel⁹. À qui les journalistes rendent-ils de bons et loyaux services ? N'est-ce pas ? Peut-être l'enthousiasme de Kuczkiewicz ayant appris sa nomination, parle de lui-même : « *Pour sa part, Jurek Kuczkiewicz s'est dit honoré d'avoir été invité à rejoindre Charles Michel et son équipe pour servir, à une autre place, les idéaux européens* »¹⁰.

Servir et protéger les idéaux européens — donc américains —, telle pourrait être la devise de la caste journalistique, les rédactions servant de strapontin pour rejoindre les services politiques. Il était donc évident que l'article d'Anne Morelli¹¹, ne pouvait en cette période d'unanimité artificielle venir troubler la fête de la-bonne-guerre-pour-sauver-nos-frères-ukrainiens, 3^{ème} guerre mondiale larvée que certains, dans leurs salons feutrés ou leur bureau loin des balles, voudraient voir se « résoudre » par une victoire de l'Ukraine¹². « Rêve impossible », que les mêmes continueront à commenter, désirer, donc faire advenir, loin des éclaboussures du sang versé et des chairs déchirées, de leur guerre dont d'autres paient le prix.

Alexandre Penasse

- Notamment : <https://www.sudinfo.be/id614608/article/2023-02-08/la-commune-danderlecht-deploie-une-bache-de-soutien-olivier-vandecasteele>
- <https://www.investigaction.net/fr/etes-vous-nicodemiste/> Anne Morelli est historienne, auteure de *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Aden, 2023.
- <https://seymourhersh.substack.com/p/how-america-took-out-the-nord-stream>
- Car dans un système de propagande, dire des choses évidentes demande paradoxalement du courage.
- <https://www.lesoir.be/458223/article/2022-08-05/guerre-en-ukraine-sous-le-feu-des-critiques-amnesty-se-defend>
- <https://www.amnesty.fr/actualites/ukraine-les-tactiques-de-combats-ukrainiennes-mettent-en-danger-la-population-civile>
- Les guillemets ne sont qu'un sophisme de l'auteure pour feindre d'atténuer sa pensée. On sait comment le pouvoir euro-atlantiste élimine les dirigeants qui s'opposent à ses intérêts.
- Interview d'Alexandre Douguine par Guy Mettan, parue dans l'Antipresse 371, www.antipresse.net.
- <https://www.lesoir.be/262606/article/2019-11-25/conseil-europeen-jurek-kuczkiewicz-integre-lequipe-de-charles-michel>
- <https://www.lesoir.be/262606/article/2019-11-25/conseil-europeen-jurek-kuczkiewicz-integre-lequipe-de-charles-michel>
- Celle qui, loin d'être nicodémiste, (qui craint d'exprimer ses opinions publiquement... attitude particulièrement répandue à notre époque), m'exprima par mail sa sympathie pour mes « questions « dérangeantes », en défense de la liberté de la presse », en conférence de presse le 15 avril 2020..
- <https://www.lexpress.fr/monde/jonathan-littell-la-troisieme-guerre-mondiale-est-deja-la-et-il-faut-la-gagner-RGRRM22JCNFBFATG0PKAQ6U4U/>.

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte : 523-0806213-24 IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros, 25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER ! PARTAGER !

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820
Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 6.500 exemplaires
Routage : Cambier
Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse (ap@kairospresse.be)
Graphisme : Studio Noir & Clair
Relecteurs
Janine, Nadia, Alain, Patrick, Stéphane, Nathalie, Annie, Sophie, Manu.
Pour commander des numéros : commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Michel Weber (M.W.), Alain Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.).
Ont contribué à ce numéro
Marie-Ange Herman, Kenny Cadinu, Paul Willems, Inès Trépant, Ludovic Joubert, Laurent Toubiana, S. Kimo, Jean-Luc Pasquinet, Aurélien Bernier.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !
Illustrations :
Lara Pérez Dueñas, Philippe Debongnie, Antoine Demant, Pascale Vanhal, Roland de Wind, Julie Dall'Arche, Nicolas Chalupa, Mickomix, Nicolas Drochmans, Cassou

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre

Il y aura encore des morts à la RTBF...

« La situation est difficile, accrochez-vous, car seuls les plus forts résisteront aux changements. Ceux qui sont trop faibles tomberont en chemin. » C'était en 2010, sorti de la bouche d'un haut responsable de la RTBF lors d'un discours de nouvel an, cité dans un témoignage anonyme d'une pigiste. Prophétique. Le 14 février 2023, Alain Dremière prenait sa voiture pour se rendre à la RTBF, où il ne venait plus depuis des mois pour cause de Burn-out, monter au 10^{ème} étage, celui de la direction, et se défenestrer. Un employé de la RTBF qui fumait sa cigarette, sera témoin du dernier bruit d'Alain Dremière, celui de son corps heurtant le sol. Il est à cet instant le dernier d'une longue liste, « tombé en chemin »¹.

Dans un agencement où l'ensemble des dominos tiennent debout et pérennisent une structure qui elle-même assure la stabilité individuelle de chaque pièce, aucune de ces dernières ne peut chuter sous risque d'emporter les autres et mettre en péril tout l'édifice.. Cette réalité est d'autant plus forte dans le cas d'une chaîne télé, qui possède également radios, sites web, régie publicitaire... : la refonder complètement, repenser son fonctionnement, impliquerait de lui ôter le rôle principal qu'elle remplit en l'état actuel, celui d'un organe de propagande éloignant le risque que les masses se révoltent contre le système en place, son injustice et sa violence structurelles.

C'est l'histoire de l'œuf et de la poule. Si un média mainstream devient autre que ce qu'il est, c'est que la société actuelle aura accepté de changer. Cela ne peut se faire, selon nous, qu'au prix d'une révolution, c'est-à-dire un « *changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un État* ». Tous les autres changements, qui seront toujours présentés comme historiques à grand renfort de communication, seront des effets d'annonce, purement cosmétiques, des « changements dans la continuité », comme disait Pierre Bourdieu, ou « changer » pour ne rien changer. On aura calmé provisoirement les plus revendicatifs, distribué gratifications et petits cadeaux à ceux qui trouvent davantage leur satisfaction dans la reconnaissance du maître que dans la liberté, donné des promotions aux moins intègres, licencié ceux qui n'allaient rien lâcher... en somme, la direction aura étouffé la contestation, jusqu'au prochain défenestré...

Le management fera la part des choses : ou répondre aux attentes des employés, donc qu'il se retire de sa propre initiative² ; ou sacrifier les « trop faibles » sur l'autel de la concurrence et du service rendu aux politiques, qui « tomberont en chemin ». Ces politiques, réunis dans ce que l'on nomme la Communauté Wallonie-Bruxelles, censés contrôler la direction à la tête de la RTBF, ne font nullement leur travail. Il se dit d'ailleurs dans les cercles avertis de la RTBF que le véritable ministre des médias n'est pas Bénédicte Linard, mais Jean-Paul Phillipot. L'administrateur général de la RTBF, celui qui aurait dû prendre la porte ouverte par Linard et son cabinet - après qu'il se soit offert un sursalaire en toute illégalité et fait à plusieurs reprises des faux en écriture - n'a pas été embêté, ne remboursant qu'une partie de la somme volée. Au sein du Conseil d'administration de la chaîne, d'aucuns auraient pu s'attendre à ce que le PTB, les plus à gauche, crie au scandale : il n'en est rien, le CA d'une seule et même voix décidera du licenciement de la lanceuse d'alerte qui avait dénoncé les petits arrangements entre amis.

Ceux qui espèrent le renouveau à chaque « drame », que les morts réveillent les vivants, sans comprendre que rien n'aura lieu sans une mise à bas radicale des structures dont le fonctionnement est intrinsèquement producteur de drames, peuvent encore espérer et attendre. Ce qui leur restera, s'ils ne s'attaquent pas aux causes, au pouvoir, c'est la liberté de faire des individus, une fois morts, des héros. Enfin, il y en a qui aiment cela, édifier des icônes. Ils voudront y croire, comme on croit en un miracle, à l'apparition de la Sainte Vierge comme en l'intégrité d'un ministre, et se contenteront des palliatifs mis en place par ceux-là mêmes qui ne veulent pas disparaître et sont causes de la situation délétère : ligne d'appel d'urgence, communiqués de presse, promesses d'analyser la situation... toutes sortes de mensonges lénifiants visant à occulter la cause principale, spectacle mis en place par ceux qui veulent que ça dure. Les syndicats, eux, évoqueront un malaise, mais joueront finalement au même jeu que la direction. Tout cela stagnera, maintenant un milieu vaseux, médiocratie où les plus incompetents, les plus vicieux, trouveront leur place.



En 2018, un technicien s'était déjà défenestré. Sa fonction avait sans doute favorisé le silence médiatique, alors que l'on connaît la fracture interne à la RTBF entre les journalistes et les techniciens. Avant, il y en eut d'autres. Que reste-il à faire individuellement quand on ne peut plus rien faire collectivement ? : se suicider, croupir dans la vase interne, sous valium, antidépresseur, alcool ; fuir. C'est ce que fera l'auteur de l'article « Je n'ai pas laissé ma peau à la RTBF, d'autres l'ont fait³ ».

LA FORME (MANAGÉRIALE) TUE LE FOND (RÉDACTIONNEL)

« Ce que nous vivons en interne, c'est depuis que Phillipot est arrivé. Au bout de quelque temps, il a annoncé ce qu'il appelait un "big bang", un changement complet dans la façon de travailler. Et qu'est-ce qui ressort de ce changement ? Nous sommes maintenant multiplateformes, interchangeables, le journaliste qui avant partait faire son sujet télé, maintenant on lui dit "tu fais ton sujet télé, mais n'oublie pas, il y a le web et la radio"⁴ ».

L'organisation joue évidemment aussi sur le contenu des émissions, dans un contexte sociétal où abêtir rapporte plus que de faire réfléchir. On mettra en scène un concours de Drag Queen à heure de grande écoute plutôt qu'un sujet d'intérêt général ; on ne mordra pas la main qui nous nourrit, et on évitera de s'appesantir sur la corruption politique, répétant scrupuleusement le discours du gouvernement sans pousser l'investigation. Sur ce dernier point, nos contacts au sein de la RTBF nous ont fait part du désarroi rédactionnel dans les premiers jours du Covid et des mesures politiques irréfléchies (confinement, masques généralisés, couvre-feu), où à l'antenne les journalistes donnaient l'illusion de l'assurance, mais ne faisaient que s'aligner sur le politique, sans chercher plus loin, matraquant d'« information » la population sans discontinuer pendant deux ans.

On fera du Tittytainment⁵, les yeux braqués sur les chiffres d'audimat : « *Le matin, le chef se félicitait des chiffres et qu'on avait fait mieux que RTL. Parfois il ne connaissait même pas le contenu de l'émission* » (...) « Si c'est diffusé sur Internet, combien de clics ? Il n'y a plus que ça qui compte, l'aspect qualitatif n'est même plus pris en compte. On fait péter le champagne quand on bat RTL ». Et cet objectif purement financier des managers se répercutera sur le travailler et le sens de ce qu'il fait : « *On vient pour bosser, pour faire des choses de qualité, pour pouvoir repartir de l'avant en disant "j'ai fait du bon boulot, je suis content de ce que j'ai fait". Ça n'arrive plus ça. La plupart des gens, ils rentrent chez eux, ils disent j'ai fait de*

la merde et en fait, tous les jours, tu te dis que t'as fait la même chose ». La déshumanisation des contenus répondra à l'inhumanité structurelle, satisfaisant à la fois l'administration de la RTBF et les politiques, « ce qui les arrange parce que la RTBF ne va jamais faire une interview dérangeante avec un politique ». Et le surmenage tuera dans l'œuf la contestation : « *Quand tu fais le boulot de trois personnes, tu n'as pas le temps de réfléchir. Donc quelque part, la contestation qui pourrait venir simplement par le fait que tu as un peu de temps pour réfléchir ne vient pas, tu es le nez dans le guidon en permanence* ». (...) « *Aujourd'hui la moyenne d'âge est de 30 et quelques années à la rédaction et c'est ces petits jeunes qui viennent maintenant* (...) *Pour la plupart, ils sont pigistes, donc intérimaires, donc taillables et corvéables. Mais le boulot d'un journaliste, c'est d'ouvrir sa gueule. Moi je parle trivialement, mais bon, aujourd'hui c'est d'ouvrir sa gueule. Quand tu as peur pour ton contrat et que tu te dis "il faut quand même que je mange à la fin du mois ou j'ai deux ou trois enfants à nourrir"*... »

Cette précarité répond donc « à un management qui a décidé à un moment donné d'appliquer les recettes libérales, même néolibérales, qui sont qu'on ne sécurise plus les gens. On les laisse dans une situation d'instabilité constante où ils sont à se demander s'ils vont pouvoir bosser demain ou pas pour une partie d'entre eux ». Dans ce contexte, les morts ne sont « que » le prix à payer ; faible prix pour le pouvoir politique qui en sort gagnant et la poignée de privilégiés de la RTBF qui s'enrichit sur le dos du contribuable. La modification dans l'organisation des ressources humaines rendra toute remontée impossible, le suicide devenant cruellement la seule possibilité d'être entendu : « Tu as tout en haut l'administrateur général, et juste en dessous de lui une espèce de mur, une armée mexicaine pleine de directeurs, avec d'autres directeurs en dessous, responsables des opérations, responsables RH, responsables thématiques »... « *véritable lasagne où plus personne n'est responsable* » (...) « *D'ailleurs le bureau de Phillipot est inaccessible au petit personnel, il est dans une sorte de tour d'ivoire ; la direction a un restaurant de luxe avec serveur, destiné au gratin de la RTBF et aux invités de marque. On est dans le même bâtiment mais on est pas dans la même famille. Et plus il y a des inégalités, plus on parle de "grande famille"* ». Et pour être sûr que les plus récalcitrants rentrent dans l'ordre, Jean-Paul Phillipot s'est assuré « *une garde rapprochée qui bénéficie de contrats beaucoup plus intéressants* ».

A l'issue de son assemblée générale du 15 février 2023, la Société Des Journalistes demandait d'urgence une réflexion de fond sur les structures de décisions et la gestion humaine qui sont à l'œuvre aujourd'hui à la RTBF, et énonçait : « *Plus jamais pareil drame ne peut se reproduire* ». Fin 2012, une pigiste anonyme écrivait « bouteille à la mer d'un journaliste pigiste de la RTBF », concluant : « Ce qui m'a décidé à vous confier ceci, c'est ma crainte que parmi les personnes travaillant pour la RTBF qui sont en souffrance psychique, certains ne se contentent plus, à l'avenir, de s'abrutir d'anxiolytiques, pour supporter cette ambiance de travail. Je suis solidaire de tous ces gens qui souffrent de ne plus pouvoir exercer avec fierté le métier qu'ils ont choisi ». En 2020, ayant quitté entretemps l'enfer, elle réitérait : « *Je n'ai pas laissé ma peau à la RTBF. D'autres l'ont fait* ».

En 10 ans, les suicides, la souffrance, ont pris une plus grande ampleur. Patrons et politiques avaient fait leur promesse. L'espoir a la même étymologie que le verbe attendre. Il y a des moments où il ne faut plus attendre, plus espérer. Mais agir.

Alexandre Penasse

1. Du personnel au sein de la RTBF nous informe qu'Alain Dremière avait envoyé un message à ses collègues quelques jours avant, se réjouissant de revenir, mais qu'il avait eu peu après une entrevue avec Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'information, qui se serait mal déroulée. Tout cela demanderait à tout le moins une enquête interne.

2. La solution du changement dans leur façon d'appréhender leur fonction n'est même pas envisageable, leur management s'inscrivant dans une organisation structurelle où ils jouent le rôle que l'administration politique attend d'eux. D'où la candeur des revendications syndicales, quand elles expriment ce désir d'« être enfin écouté ».

3. <https://web.archive.org/web/20201230144505/https://payknow.eu/je-nai-pas-laisse-ma-peau-la-rtbf-dautres-lont-fait-enquete/>

4. Cette citation et celles qui suivent sans référence, sont tirées d'un entretien avec un travailleur de la RTBF.

5. Abondance de divertissements abrutissants visant à inhiber la critique politique chez tous les parias du système capitaliste.

L'évolution politique en Occident

PARTIE 2 : DEPUIS LE COVID (2020-22)

Dans *Kairos* n° 30 (été 2017), je proposais une analyse-synthèse de l'évolution politique récente en Occident (Europe et Amérique du nord, principalement). Après l'épisode covidien, il est temps de refaire le point.

D'abord, force est de constater que depuis 6 ans la situation a à la fois empiré et s'est complexifiée, au point que la fausse conscience¹, qu'elle soit limitée, débridée ou structurée², règne dans tous les camps et parmi ceux qui essaient d'y voir clair, moi y compris ! Cet article a donc la modeste ambition de la dissiper *autant que possible* et de conceptualiser les choses au mieux, sans œillères idéologiques. En sus des constats, il avancera principalement des hypothèses que l'avenir confirmera, ou pas. Je me targue cependant d'avoir gardé la tête froide là où d'autres produisaient des énoncés, inconsciemment victimes de leurs peurs ou de leurs biais. Ces énoncés ont ensuite été relayés et démultipliés par les réseaux (a) sociaux. C'est particulièrement le cas des milieux antifascistes et d'une partie de la gauche, prisonnière de sa doctrine anticapitaliste étroite et datée, héritée du léninisme. De deux choses l'une :

- ou bien elle n'est plus capable d'identifier précisément d'où provient le vrai danger extrémiste ; elle persiste à le dénicher dans les arrières-salles des bars où se réunissent une poignée de néo-nazis, plutôt qu'au Forum économique mondial (WEF) ou aux sièges des Big Pharma – les premiers représenteraient une menace pour la démocratie plus sérieuse que tous les autres. Albert Bourla serait-il plus fréquentable qu'Éric Zemmour³ ? Or l'extrémisme 3.0 se vêt autant de costumes élégants que de treillis et de *combat shoes*. Ou comme l'écrit Lauren Weisberger, « *Le diable s'habille en Prada* » ;

- ou bien elle ne veut pas faire cette mise à jour qui l'obligerait à sortir de son confort intellectuel. Jean-Claude Michéa a dûment montré⁴ que la gauche – y compris la gauche extrême – a rejoint le camp libéral depuis l'affaire Dreyfuss (1894-1906) et s'y sent vraisemblablement très à son aise. Que reste-t-il de révolutionnaire chez elle, à part dans le domaine de l'éthique ? Qu'y reste-t-il même d'important d'un point de vue ne serait-ce que réformiste ? Peut-être la cause des migrants et des sans-papiers, qui est devenue le point d'orgue de ses luttes.

Avertissement méthodologique. Dans un régime de « post-vérité », les sophistes ont pris l'avantage et les mots sont piégés, comme l'a montré Pierre-André Taguieff dans *Qui est l'extrémiste ?* (Intervall, 2022). Par antifascisme primaire, une certaine gauche pourrait bientôt expurger de son discours les termes dictature et totalitarisme, puisqu'ils ont été utilisés par ses ennemis (entre autres) pour caractériser la gestion du covid. On pourrait en conclure que toute recherche, toute clarification en deviennent périlleuses, si pas impossibles. Faisons le pari inverse : l'analyste politique doit continuer à mettre les mains dans le cambouis et défendre ses mots. La critique sociale, avec sa subjectivité inéliminable et ses interactions polémiques à l'infini, est un des rares biens qui nous restent, d'autant plus qu'elle a pris un gros coup sur la tête. Comme me le disait le philosophe et psychanalyste Thierry Simonelli lors d'une conversation privée : « *Aujourd'hui, on ne peut plus faire de la critique comme avant 2020.* »



Parlons maintenant de la droite, dans toutes ses nuances. La plus claire est la droite libérale, bleue, centriste et qui se veut évidemment démocratique : le Mouvement réformateur (MR) en Belgique francophone, l'Open-VLD en Flandre et Les Républicains (LR) en France. Si les deux premiers sont encore bien présents sur la scène politique, les troisièmes ont été engloutis par le macronisme, « en même temps » que tous ont perdu en chemin les préceptes du libéralisme classique⁵, se limitant à chanter les louanges du marché libre et sans entraves, quand bien même il a montré ses limites économiques, sociales, éthiques et écologiques depuis longtemps déjà. Sur ce plan-là, les libéraux sont peut-être en retard dans la guerre des idées⁶, mais ils continuent à dominer le champ institutionnel en ayant contaminé, depuis des lustres, les autres partis par leur dogme de la priorité au Marché et à l'Entreprise, y compris les partis socialistes depuis François Mitterrand. Le ralliement des sociaux-démocrates de gauche et de droite au néolibéralisme en pensant combattre l'extrême droite – « *La société de consommation et l'individualisme plutôt que les fachos !* » – restera une erreur politique ineffaçable. Alors que, ce faisant, ils l'ont alimentée, et continuent à l'alimenter ! Avancons ici la principale thèse de l'article. Le péril actuel mérite *a minima* l'appellation d'*autoritarisme anti-démocratique* (expression que je reprends de Dardot et Laval, cf. *infra*). Nous ajouterons qu'il est à la fois centriste et extrémiste à sa manière, un « extrême centre »⁷. Issu du néolibéralisme, il a pris un coup d'accélérateur avec le covidisme. Un petit retour à l'histoire sera utile.

1. POURQUOI LE NÉOLIBÉRALISME EST-IL LA PIERRE ANGULAIRE DU PROBLÈME ?

Le néolibéralisme est apparu dans la philosophie politique à Paris en 1938 à l'occasion du colloque organisé autour des travaux du journaliste Walter Lippman (1889-1974), auteur de *La cité libre* (*The good society*, 1937). Le gratin des penseurs et économistes libéraux de l'époque – Jacques Rueff, Raymond Aron, Friedrich Hayek, Ludwig von Mises, Wilhelm Röpke, etc. – y participa. Ensuite, il s'est philosophiquement structuré dans la Société du Mont-Pèlerin, fondée en 1947 par Hayek, entre autres. Évincé par le keynésianisme pendant un quart de siècle, il a fini par porter ses fruits (pourris) lors du coup d'État néo-fasciste du général Augusto Pinochet au Chili en 1973, et d'une manière démocratique quelques années plus tard avec l'élection de Margaret Thatcher (1979), puis de Ronald Reagan (1980). Par la suite et jusque dans les années 2010, tous les chefs d'exécutifs européens l'ont épousé, certains d'une manière décomplexée (Jean-Luc Dehaene, Guy « Baby Thatcher » Verhofstadt, Nicolas Sarkozy, José Maria Aznar, Silvio Berlusconi, John Major, Tony Blair, Helmut Kohl, Gerhard Schröder), d'autres plus honteusement ou souterrainement (François Mitterrand, Jacques Chirac, François Hollande, Felipe Gonzalez). Certains⁸ pensent qu'il est en déclin, car rattrapé par la crise écologique et sanitaire, dépassé par le mercantilisme en Chine et par l'illibéralisme en Turquie, Russie, Hongrie, Pologne, Brésil (sous Jair Bolsonaro) et États-Unis (sous Donald Trump). Rien n'est moins vrai. Ces derniers ont d'ailleurs été remplacés par des dirigeants au profil néolibéral, Joe Biden et Lula Da Silva. Le néolibéralisme est toujours vigoureux par la grâce des Macron, Trudeau, De Croo, Sunak, Rutte, Scholz et consorts, sans parler de leurs maîtres de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et du WEF, Klaus Schwab.

Entamées dans les années 1980, la désinstitutionnalisation, la dérégulation, la flexibilisation et la marchandisation des services publics se poursuivent au pas de charge – il suffit de voir la réforme des retraites en France, passée en force par le 49.3, mais qui continue à susciter, heureusement, une opposition populaire. Comme le remarquent deux de ses plus fins observateurs, Pierre Dardot et Christian Laval : « *Ce n'est pas seulement l'idéologie ou telle ou telle politique qui est néolibérale. Une fois que le processus de néolibéralisation des sociétés et des esprits a atteint un certain seuil, c'est la réalité sociale elle-même qui est devenue néolibérale* »⁹. Dans leur dernier ouvrage en date, ils ajoutent que « *nous vivons le moment où le néolibéralisme secrète de l'intérieur une forme politique inédite qui combine autoritarisme antidémocratique, nationalisme économique, concurrentialisme généralisé et rationalité capitaliste élargie* »¹⁰. Dans leur communication, les gouvernements occidentaux se présentent comme le meilleur, et d'ailleurs le seul rempart face à « *la montée de l'extrême droite qui menace la démocratie* ». Jusqu'à présent, le subterfuge fonctionne, une majorité d'électeurs-consommateurs préférant, à tout prendre, conserver leurs dirigeants néolibéraux plutôt que de jouer à la roulette ukrainienne avec le démon extrême droitier. On l'a encore vu l'an dernier en France avec la réélection de Jupiter (même s'il a été mal réélu). Allons droit au but : le néolibéralisme est de loin le principal responsable de l'aliénation des masses et de la souffrance sociale depuis 40 ans, d'un bout à

l'autre de la planète¹¹. Il est fasciste dans son essence, comme l'a parfaitement exprimé la juge Manuela Cadelli¹².

2. QUEL RÔLE JOUE L'EXTRÊME DROITE TRADITIONNELLE ?

Bien qu'organisée en partis se présentant aux élections (aujourd'hui, le Vlaams Belang en Belgique, le Rassemblement national en France), en Europe de l'Ouest depuis 1945, l'extrême droite traditionnelle, réactionnaire et éventuellement raciste ou xénophobe, n'a que rarement exercé le pouvoir étatique¹³. En Belgique, le cordon sanitaire l'a condamnée à l'opposition, jusqu'à présent. En France, point de cordon sanitaire, ce sont les manœuvres habiles de la macronie qui ont à deux reprises empêché Marine Le Pen de l'emporter. Les Italiens semblent avoir fait exception en portant au pouvoir Giorgia Meloni¹⁴. Aujourd'hui, l'extrême droite pense que son heure est revenue grâce à l'événement covidien qui a révélé la duplicité des gouvernements et remis en cause la légitimité de l'État, censé arbitrer entre le bien commun et les intérêts privés, mais qui a choisi le camp des seconds. C'est donc son rival néolibéral qu'il s'agit de mettre hors-jeu et de reléguer dans les marges ; mais ce sera dur, car il maîtrise les rouages politiques, administratifs et médiatiques. Pour cela, les militants d'extrême droite s'activent dans la rue et sur la Toile : participations remarquées aux manifestations anti-covidistes en 2021-22 (particulièrement l'association Civitas), contre-propagande incessante, en soi légitime, mais dans ce cas problématique, car versant souvent dans des délires¹⁵, avec des relents d'homophobie, de xénophobie, d'islamophobie, d'intégrisme religieux, d'antiféminisme, -sémitisme et -maçonnisme – les francs-maçons et les juifs acoquinés étant accusés par certains ultras de crimes pédo-satanistes. Toutefois, le curseur n'est pas toujours placé à ces extrémités. Devrions-nous reconnaître la justesse des observations faites à propos de la droite par Pier Paolo Pasolini, il y a 50 ans – « [...] *une droite qui engloberait une infinité de thèmes appartenant en réalité à tout le monde*¹⁶ » – et de Simon Critchley plus récemment – « [...] *c'est la droite qui a le mieux compris la nature de la politique dans l'histoire récente*¹⁷ » ? En effet, paradoxalement l'extrême droite est apparue comme celle qui a rapidement compris et dénoncé¹⁸ la pente excessivement autoritaire de la gestion de l'épidémie, quand les syndicats et les partis de gouvernement y ont adhéré par aveuglement, peur de la mort, lâcheté, soumission ou opportunisme politicien, implorant l'exécutif de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour terrasser le virus maudit et remettant le sort de leurs affiliés et électeurs entre ses mains (ou plutôt ses griffes). L'extrême droite est-elle sincèrement antiautoritaire ? Vu l'histoire et sa tradition propre, il serait difficile de le croire. Nous parierons plutôt sur son opportunisme. Mais quel groupe politique n'est pas opportuniste ?

Dès les années 1990, certains observateurs redoutaient la convergence du néolibéralisme et de l'extrême droite, imaginant un scénario du pire. *Officiellement*, ce n'est pas arrivé¹⁹, mais ce n'est pas impossible. Néanmoins, deux raisons vont en sens contraire. Primo, d'un point de vue sociologique, les privilégiés du système néolibéral n'ont pas d'intérêt à voir s'écrouler leur beau château de cartes, patiemment construit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pourquoi tenterait-on l'aventure risquée de l'extrême droite nationaliste quand on est un fonctionnaire de la Commission européenne, cosmopolite, polyglotte, grassement rémunéré et protégé par un efficace réseau social, ou un Young Global Leader, VRP

du WEF – cela étant également le cas des échelons inférieurs ? *A priori*, aucune raison. D'autre part, d'un point de vue politique, les deux groupes sont en désaccord sur la nature du capitalisme. Les néolibéraux sont favorables à un capitalisme mondialisé, financiarisé, numérique et de surveillance, quand l'extrême droite souhaite retourner à un capitalisme national, régulé, protectionniste, réenchanté dans le politique et qui tienne compte de la justice sociale – du moins est-ce ce qui ressort de ses discours. Cette position souverainiste est défendue dans le champ intellectuel par Alain de Benoist, fondateur de la revue *Éléments*, dans le champ politique européen par la Pologne et la Hongrie, ainsi que par des figures politiques françaises non élues comme Nicolas Dupont-Aignan, Éric Zemmour, Marine Le Pen, Philippe de Villier et François Asselineau, ce dernier étant clairement en faveur du Frexit. C'est ici que le clivage gauche/droite a du plomb dans l'aile. La gauche confond internationalisme et mondialisme²⁰, à choisir ce seront les distingués bourgeois Schwab et von der Leyen plutôt que les vulgaires tribuns populistes nationaux qui vilipendent pourtant les politiques néolibérales qu'elle est aussi censée combattre. Gênée aux entourures, elle s'abstient de parler des premiers, détourne son regard d'eux pour focaliser sur les seconds. L'arbre fascistoïde cache la forêt néolibérale. Pourtant, répétons-le, quelle que soit l'opinion qu'on ait des meneurs populistes, ayons conscience du danger néolibéral qui est de faire disparaître à terme la politique au profit d'un pilotage cybernétique (algorithmique) des foules²¹. Imaginons un Yuval Noah Harari comme nouveau président de l'Union européenne (UE) et son conseiller Laurent Alexandre. Qu'en dirait la gauche ? Applaudirait-elle en se disant avec soulagement : « *Ouf, on a encore échappé aux nationalistes racistes d'extrême droite*²² ! » Les plus lucides prêcheront le « ninisme ». Bien d'accord, mais nous attendons toujours que la gauche engrange des résultats probants, après des décennies de compromissions en position défensive... Pour être niniste, où porter alors notre regard ?

3. ANARCHIE À TOUS LES ÉTAGES !

Faute d'inventer une toute nouvelle théorie politique²³, il me semble dès lors que nous devrions revisiter la tradition anarchiste (ou libertaire), mais avec les précautions d'usage, car les mots sont toujours piégés. Écartons d'abord les idées reçues.

1. Sur un plan macro-politique, l'anarchie n'est pas l'anarcho-capitalisme, qui est une des façons – ambiguë – de caractériser le système actuel où un énorme pouvoir d'action est laissé aux entreprises en dépit des règles et législations édictées par les institutions étatiques et supra-étatiques comme l'UE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

2. Sur un plan micro-politique, l'anarchie ne se confond pas avec la seule liberté négative et l'indépendance absolue des individus, fruits de l'égalitarisme démocratique qu'avait pointé, et déjà déploré, Alexis de Tocqueville dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique* (publié en 1835 et 1840).

3. L'anarchie ne prône plus la violence politique ; la propagande par le fait des Malatesta, Ravachol et Bonnot a fait son temps²⁴.

4. L'anarchie ne doit pas viser l'abondance marchande et l'innovation technologique « pour tous », sous peine de rallier le camp adverse. Au XIX^e siècle, une partie du mouvement anarchiste était technophile et scientiste ; ce fourvoiement, une néo-anarchie doit absolument l'éviter ! Considérons la définition de Ronald Creagh :

« *L'anarchisme est une interrelation non hiérarchique de systèmes et de sous-systèmes autonomes*²⁵ ».

Et revenons un peu à l'histoire. Au XIX^e siècle, l'anarchisme de Bakounine et le socialisme scientifique de Marx et Engels étaient en concurrence chez les ouvriers et les artisans. C'est le second qui s'est progressivement imposé parmi eux à mesure qu'ils s'intégraient à la fabrique où régnait une discipline collective de travail qu'ils avaient ignorée jusque-là et que les luddites, les canuts et les sublimes rejetèrent, finalement en vain. Les partisans de l'industrialisme, du machinisme, du technicisme et de l'idéologie du Progrès – *i.e.* la classe des technocrates²⁶ – gagnèrent la bataille politique à la fin du siècle. Nous en sommes toujours là en 2023.

Comme l'écrit Nicolas Bonnani dans un essai récent et inspirant, « *il faut trouver une autre manière de faire régner le socialisme que celle en vigueur depuis un siècle* », en misant sur une « *révolution sociale*²⁷ » et non uniquement politique. L'anarchie est compatible avec une bonne dose de souverainisme, de relocalisation économique et même de patriotisme : qu'un démocrate radical, « *anarchist tory* » et génie de la pensée politique comme George Orwell l'ait défendu, voilà qui devrait nous rassurer, mais qui fera hurler la gauche acquise à l'internationalisme qu'elle confond avec la promotion de la société multiculturelle et la migration incontrôlée²⁸. Dans *Kairos* n^o 57, je parlais de la nécessité de s'appuyer sur un troisième front, celui des gens ordinaires sans étiquette particulière qui, succédant en quelque sorte aux Gilets jaunes, se sont éveillés à la citoyenneté politique active à l'occasion de la covidiotie²⁹. Ils font face à un double danger. D'une part, la tentative de l'extrême droite de les récupérer dans ses filets idéologiques. Historiquement, elle a toujours cherché à réunir les (légitimes) mécontents du « système » ; d'autre part, le dénigrement dont ils sont victimes de la part de la majorité de la gauche qui, en chœur avec le pouvoir politico-médiatique néolibéral, les a vus comme une bande d'anti-vaxx, de complotistes, d'égoïstes, de rassuristes, d'aliénés, de naïfs manipulés par les fachos, etc., autant d'« *identifications idéologiques* » (Joseph Gabel, 1962) destinées à compromettre l'adversaire. Ce sont pourtant eux qui sont potentiellement porteurs d'un imaginaire anarchiste, quand leurs contempteurs se posent en garants des hiérarchies étatique, institutionnelle... et médiatique !

Faisons un peu de prospective. Sans résistance massive de la population pour se réapproprier son destin, le futur apparaît sombre avec le renforcement des instances non élues et sans contrôle démocratique possible : Commission européenne, Forum économique mondial, Banque centrale européenne, OMS, sans parler des gouvernements autoritaires dont la macronie est un parfait exemple. Un élément central est le rôle que joueront les forces de l'ordre, soit continuer à soutenir les pouvoirs en place, soit rejoindre les rangs du peuple. « *La police avec nous !* » fut finalement un des slogans les plus clairsvoyants – naïfs, diront certains – entendus dans les manifestations anti-covidistes.

Bernard Legros

1. Préférons ce terme à « confusion », trop galvaudé. Quant au « confusionnisme », c'est une sottise conceptuelle que j'ai précédemment démontée (débunkée !) in *Kairos*, n^o 53, février/mars 2022. Je renvoie à Joseph Gabel, *La fausse conscience et autres textes sur l'idéologie*, L'Échappée, 2023. Il écrit, p. 47 : « [...] *la conscience authentique, fruit du dépassement dialectique de la fausse conscience, n'est pas [...] une donnée immédiate mais une conquête* [...] ».

2. Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, Grasset, 2017, p. 31. L'auteur parle ici de « confusion structurée », mais l'adjectif conviendrait aussi à la fausse conscience.

3. Il va de soi que je ne le considère pas comme un néo-nazi.

4. Cf. Jean-Claude Michéa, *Les mystères de la gauche. De l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*, Climats, 2013.

5. Notamment en entérinant la gestion autoritaire du covid.

6. Certaines productions du Centre Jean Gol, *think tank* du MR, sont caricaturales à cet égard. Voir www.cjg.be.

7. Cf. Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, Lux, 2016.

8. Tel l'« économiste atterré » David Cayla, cf. *Déclin et chute du néolibéralisme*, De Boeck Supérieur, 2022.

9. Christian Laval & Pierre Dardot, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, 2016, p. 40.

10. Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval & Pierre Sauvètre, *Le choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, 2021, p. 274.

11. Sauf bien évidemment en Chine, par exemple.

12. Cf. « Le néolibéralisme est un fascisme », in *Le Soir*, 01/03/2016.

13. Hormis en Espagne, au Portugal et en Grèce, qui furent dirigées par des dictateurs (Franco, Salazar, les colonels) suite à des coups d'État.

14. Considérée comme une nostalgique de Mussolini, Meloni ne fera finalement pas sortir son pays de l'UE, de la zone euro et de l'OTAN. Comme souverainiste d'extrême droite, on fait mieux ! Les néolibéraux italiens peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

15. J'ai sciemment évité ici l'épithète « complotiste », mot piégé par excellence qui fut jeté par le gouvernement, les médias et la gauche bien-pensante à la tête de tous ceux qui eurent l'heur de critiquer la politique « sanitaire ». Nous dirons qu'il existe un certain nombre de partisans de la théorie du complot, comme QAnon, à côté d'un nombre beaucoup plus important de gens ordinaires qui ne font qu'exercer leur esprit critique et manifester leur scepticisme et leur désarroi face au spectacle politico-médiatique.

16. Pier Paolo Pasolini, *La langue vulgaire*, La Lenteur, 2021, p. 15.

17. Simon Critchley, *Une exigence infinie. Éthique de l'engagement, politique de la résistance*, François Bourin, 2013, p. 167.

18. Heureusement, une minorité éclairée dans la gauche l'a également compris, comme le Collectif 29 de Liège, la « gauche anti-covidiste ».

19. Sauf à quelques exceptions près comme en Autriche, avec les deux gouvernements du chancelier Wolfgang Schäussel (ÖVP) allié au FPÖ (2000-2003).

20. La doxa covidiste a classé le terme « mondialiste » dans la catégorie « complotisme ». Pourtant, les mondialistes, n'est-ce pas l'autre nom de l'oligarchie capitaliste mondialisée, expression qui mettait tout le monde d'accord à gauche avant l'épidémie ? Voir Monique Pinçon-Charlot (*Le président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Zone/La Découverte, 2010), Geoffrey Geuens (*La finance imaginaire. Anatomie du capitalisme : des « marchés financiers » à l'oligarchie*, Aden,

2011) ou encore Hervé Kempf (*L'oligarchie, ça suffit, vive la démocratie*, Seuil, 2011), trois auteurs bien de gauche. À moins que ce ne soit des « confusionnistes », nous vérifierons auprès des antifas...

21. Remarquons qu'il n'est nul besoin d'être néolibéral pour souhaiter contrôler les masses par l'ingénierie sociale, voir l'exemple de la Chine communiste-mercantiliste.

22. On imagine aisément un Daniel Cohn-Bendit réagir de la sorte en le beuglant dans tous les médias friands de sa faconde.

23. Je mets au défi quiconque d'y parvenir, la créativité politique a ses limites.

24. Inutile de citer le contre-exemple des Black blocs. D'une part, comme ils ne s'en prennent qu'à du matériel, ces casseurs ne sont pas violents mais saboteurs ; d'autre part, il faudrait prouver qu'ils sont réellement des anarchistes.

25. *Réfractions* n°9, automne/hiver 2002, « Au-delà de l'économie : quelles alternatives ? », p. 15.

26. Cf. Marius Blouin, *De la technocratie. La classe puissante à l'ère technologique*, Service compris, 2023.

27. Nicolas Bonnani, *Que défaire ? Pour retrouver des perspectives révolutionnaires*, Le monde à l'envers, 2022, p. 62.

28. À ce sujet, cf. Raffaele Simone, *La grande migration et l'Europe* (Gallimard, 2021), un essai qui aborde cette épineuse question sans préjugés idéologiques, une fois n'est pas coutume.

29. Précisons que, contrairement aux beaux esprits de la gauche libérale qui les jugeaient de loin, moi je les ai rencontrés sur le terrain à plusieurs reprises !

Déni de la mort et capitalisme durant la crise sanitaire

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la gestion de l'épidémie de covid-19 aura non seulement malmené les vivants, mais aussi les morts. Les ordres furent d'une violence inouïe lors de ce que nous conviendrons de nommer *tour-nant anthropologique majeur* : confinement strict des personnes du troisième âge ; interdiction de visites pour les proches des pensionnaires résidant en maison de repos ; enterrements rationalisés par solidarité constituent les traits saillants d'un épisode en tout point délirant. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, celui-ci n'est pas terminé dans la mesure où il incarne une ramification de la doctrine capitaliste ayant accéléré l'entrée de l'homme dans une ère ultra-numérique qui était jusque-là en gestation. Il sera question, dans cet article, de lier le déni de la mort qui fut à l'œuvre pendant la pandémie au déni de la mort entendu comme rouage essentiel du processus capitaliste. Mais qu'entendons-nous par capitalisme ? Nous inspirant du philosophe et psychanalyste grec Cornelius Castoriadis, nous définissons ce modèle social comme *entreprise globale d'auto-accumulation illimitée par la (pseudo) maîtrise (pseudo) rationnelle des hommes sur l'environnement et des hommes sur eux même*. Que cela signifie-t-il au juste ?

Auto-accumulation illimitée indique que le modèle capitaliste se nourrit de lui-même et qu'il est anthropophage. Il ne perçoit pas la limite de son expansion qui se veut infinie. Il dénie le manque ainsi que le désir au profit d'une économie de la *Jouissance* particulièrement nutritive depuis la révolution fordienne. *L'hubris* domine ses modes de production et de consommation, comme en témoigne le philosophe allemand Anselm Jappe dans son ouvrage *La société autophage* : *capitalisme, démesure et autodestruction*, dans lequel l'auteur exhume le mythe d'Erysichton¹. *La (pseudo) maîtrise (pseudo) rationnelle* consiste à combler le manque au travers d'une connaissance totale et d'une domination absolue de la *Raison* sur les différentes dimensions de l'existence. Elle représente une voie royale devant mener l'homme à la *Jouissance*.

Si toute société s'est montrée désireuse, au cours de l'histoire, de dompter l'environnement qui l'entoure, la dynamique capitaliste est spécifique dans la mesure où le procès de maîtrise qu'elle déploie est non seulement orienté vers l'extériorité, mais aussi vers l'intériorité des vivants, ces derniers étant appréhendés comme des *Choses utiles* à la *Croissance*. Comme Castoriadis l'a explicité, cette volonté de recouvrir le *Chaos* ne s'étaye plus sur Dieu ou sur la magie comme il en était question autrefois, mais sur la *Raison*. Celle-ci est non seulement réifiée, mais aussi déifiée. Mais pourquoi cette démarche est-elle jugée (pseudo)-rationnelle par le philosophe ? Tout simplement parce que, comme Karl Marx l'a jadis figuré, le capitalisme a bâti sa charpente sur la fraude et sur la violence (notamment au travers de la colonisation et de l'expropriation des terres), attitudes en tout point irrationnelles. Cette irrationalité s'est particulièrement déchaînée pendant la crise sanitaire et continue son déploiement partout dans les espaces, y compris au sein de la sphère psychique. L'épisode du covid-19 a, en effet, sensiblement dévoilé l'existence d'une forme de totalitarisme de la *Raison scientifique* conviant les hommes à utiliser d'une manière adéquate leur *Capital* humain, les sociétés étant globalement gérées comme des entreprises (Emmanuel Macron est un exemple particulièrement limpide de cette volonté de management des âmes humaines).

UNE RUPTURE ANTHROPOLOGIQUE

L'immixtion du politique dans le lien intime que les vivants tissent avec les morts constituent une rupture anthropologique sans précédent. En rationalisant les funérailles (rappelons qu'un nombre strictement limité de personnes étaient admis aux obsèques — quand il s'agit de poser des limites, démarche à laquelle elle n'est guère aguerrie, le *Capital* embrasse l'indécence), « l'altruisme sanitaire » a démontré à quel point il s'organise comme un absurde prolongement de la logique capitaliste. De tout temps, en effet, les rites funéraires ont opéré en tant que parade face à l'angoisse de la mort. En déniaient ce fait pourtant élémentaire, les mesures hygiénistes

ont brisé le *sacré* au profit de la *Raison scientifique* dans le but de préserver l'unique existence biochimique. Plus qu'une défense face à l'effroi que représente la finitude de la vie, les coutumes dont nous parlons favorisent la digestion psychique de la perte, c'est-à-dire le processus du deuil. Si l'on part du principe que ce procédé a été rompu pendant la crise, on pourrait se demander par quoi a-t-il été remplacé ? Tout porte à croire qu'un mécanisme défensif particulièrement présent dans les perversions (et dans le capitalisme) a resserré encore un peu plus son étreinte sur le gouvernail des âmes, à savoir le déni. Tandis que la mort était occultée, elle se rappelait continuellement à la conscience sous la forme d'une expression altérée par les bilans comptables. Une démarche pseudo-rationnelle commanda chacun à opérer *comme s'il était maître et possesseur* de la mort et à déclarer la guerre à un agent invisible, guerre dont les armes devaient être celles de l'agir opératoire. Réduite à un chiffre, la mort évolua dans l'imaginaire des hommes tel un ersatz et fut, non pas théâtralisée dans l'intimité du rite, mais mise en spectacle au travers d'images lampées de *pathos*.

POURQUOI LE DÉNI ?

Le capitalisme repose sur la mise en acte d'un fantasme de toute-puissance et de maîtrise absolue qui nécessite de dénier les limites (ainsi que l'altérité) afin de convertir la nature et les hommes en marchandises échangeables sur le *Marché* du travail et de la consommation (réification). Lors de la crise sanitaire, tout s'est passé comme si le signifiant « virus » avait ébranlé cette fragile idée d'expansion infinie, rappelant aux hommes leur mortelle condition. Incapables de méditer sur une conception de la finitude qui viendrait réfuter leurs prétentieuses ambitions, les sociétés (celles, du moins, où le capitalisme est bien implanté) se sont défendues de la mort en procédant à une tentative délirante de maîtrise de celle-ci, tentative qui nécessita de dénier ce que représente la mort, à savoir une entité par essence immaîtrisable. Nous avons repéré quatre modalités du déni à l'œuvre pendant la crise et dans le capitalisme que nous allons maintenant analyser.

1. Déni du lien

Le capitalisme pervertit le lien dans la mesure où celui-ci ne s'établit quasiment plus que sur deux fétiches : l'argent et la marchandise. Dans le monde de la *Jouissance*, ce n'est plus seulement l'obsolescence des objets manufacturés qui est programmée, mais aussi celle des relations humaines. Les rapports que nous avons l'habitude de tisser avec nos aînés ont largement été instrumentalisés pendant la crise sanitaire. L'adieu par exemple — manière de boucler la boucle comme on dit —, adressé par le mourant à ceux qui restent (pour un instant du moins) sur le quai de l'existence, a été désavoué. Pourtant, bien que la mort soit fin de l'être, elle ne met pas fin aux liens qui se perpétuent dans l'intériorité du vivant. Non seulement ravi de confondre les relations de l'ordre de l'amour et celles de l'ordre du *Marché*, le capitalisme a mis en œuvre une perversion inédite où le lien à la mort lui-même a été réifié.

2. Déni de l'individu

Nous aurons compris que le capitalisme déploie un mécanisme sans lequel le processus d'auto-accumulation illimité serait inconcevable : la réification. Historiquement, la classe ouvrière fut la première sur laquelle ce procédé de chosification des âmes et des corps a été exercé. Ensuite, et jusqu'à ce que les principes à la fois pervers et puritains de la bourgeoisie finissent par embrasser l'ensemble des couches du social, ce sont les citoyens de tout horizon qui ont été réduits au rôle de consommateurs (de produits proposés sur le *Marché* par les détenteurs de capitaux, à savoir les bourgeois) et d'électeurs (d'hommes politiques ayant détrôné les nobles de leur siège lors des différentes révolutions du XVIII^e siècle, c'est-à-dire les bourgeois). Pendant la crise sanitaire, le déni du sujet œuvrant au sein du *Capital* a poursuivi la voie qui lui avait été tracée. Alors que les slogans infectés de *pathos* s'abattaient en flots sur les ondes (« *Pense à moi, reste chez toi* ») et qu'une vague de solidarité

s'imposait à l'ensemble de la population (« *tous ensemble contre le coronavirus* »), les vieux moisissaient, seuls, dans les hôpitaux et dans des maisons de repos dédiées à leur attention. Confinés, privés de relations hormis celle de l'ordre du soin, beaucoup se sont laissés mourir, ce qui n'a pas empêché les politiques de répertorier ces défunts dans les graphiques de décès causés par le covid-19. Grâce à un chaleureux élan solidaire, les morts ont été examinés comme des données juste bonnes à faire grimper les courbes de mortalité de la même manière que l'on ferait grimper celle de la *Croissance économique*.

3. Déni du temps

La vieillesse est une idée insupportable pour le modèle capitaliste qui va jusqu'à développer une forme de racisme antivieux (il suffit, pour s'en convaincre, de constater le nombre de spots publicitaires vantant les bienfaits des crèmes anti-âge, ou encore la prolifération de la chirurgie esthétique). Effacer coûte que coûte les effets du temps qui passe constitue effectivement le meilleur moyen de sauvegarder l'illusion de toute-puissance si chère au modèle et de préserver le sentiment d'éternité. L'enfermement des personnes âgées dans les maisons de repos pendant la pandémie représentait à ce titre une crème anti-âge collective dernier cri qui permit de ne plus se confronter à l'écoulement d'un temps que l'on ne saurait voir (le temps fut d'ailleurs largement suspendu pendant cette période). Pourtant, comme le suggère Marie de Hezelle, méditer sur la finitude témoigne d'une attitude philosophique indispensable à toute société qui n'aurait pas fait de sa ruine un objectif inavoué. En tuant le temps — ne dit-on pas, par ailleurs, d'une activité que l'on n'apprécie guère (bien souvent son travail), qu'elle permet néanmoins de tuer le temps ? —, les hommes s'assèchent en masse. Là où la pensée demande une temporalité consistante, le passage à l'acte court-circuite le temps. Et s'il est certain qu'on a beaucoup agi pendant la crise, il n'en est pas moins sûr que nous l'ayons très peu pensée.

4. Déni de la mort

Il est remarquable de constater à quel point la mort a été occultée pendant la pandémie à l'endroit où on n'en n'a jamais autant parlé. Si on regarde de plus près, ce qui obsédait pourtant le discours n'était pas la mort en tant que telle mais sa copie, un simulacre. La mort fut ainsi mise en spectacle de l'unique manière que le capitalisme pouvait le faire : au travers du chiffre. L'interdiction de rendre visite aux aînés ainsi que l'assassinat des funérailles permirent inconsciemment aux hommes de confluer vers la même étendue dans le but de préserver l'océanique sentiment de toute-puissance. Les mesures sanitaires se sont mues de cette façon en actes opératoires permettant au modèle de perpétuer l'illusion de maîtrise. Afin de protéger la vie strictement biochimique comme on sauvegarderait une donnée sur un ordinateur, nous avons solidairement tué la mort.

CONCLUSION

Telle une loupe grossissante, la crise a dévoilé les détails du déni qui œuvrait déjà dans les soubassements de la machinerie capitaliste. De tout temps, les cultures ont tenté d'aménager un espace où la mort puisse se dire, se digérer, se penser. Pendant la pandémie, la mort fut interdite de parole, tandis qu'elle était constamment énoncée en tant que pure information au travers de l'image (souvent télévisée). La manière avec laquelle la faucheuse a été administrée n'a rien d'anodin. En se glissant dans la part la plus intime de l'homme, les politiques ont signé l'arrêt de mort du deuil. Comme le mentionne pourtant le psychanalyste britannique Wilfried Bion, c'est du deuil et de la reconnaissance de la perte que naît la pensée. Entraver le processus du deuil, tel qu'il en a été question pendant la pandémie, ne peut être perçu sous cet angle que comme un astucieux mécanisme de destruction des esprits. *In fine*, les monstrueux paradoxes qui agitaient déjà la bête ont été exaltés : protéger l'être d'une fin certaine en l'empêchant de vivre, rivaliser

contre l'inerte en luttant contre le mouvant, éradiquer la mort jusqu'à tuer la vie constituent autant d'attitudes que l'on retrouve tout aussi bien à l'œuvre dans la démarche capitaliste que dans les mesures sanitaires. Elles témoignent d'un double élan pulsionnel présent en chaque homme, dans lequel L'Eros éternel livre une lutte acharnée contre son non moins immortel adversaire, *Thanatos*. Hélas, les pulsions de mort semblent avoir pris davantage d'entrain à l'heure du capitalisme débridé. C'est un peu comme s'il s'agissait, pour l'homme 2.0, d'effacer, au travers de l'hyperconsommation (de Big Mac, de voitures, de smartphones, d'internet, de voyages, de

relations humaines), toute trace de la perte dans l'espoir de rallier un lieu où le manque serait manquant.

Une analyse minutieuse de la gestion du Covid-19 indique à quel point la *Raison* achemine le vivant vers ce terrain mortel dont elle prétend l'éloigner. Primitivement animé d'un grand enthousiasme à chosifier l'entièreté des psychés et des corps (c'est en cela que ce modèle peut être considéré comme mouvement totalitaire, d'autant plus perfide qu'il se différencie des autres par son côté molleton-neux), le capitalisme est passé à un niveau supérieur lors d'une

crise pendant laquelle il s'est appliqué à réifier jusqu'à la mort. Apparaissent désormais les premiers éléments d'une crête dont on saura qu'elle a été atteinte lorsque la société (certainement transhumaine pour le coup) en aura fait la funeste culbute. À moins d'une réflexion radicale sur ces élans qui s'agitent à l'intérieur de chacun ? Ou, trêve d'utopie, qu'une fraction n'amortisse la chute.

Kenny Cadinu



Illustration : Antoine Demant

1. Érysichthon est un personnage de la mythologie grecque. Il est puni par la déesse Demeter d'une faim insatiable pour avoir été malveillant.

Colère

Assez parlé du travail, de ses conditions, de ses secteurs, de son utilité et de sa pénibilité. Il est temps d'évoquer, la mine grave et la ride frontale bien placée, ces déferlements de foules qui ne cessent de perturber les honnêtes gens et pousser des agents de la paix à agir pour calmer les masses furieuses. Non ! Je ne parlerai pas de la grève. Mais oui ! Parlons de jolies choses, de petites victoires, du nom d'un film fantastique que j'ai été voir avec M., charmante jeune femme. Comme l'exprimait Desproges dans un sketch irrésistible, « *c'est après que ça a dégénéré* ». Parlons de bons sentiments, de belles émotions, de ressentis porteurs. Me voyez-vous arriver avec mes gros sabots, style escarpins à 2.500€, d'un petit fabriquant nommé Louboutin ? Pensez-vous que je vais vous parler de motions de censure, de démocratie, de climat ou d'environnement, ignares que vous êtes, islamo-gauchistes rentrés très tôt chez vous après avoir brûlé deux poubelles puis engueulé vos enfants parce qu'ils faisaient pareil, pensez-vous alors que je vais aborder la sacro-sainte bienveillance ?

AMEN ! QUE NENNI !

Ha ha, fais-je entre mes dents (ce qui fait que vous ne l'entendez pas). Ma joie est proche de l'extase. Je vous ai bien eus. Comme l'autre, là, avec sa montre qui disparaît aussi vite que dans un tour de Majax. Guignol, pensez-vous (mais vous parlez toujours de moi ?). Ce que je traduis par « *Oh ! Mais n'eussiez-vous pas dû nous narrer, par le menu d'un repas 8 services servi chez un restaurateur débutant, une histoire pleine de jolis sourires et de fortes personnes à la forte personnalité, sur une romance entre une professeure de français et son élève de 16 ans ?* ». Non, je ne parlerai pas non plus de la négociation, des grèves – encore qu'il serait intéressant d'en parler, mais ce sera pour la prochaine fois. Soyez pas aussi pressés, bande de bobos, vous qui prônez la lenteur et la décroissance mais râlez quand votre enfant traîne sur le chemin ou que le train traîne sur son trajet.

Il est temps de flatter mon lectorat avec des sentiments nobles, certes, mais si mal connotés, à tort. Oui, je vais vous parler de la colère. Il faut entendre la colère. Il faut la res-pec-ter, nous dit-on à longueur de discours et de prises de parole politiques (mais la mater, et *fissa*). Autour des poubelles, des retraites et des méga-bas-sines, dans les rues, sur les réseaux sociaux et au Parlement, la colère s'exprime en France : elle s'exprime aussi, régulièrement,

dans les médias, sur certaines radios ou dans la bouche de certains animateurs (P. P., si tu nous entends), ce qui lui donne une caisse de résonance bien plus large que l'Hexagone. Colère des usagers de la SNCF ; colère du personnel infirmier ; colère des enseignants ; colère des parents ; colère des mandataires, aussi. La colère est partout et elle se manifeste sous des apparences diverses : déferlement d'insultes, consommation de poubelles, silence hostile, marches paisibles, jets de pavés ou blocages de ronds-points. Depuis la crise des Gilets Jaunes, qui n'est d'ailleurs pas (du tout) enterrée ni oubliée, la colère n'est pas retombée. Elle existait depuis belle lurette, mais ce *momentum* l'a mise en évidence sous une lumière crue. Elle a constamment changé de formes et de modes d'expression. Après tout, la colère n'est-elle pas, en premier lieu, un sentiment sourd, un ressenti personnel qui réagit à une situation que l'on juge injuste ? Vous serez certainement esbaudis d'apprendre que le terme de « colère » est à rapprocher de *choléra*. Oui, un peu la maladie bien connue et, évidemment, éradiquée depuis longtemps sauf dans certains pays dont on se fout parce qu'ils ne veulent plus exporter leur pétrole ni autoriser qu'on fouille gratos dans leur sol pour y piquer quelques matières premières (bouh, les vilains). Pour plus de détails médicaux, allez voir Michel Cymès.

Plus intéressant encore, reprends-je avec la mine réjouie de Pierre Perret dans sa chanson désormais culte *Paris saccagée*, le mot a comme origine un des fluides de votre corps – merveilleuse machine huilée. Il s'agit de la bile, *chôlè* en grec. D'ailleurs, « *choler* » signifie « maladie bilieuse ». C'est en quelque sorte le liquide des sentiments, comme en atteste le merveilleux terme « mélancolie » ou l'expression « *Ne te fais pas de bile* ». Rappelez-vous aussi tant de personnages présentés comme aigris ou de mauvaise humeur à temps plein, dans les comédies de Molière, et vous aurez alors un portrait par trop réducteur de la colère, confondue avec de l'aigreur. Mais qu'est-ce à dire ? Voudrait-on dire que la colère est de la bile qui sourd de votre corps, dès le moment où vous êtes confrontés à des difficultés ou à des motifs de tourments ? En quelque sorte : pour l'Église catholique, la colère est un péché (beurk !) capital, au même titre que la luxure ou la gourmandise. La colère est vue comme une sorte de réaction négative dès lors qu'on tente de vous empêcher d'agrandir votre territoire ou votre parc de possessions. En ce sens, on peut comprendre que bien des théologiens s'en soient emparés, puis des psychothérapeutes. Dès qu'il y a frustration, il y a un sentiment négatif qui en découle (comme la bile, voyez). Un psychothérapeute a même identifié quatre types de colères, de la plus intériorisée à la plus expressive, de la plus « maîtrisée » à la moins contrôlée – ce qu'on appelle furie, ou rage... On peut déclarer sans trop se tromper que la colère est

vue comme un défaut rédhibitoire. À l'époque du développement personnel, la colère est un repoussoir terrible ! Il n'y a guère que Marek Halter pour en faire un titre de livre sans faire fuir ses lecteurs, ou John Steinbeck. Pour autant, l'un et l'autre ouvrages ont un point de départ fondé sur la colère, mais menant à une construction : la personnalité de Halter pour le premier exemple, la révolte contre un destin vu comme funeste pour le second. En d'autres termes, et pour sortir de la vision binaire (dite « hanounesque ») des choses, où les bons sont bons et les mauvais, mauvais, la colère en tant que point de départ d'une action de construction ou de restauration est un élément moteur incroyable ; en tant que but ou compagne unique d'un mouvement, elle ne peut que faire des dégâts. Ressentir l'injustice au plus profond de soi et agir pour rétablir cela, on peut l'entendre ; on le doit, même. Plus difficile est d'écouter et de comprendre la colère dans tous les sens du terme. Là réside sans doute l'une des clés de compréhension de la situation actuelle dans la douce France que chantait Charles Trenet. Les colères n'ont fait que se développer, rampant dans l'obscurité d'un silence médiatique et politique ahurissant. Dans ce fertile terreau, ont eu l'occasion de se développer bien d'autres sentiments qui ajoutent de la violence à la violence initiale contenue dans la colère. Les colères diverses s'accumulent et forment un gigantesque entrelacs de tensions à tous les niveaux, accentuées par les difficultés d'un monde et d'un modèle de société à bout de souffle. L'on pense invariablement à une phrase définitive de Coluche : « *La dictature, c'est ferme ta gueule ; la démocratie, c'est cause toujours* », et à une autre du très regretté Pierre Desproges : « *L'adulte ne croit pas au Père Noël. Il vote.* » Toutes les frustrations du monde actuel sont ainsi résumées avec lucidité et vigueur.

Aux crises structurelles, liées au climat, à l'inflation, aux conflits dont on parle trop, et aux crises dont on ne veut plus parler, à la mauvaise gestion d'une pandémie, à des règles sécuritaires et liées à l'immigration qui ne peuvent que faire ressentir de l'injustice ou de la frustration (trop ou pas assez, tel est le dilemme), à des catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses qui mettent directement de plus en plus de personnes sur le côté, s'ajoute un manque cruel d'empathie et de prise en considération des personnes victimes, ce qui ne peut manquer de former un très bon cocktail explosif. Sous le tapis de la colère, depuis pas mal de décennies, on a tellement rangé de poussières de tensions que le plafond de verre de la révolte n'est plus si loin. N'en déplaise à tous les faiseurs de mantras « *Tout va très bien, Madame la Marquise* »...

David Tong

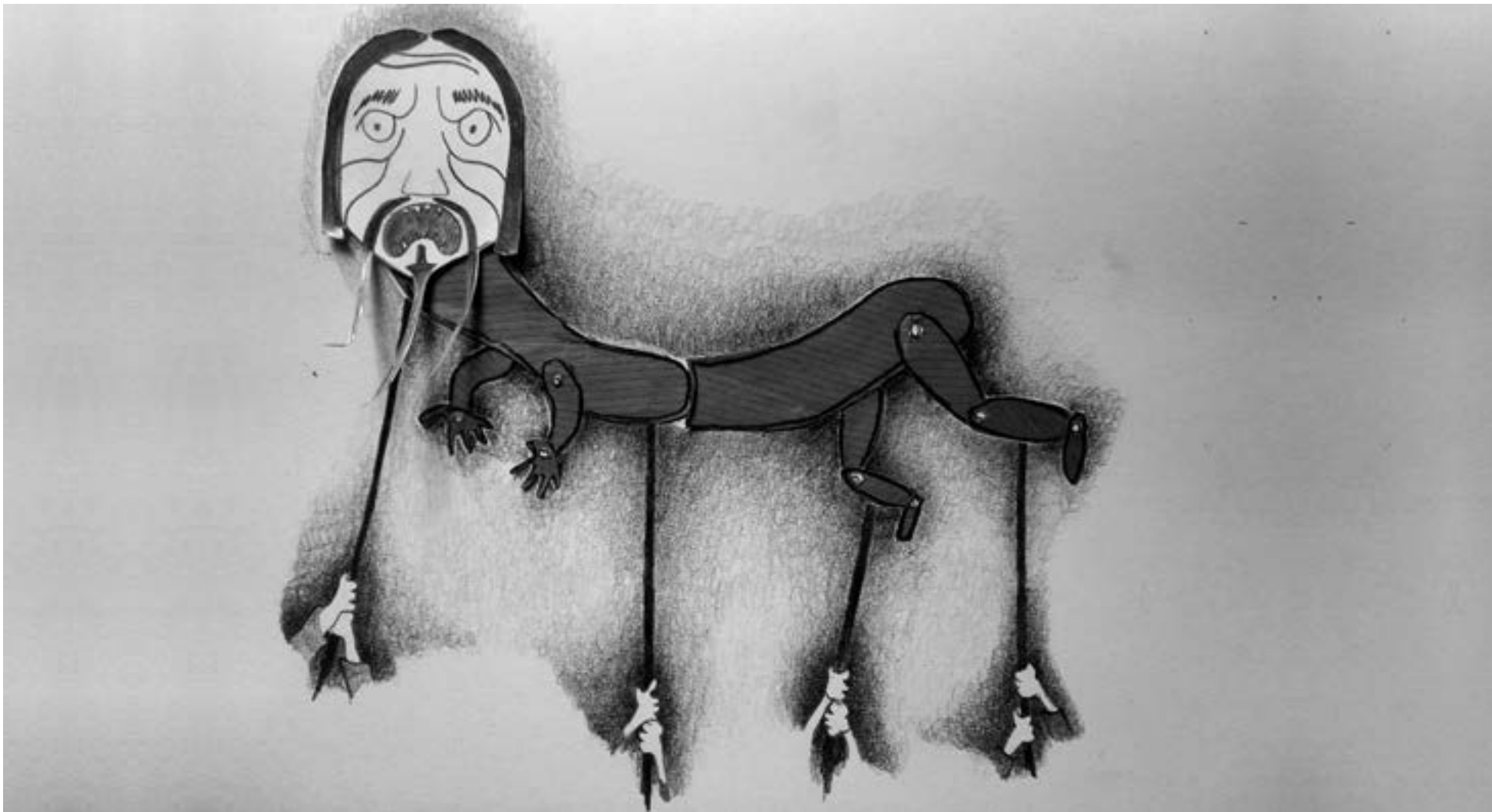


Illustration : Pascale Vanhal

Crise de l'énergie : stratégie du choc ou réveil citoyen ?



Illustration : Roland de Wind

26 septembre 2022 : sur fond de guerre en Ukraine, sabotage « mystérieux » des gazoducs Nord Stream. Au cours de l'automne, explosion des prix du gaz et de l'électricité assorti de menaces de coupures de courant au cœur de l'hiver, assaut de mesures drastiques pour accélérer la transition énergétique, importation massive de gaz de schiste américain et envol des profits des multinationales de l'énergie.

Au-delà de cette séquence choc, la crise aiguë de l'énergie dans laquelle nous sommes plongés a des origines anciennes et complexes. Elle a aussi des conséquences multiples et parfois surprenantes car le plus souvent masquées. Si nous ne cédon pas collectivement à la sidération face à ce nouveau tour de vis de l'exploitation techno-capitaliste et à son antienne de la soumission à une sobriété imposée au plus grand nombre pour le bénéfice des 1%, elle peut aussi être l'occasion d'une prise de conscience et d'un réveil citoyen.

En retraçant l'histoire de l'énergie depuis la Révolution industrielle, Aurélien Bernier nous montre que celle-ci se fonde non seulement sur l'exploitation toujours croissante de nouvelles sources d'énergie — charbon, puis gaz et pétrole —, mais que aussi que son développement, un temps considéré comme un bien public, se caractérise depuis la grande régression néo-libérale engagée depuis les années 1980 par une mainmise presque totale du privé. C'est ainsi qu'il dévoile les mécanismes du marché unique de l'énergie : « Les politiques européennes et sans doute nationales n'ont pas comme fil conducteur le bien-être social ni même le développement économique, mais le développement du marché au profit du secteur privé ». En toute hypothèse, la guerre ukrainienne va renforcer cette dynamique, repeinte en vert afin de profiter du marché juteux de l'électricité produite grâce aux panneaux photo-voltaïques et aux éoliennes. En effet, bien que l'éolien et le solaire électriques posent de sérieux problèmes en matière d'environnement, ceux-ci sont minimisés voire niés, et leur industrie est présentée comme l'alpha et l'oméga de la transition énergétique avant tout parce qu'elle est « mûre » d'un point de vue économique.

Dans un tel cadre, la guerre ukrainienne a bon dos. Quel rapport avec la biodiversité ? A priori aucun. Sauf si l'on considère, comme nous l'explique Inès Trépart, qu'en vertu de la fameuse stratégie du choc qui permet d'imposer des mesures exceptionnelles pour faire face à un événement sidérant, la Commission européenne donne un coup d'accélérateur brutal à son grand plan de transition énergétique. Ce faisant, elle met à mal ses propres politiques pourtant bien timides en faveur de la biodiversité. Agriculture et sylviculture intensives, pesticides néonicotinoïdes et carburants dits « bio » sont relancés et composent un cocktail mortifère qui accélère l'effondrement de la biodiversité. Pour « sauver le climat », on numérise, on brûle nos forêts, on extrait des métaux rares à tout va et on encense le nucléaire. Et puisque nécessité fait loi, le bulldozer techno-industriel fonce, sans débat citoyen mais, au contraire, en écartant les garde-fous procéduraux et démocratiques qui pourraient le ralentir.

Dans son article consacré à la géopolitique du gaz, Daniel Zink enfonce le clou. Il nous rappelle que les États-Unis mènent depuis des décennies une politique visant à couper la Russie du reste de l'Europe en général et de l'Allemagne en particulier. À cet égard, l'hostilité de Washington envers Nord Stream a toujours été parfaitement publique et assumée. Avant même que l'enquête de Seymour Hersch ne l'expose, il suffisait de se demander à qui profite le crime pour connaître la raison du sabotage des gazoducs et l'identité de ses commanditaires. Outre le scandale politique, Daniel Zink nous montre à quel point cet acte terroriste est dommageable pour l'environnement : « Faute de capacité de stockage suffisante, la Russie se voit obligée de brûler des masses de son propre gaz, à raison de 4,34 millions de mètres cubes par jour ». Pourtant, combien de nos dirigeants européens si prompts à se poser en héros de la lutte contre le changement climatique et à donner des leçons de morale aux conducteurs de vieilles bagnoles pour dénoncer les responsables à l'origine de cette pollution quotidienne qui dégage dans l'atmosphère 9.000 tonnes d'équivalent CO₂ chaque jour ?

À propos de bagnoles, l'ingénieur Laurent Castaignède revisite lui aussi l'histoire de la Révolution industrielle, mais sous l'angle de la folle expansion de la mobilité et de son corollaire, la pollution de l'air. Dès 1950, la mobilité motorisée accapare plus de la moitié de la consommation mondiale de pétrole et le quart de celle de charbon. De fait, la crise de l'énergie est due en grande partie à l'usage immodéré des transports par notre civilisation dite moderne. Son analyse rigoureuse des évolutions technologiques et des pseudo-solutions promues aujourd'hui par les lobbies et la publicité, au premier rang desquelles la voiture électrique, l'amène à rejoindre les conclusions d'Aurélien Bernier et d'Inès Trépart : outre le fait qu'il n'existe pas de moyen de transport motorisé véritablement propre et durable, il n'y a pas de solution technologique à la crise énergétique et environnementale. Seul un autre modèle de société, démocratique plutôt que techno-capitaliste, nous permettra de freiner le désastre écologique en cours. Comme le dit Aurélien Bernier : « *est-il normal d'investir dans l'augmentation des moyens de production plutôt que dans les économies d'énergie ? N'y a-t-il pas des productions superflues, voire nuisibles qu'il faut arrêter ou réduire ? On n'a jamais eu de débat démocratique à ce sujet. La crise énergétique que nous vivons est l'occasion de nous poser toutes ces questions. Or, l'enjeu pour les gouvernements et pour les dirigeants européens, c'est d'éviter de se les poser. Car bien sûr, eux ont déjà leurs réponses toutes faites : on continue le marché, la production, la consommation, les profits. De ce point de vue, la transition écologique et numérique est un leurre qui sert avant tout à développer de nouveaux marchés.* »

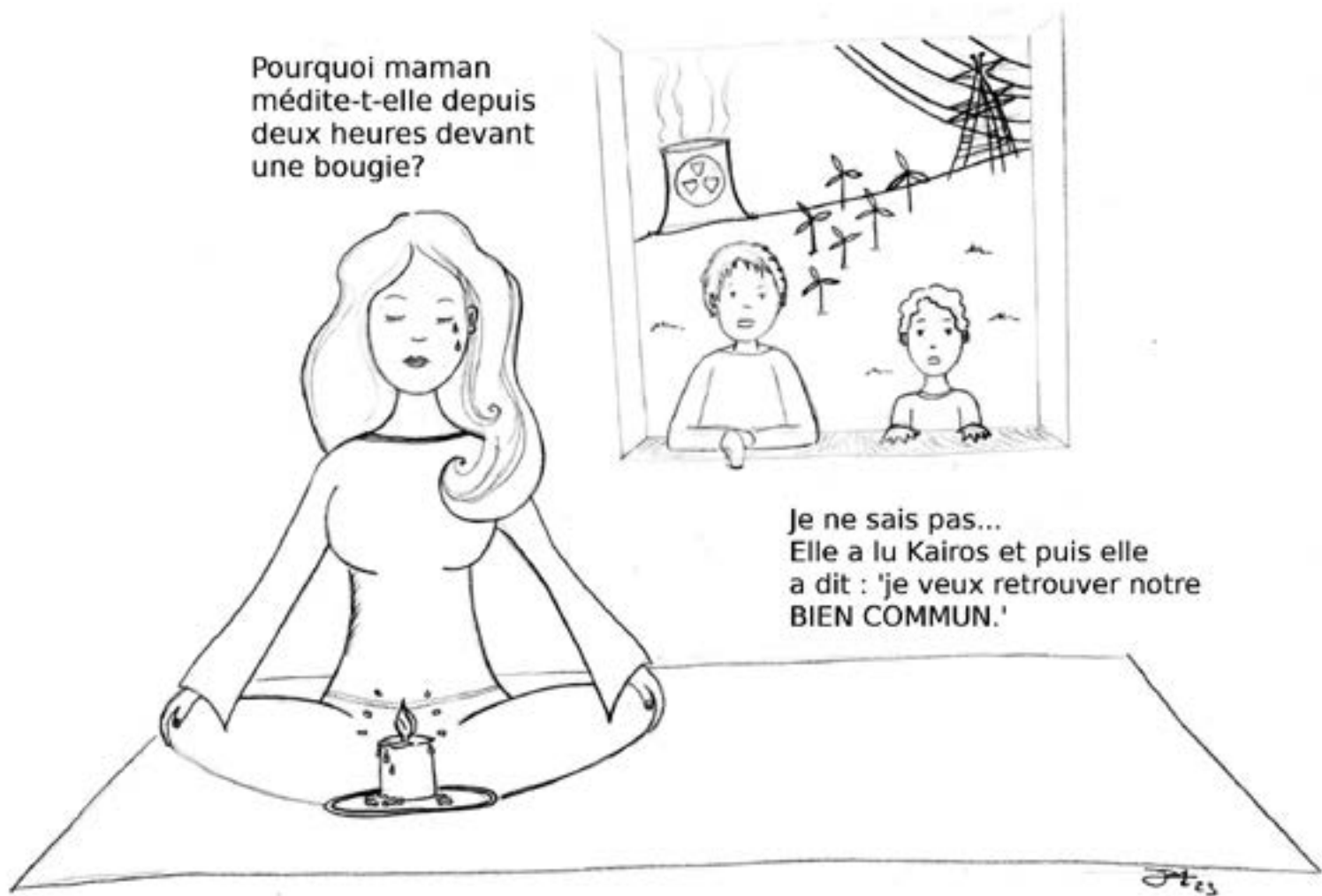
En un mot comme en cent, les citoyens doivent reprendre le pouvoir des mains des profiteurs de crise et de guerre au nom de l'intérêt général, tant des humains que de l'ensemble des espèces vivantes qui peuplent notre planète.

Dossier coordonné par S. Kimo et Alexandre Penasse

Les voleurs d'énergie à l'origine de la crise actuelle

ENTRETIEN AVEC AURÉLIEN BERNIER*

Illustration : Julie Dall'Arche



Kairos : Pourriez-vous nous exposer l'histoire de ces systèmes énergétiques depuis la Révolution industrielle ?

Aurélien Bernier : À partir du XVIII^e et surtout du XIX^e siècle, ce sont les grands manufacturiers qui développent des sites de production d'énergie pour répondre à leurs propres besoins. C'est ainsi que les fabricants de verre, une industrie gourmande en énergie, vont exploiter des mines de charbon pour leur propre compte. Les États leur octroient des concessions. Il en ira de même pour le développement des réseaux électriques et gaziers, lorsque des financiers investissent dans l'exploitation industrielle des inventions dans ces secteurs. Par exemple, Thomas Edison va créer la General Electric grâce au soutien de la finance new-yorkaise et notamment de la banque Morgan. Moteurs de la Révolution industrielle, ces groupes vont rapidement réaliser des bénéfices faramineux. Cotés en bourse, ils vont constituer de véritables trusts de l'énergie, lesquels contrôlent de nombreux sites de production. Mus par la recherche du profit, ces trusts vont développer des réseaux énergétiques en priorité vers les gros pôles de consommation, en délaissant les petites villes et les campagnes. Dans l'Ontario, riche en ressources hydrauliques, la plupart des barrages sont détenus par des compagnies américaines. Celles-ci vendent l'électricité dans les grandes villes, non seulement canadiennes, comme Toronto, mais aussi américaines comme à Chicago. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, scandalisé par les déséquilibres géographiques et les prix abusifs imposés par ces trusts, un nombre croissant d'élus et d'industriels se met à réclamer une intervention publique dans le secteur de l'énergie. Le fait que les ressources naturelles locales profitent aux entreprises privées et qu'en outre elles alimentent les villes américaines plutôt que de servir au développement local de la province suscite une forte contestation. La revendication en faveur d'une énergie publique conduit le gouvernement de centre droit de l'Ontario à créer une entreprise publique qui va racheter des barrages, en créer de nouveaux, et s'avérer tellement efficace qu'elle va évincer le

secteur privé, sans le nationaliser, mais tout simplement parce que celui-ci perd au jeu de la concurrence et n'est plus assez rentable. Ontario Hydro devient un quasi-monopole de fait, qui fonctionne très bien.

Le cas de l'Ontario est-il une exception ?

Au contraire, il va inspirer Franklin Roosevelt, alors gouverneur de l'État de New York. Lorsqu'il devient président après le krach de 1929, Roosevelt va créer des entreprises publiques, notamment la Tennessee Valley Authority et va réguler le secteur : après avoir cassé les trusts, il organise le service public de l'électricité en décidant qu'il n'y aura désormais qu'un seul producteur et distributeur d'électricité dans chaque État américain. Il ne va pas jusqu'à nationaliser les entreprises, mais il considère que ce n'est pas un secteur où il doit y avoir de la concurrence et il charge des entreprises privées d'assurer cette mission de service public. Les prix sont régulés par les pouvoirs publics et les prestataires s'engagent à distribuer le courant dans tout l'État. Des revendications du même ordre se font jour en Europe à la même époque. En France, si le Front populaire nationalise bien les chemins de fer, son gouvernement chute avant qu'il n'ait eu le temps de mettre en œuvre la nationalisation de l'électricité qu'il envisageait. En revanche, l'idée a fait son chemin et, après la Seconde Guerre mondiale, la France, le Royaume-Uni et la plupart des pays européens nationalisent le secteur de l'énergie. Cette grande vague comporte quelques exceptions, dont la Belgique où, pour prix de la création d'un système de sécurité sociale, le patronat évite les nationalisations. L'autre grand mouvement de nationalisations se produit avec la décolonisation des années 1960. On connaît l'histoire des nationalisations dans le pétrole, mais on oublie souvent que c'est aussi le cas pour l'électricité et le gaz, où les pays d'Afrique nouvellement indépendants vont développer le service public de l'énergie. Dans les années 1970, ce modèle est quasiment devenu la norme au niveau mondial.

Pourtant, les entreprises privées n'ont pas renoncé à renverser la vapeur et à reconquérir l'énergie...

En effet, et la reprise en main, c'est-à-dire la privatisation de l'énergie, démarre au Chili sous Pinochet et aux États-Unis. Suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, l'administration Carter a commencé à déréguler, mais en douceur, c'est-à-dire qu'elle autorise des entreprises privées à produire de l'électricité et à concurrencer celles qui assuraient le monopole du service public dans chaque État. L'argument avancé était que, ce faisant, on favoriserait le développement des énergies renouvelables. En fait, celles-ci n'étant pas – encore – assez rentables, elles ont surtout produit du gaz et un peu de charbon. Pourtant, cette mise en concurrence ne fonctionne pas comme prévu, car, au bout de 10 ou 15 ans, face au savoir-faire de l'opérateur historique, le privé n'a gagné que 8% de parts de marché. Pour les libéraux, puisque la concurrence ne fonctionne pas face à un service public plus efficace, une solution s'impose : il faut casser le service public. C'est ce qui se passe au Chili sous Pinochet. Jusqu'alors, ce pays très étendu était desservi par deux entreprises publiques, l'une pour le Nord, l'autre pour le Sud. Sous l'influence directe de Milton Friedman et des économistes de l'école de Chicago, le régime de Pinochet va découper ces entreprises et vendre les centrales thermiques et hydro-électriques au plus offrant. En parallèle, plusieurs entreprises de commercialisation sont créées, ainsi qu'une Bourse pour mettre en relation producteurs et distributeurs. Tant la production que la commercialisation sont source de profits et suscitent l'appétit du privé. Entre les deux, le réseau de transport reste public, tout simplement parce que moins rentable – du moins à l'époque –, ce segment intéresse moins le privé. Très vite, des capitaux étrangers vont s'imposer sur ce nouveau marché de l'électricité au Chili. Le pays va servir de modèle à toutes les stratégies de libéralisation ultérieures. Au Royaume-Uni, Margaret Thatcher l'adopte. Il en va de même pour le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui vont exiger des États auxquels ils

consentent une aide financière de mettre en concurrence leurs secteurs électrique et gazier. À partir de la fin des années 1980, c'est l'Union européenne qui reprend ce modèle de dérégulation et s'efforce de l'imposer peu à peu. Au départ, on va harmoniser les réseaux nationaux de l'électricité et du gaz afin de faciliter les échanges d'énergie d'un pays à l'autre. Pour cela, il faut construire des gazoducs et des lignes électriques transfrontaliers. Des lignes existaient déjà – par exemple entre la France et l'Espagne –, mais pour de petites quantités d'ajustement, car les systèmes électriques nationaux fonctionnaient bien. L'ambition de l'UE est tout autre : elle souhaite que l'énergie puisse circuler le plus librement possible d'un pays à l'autre afin de constituer un marché unique de l'électricité et du gaz, avec des prix homogènes à l'échelle européenne. En bref, un marché liquide gouverné par la loi de l'offre et de la demande où, par exemple, l'énergie des éoliennes en mer du Nord puisse être achetée par une entreprise espagnole. L'étape suivante va être de désosser les services publics nationaux. Ce programme est le plus difficile à réaliser dans les pays à monopole public, notamment en France où la situation est compliquée par la question très sensible du nucléaire. Cela explique la lenteur de la mise en place de ce marché unique de l'énergie, lequel, à l'heure actuelle, n'est pas encore achevé. En effet, même des gouvernements très libéraux restent attachés à des entreprises comme EDF, laquelle non seulement rapportait des dividendes à l'État, mais permettait aussi de jouer sur le prix de l'électricité. En régulant les prix de l'énergie, l'État pouvait relancer certains secteurs industriels en leur offrant une compétitivité accrue et limiter la hausse ou baisser les tarifs pour les ménages. L'UE a donc avancé pas à pas dans son objectif de mise en œuvre du modèle chilien : après l'harmonisation, elle passe à la séparation juridique des activités, qui elle-même doit permettre de privatiser une partie des activités de production et de commercialisation. Dans le cas d'EDF, le plan Hercule – contre lequel on s'est battu – prévoyait de séparer les activités d'EDF et d'en vendre une partie, les activités de service, les énergies renouvelables et la distribution. En parallèle, les concessions de barrages hydro-électriques devaient faire l'objet d'une mise en concurrence.

Quid du nucléaire ?

Le nucléaire historique n'intéresse pas le privé en raison de l'endettement de la filière et des coûts non calculables liés au démantèlement des centrales. Il reste donc sous contrôle public. Toutefois, même dans ce secteur si spécifique, l'obsession européenne de la concurrence aboutit à la construction absolument incroyable de l'ARENH, c'est-à-dire l'« accès régulé à l'électricité nucléaire historique », qui consiste à contrebalancer l'avantage concurrentiel d'EDF sur ses concurrents du fait de la faiblesse du coût marginal de production de l'électricité d'origine nucléaire. Afin de partager cet avantage sans privatiser, l'ARENH oblige EDF à vendre à prix coûtant un quart de sa production à ses concurrents privés, y compris à des coquilles financières qui n'ont aucune tradition industrielle ou productive. Celles-ci s'engraissent sur le dos d'EDF, ce qui réduit ses capacités d'investissement et affecte même son travail de maintenance des centrales, comme on le voit avec les mises à l'arrêt à répétition. Ce système est absolument incroyable ! Demanderait-on à Mitsubishi de vendre des voitures à prix coûtant à Renault pour que celui-ci les distribue en France et engrange les bénéfices ?! Même si l'on se place du point de vue de l'économie libérale, un tel mécanisme est délirant. On parle de concurrence libre et non faussée, alors que là, en réalité, on la fausse totalement. Ça n'a donc aucun sens, sinon pour créer une concurrence de manière artificielle. Ce cas montre bien que les économistes libéraux sont prêts à inventer des choses totalement contraires à leurs principes pour parvenir à leurs fins, c'est-à-dire de casser un service public et d'y introduire de force la concurrence.

C'est donc la concurrence qui règne en maître ?

On l'a vu, la stratégie globale de l'UE consiste à déréguler complètement le secteur de l'énergie afin de le livrer au jeu de la concurrence. De longue haleine, le projet n'est pas encore achevé. On a encore des tarifs régulés, mais leur fin est programmée, car considérée comme des entraves à la concurrence. C'est censé être le cas dès cette année pour le gaz. Mais d'ores et déjà, pour faire en sorte que les tarifs régulés ne soient pas trop avantageux par rapport aux prix du marché, on a introduit dans la formule de calcul une corrélation partielle avec ceux-ci : si les prix en Bourse augmentent, le tarif régulé doit augmenter. Une fois encore, on trouve un biais afin de favoriser artificiellement le secteur privé.

Et qu'en est-il des énergies renouvelables ?

Les énergies renouvelables sont une porte d'entrée pour le privé. EDF aurait pu investir dans les énergies renouvelables,

mais il ne l'a pas fait. C'est un choix. En revanche, le fait que la grande majorité des citoyens soit favorable aux énergies renouvelables offre à l'UE une caution pour faire entrer le privé dans la production électrique en les subventionnant par le biais d'un système qui s'appelle le tarif de rachat. On va ainsi subventionner le secteur privé des énergies renouvelables pour qu'elles soient artificiellement concurrentielles, ce qui, une fois encore, contredit tous les principes du libéralisme économique. Et il ne faut pas se raconter d'histoires : on ne le fait pas pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais bien pour financer le secteur privé qui compte exploiter le créneau des énergies renouvelables.

Mais l'accent mis sur les énergies renouvelables ne permet-il pas aussi de lutter contre l'effet de serre ?

Peut-être aussi, mais ce qui me met en colère, c'est de voir que lorsque l'on parle d'énergies renouvelables, on parle en fait d'énergies renouvelables *électriques*, avec l'éolien et le solaire, des secteurs sur lequel le privé est prêt pour y développer des marchés à une échelle industrielle. Or, si l'on souhaitait vraiment mener une politique publique efficace, on financerait d'abord la sobriété énergétique pour réduire les consommations, assurer une meilleure isolation et améliorer les procédés industriels. Ensuite, dans le secteur des énergies renouvelables, plutôt qu'à l'électrique, on donnerait la priorité au thermique, comme le chauffage au bois ou au gaz obtenu par la méthanisation des déchets, ou encore le solaire thermique, lequel ne produit pas d'électricité mais de l'eau chaude. Bref, vous voyez que les politiques européennes et sans doute nationales n'ont pas comme fil conducteur le bien-être social ni même le développement économique, mais le développement du marché au profit du secteur privé.

Quid de la formation des prix du gaz et de l'électricité dans ce contexte ?

Avant la libéralisation, la facture correspondait *grosso modo* au coût de production. Mais avec la création d'une Bourse de l'énergie, la situation change du tout au tout, car c'est désormais l'offre et la demande qui va fixer les prix. Le rêve de l'UE, c'est celui d'un grand marché européen où l'énergie circulerait librement partout, avec un prix fixé en bourse qui soit le même pour tous les acteurs du marché. Par contre, en parallèle, les libéraux, et donc l'UE, voudraient facturer aux consommateurs le coût réel de l'approvisionnement, c'est-à-dire que le prix de détail serait plus élevé dans les campagnes reculées que dans les grandes villes. On n'y est pas du tout pour une raison simple : l'électricité ne circule pas librement, car les interconnexions aux frontières ont des capacités limitées. On a donc encore des tarifs nationaux. Mais on a une tendance lourde à l'homogénéisation, surtout pour le gaz, lequel dépend beaucoup moins de conditions de production nationale puisque, pour l'essentiel, il est importé de Russie, des États-Unis, de l'Algérie ou du Qatar. Quoi qu'il en soit, on constate d'ores et déjà une déconnexion entre les coûts de production et le prix du marché. À l'échelle européenne, le prix du gaz a flambé. Or, comme le gaz est beaucoup utilisé dans la production électrique de pointe, le prix de l'électricité a aussi flambé. Le prix du marché joue énormément aussi parce qu'on doit équilibrer en permanence la consommation et la production sur le marché électrique : lors des pics de consommation, il y a une tension sur le réseau et si l'on n'arrivait pas à produire cette électricité, il faudrait déconnecter certaines parties du réseau pour éviter le *black-out*. À ces moments de la journée, le mégawattheure (MWh) électrique va coûter une fortune en Bourse, avec des prix qui peuvent dépasser les 1.000€. Tout comme pour les marchés de matières premières (blé, cobalt, etc.), le marché de l'énergie favorise la spéculation des acheteurs et des producteurs dont le seul objectif, comme pour toute entreprise privée, est le profit. Cette politique européenne de création d'un marché le plus liquide et le plus volatile possible a aggravé la situation dans le secteur du gaz. Avant, pays producteurs et pays acheteurs signaient des contrats à long terme pour dix, quinze ou vingt ans avec une formule d'indexation, principalement sur le prix du pétrole. De tels partenariats permettaient de cofinancer des investissements d'infrastructures. L'UE a voulu casser ce type de contrats, y compris d'ailleurs pour fragiliser la situation dominante de la Russie pour l'approvisionnement de l'Europe, et ce bien avant l'invasion de l'Ukraine. Elle a aussi favorisé le développement du transport par bateau, beaucoup plus souple que par gazoduc. Par exemple, on peut remplir un bateau de gaz liquéfié à partir de gaz de schiste américain et l'envoyer vers l'Europe. Mais avec le jeu de la Bourse, ce gaz peut changer 10 fois de propriétaire le temps du trajet, lequel peut d'ailleurs lui-même changer. On a ainsi des bateaux qui prennent la mer et qui ne savent pas où ils vont livrer leur gaz ! Ils peuvent tourner au large de Cadix pour se diriger ensuite vers l'Europe du Nord ou l'Asie. Désormais, avec la constitution d'un marché fluide de

court terme au niveau mondial, l'Europe ne sera livrée en gaz liquéfié que si elle accepte de payer au moins autant que l'Asie. La logique des économistes de Chicago est toujours la même : il s'agit de réduire au maximum les frictions sur le marché, de le rendre toujours plus liquide et volatile. Leur rêve, ce n'est pas d'avoir des contrats à 10 ans, à un an ou même à un mois, mais ce serait d'avoir des contrats au jour le jour parce que c'est là où la loi de l'offre et de la demande va être la plus pure.

N'est-ce pas ce qui est en train de se passer en Belgique où les fournisseurs d'énergie ne proposent plus de contrats fixes aux ménages mais imposent des contrats à prix variable ?

Avec des prix qui fluctuent sans cesse, les opérateurs qui vous vendent de l'électricité prennent des risques de marché en spéculant sur le marché à terme ou en arbitrant entre le marché à terme et le marché au comptant. Or, le fait d'avoir une tarification qui ne soit pas garantie dans le temps pour le consommateur reporte ce risque de marché sur ce dernier. L'aboutissement de cette logique, c'est la tarification dynamique, un truc incroyable inventé par les opérateurs et que l'UE veut favoriser : là, les tarifs collent à la Bourse et évoluent d'heure en heure ! De ce fait, vous et moi, les consommateurs lambda, nous ignorons le prix unitaire qui nous sera facturé pour le mois suivant. Et c'est ce système qu'ils veulent nous imposer.

Pourquoi les prix de l'énergie ont-ils augmenté si brutalement ?

À cause de cette logique de marché qui s'est progressivement substituée à celle des contrats longs, à cause aussi de l'augmentation de l'offre due à l'arrivée sur le marché mondial du gaz de schiste américain liquéfié, les prix du gaz ont longtemps été bas. Il y a eu moins d'investissements de long terme dans le secteur du gaz à l'échelle internationale. Au moment de la reprise post-covid, la forte demande de gaz a été supérieure aux capacités de production, ce qui a provoqué une hausse brutale des prix. En disant que c'est la faute à Poutine, l'UE ment. Car si la guerre a accentué le phénomène, la hausse des prix est antérieure : elle débute à la fin du printemps 2021 et elle était largement prévisible.

Dans ce contexte, qu'en est-il de l'exception ibérique qui semble limiter les dégâts ?

À partir du mois de juin 2021, comme le prix du gaz flambe et que l'Espagne produit son électricité pour 30% à partir de gaz, le prix du MWh électrique flambe lui aussi et s'apprête à dépasser la barre des 100€. Or, dans le même temps, l'Espagne et le Portugal produisent près de la moitié de leur électricité à partir de l'éolien et du photovoltaïque, dont le coût marginal de production est nul. Mais les opérateurs privés qui détiennent ces éoliennes et ces panneaux solaires vendent néanmoins leur électricité au prix du marché lequel, indexé sur celui du gaz, explose, avec des factures pour le particulier qui ont augmenté de 40% par rapport à l'année précédente. D'où une contestation forte de la part des associations de consommateurs, qui s'insurgent contre la libéralisation. C'est dans ce contexte que les gouvernements espagnol et portugais ont mené campagne au niveau européen contre ce système absurde : alors que le système dérégulé était censé assurer la sécurité d'approvisionnement et des prix bas, c'est exactement l'inverse qui se produit. Même s'ils ont reçu le soutien de plusieurs autres pays européens, face à l'opposition des apôtres du marché dérégulé, les deux pays se sont rendu compte qu'un compromis à 27 à l'échelle européenne était impossible. Ils ont donc demandé une dérogation qui leur permette de subventionner le gaz utilisé pour la production électrique – mais pas pour le chauffage ou l'industrie – pour que son prix ne dépasse pas 40€ le MWh. Par ailleurs, ils ont réussi à imposer une taxe sur les profits des autres filières, notamment de celles qui ont un coût marginal faible comme les énergies renouvelables et le nucléaire. Ce système de subvention et de taxation est parfaitement contraire à la logique défendue depuis toujours par l'UE. Il a été accepté à contrecœur en insistant sur le fait qu'il s'agissait d'une dérogation exceptionnelle et temporaire et que, comme leur système énergétique était très peu connecté avec le reste de l'Europe en raison du pare-feu des Pyrénées, l'hérésie ibérique n'rait pas contaminer le reste du marché et tirer les prix vers le bas.

Les autres pays européens n'auraient-ils pas intérêt à adopter un système semblable ?

Bien sûr, pour la plupart. Mais l'UE ne veut pas remettre en cause le principe du marché unique de l'énergie. En fait, si elle a accepté cette dérogation, c'est aussi parce que, à partir du moment où on décide de se passer de gaz russe, il faut en acheter ailleurs. Or, il se trouve que l'Espagne et le Portugal détiennent environ 30% des capacités européennes de stockage et de regazéification, et qu'en outre, il existe un gazoduc qui

arrive en Espagne depuis l'Algérie en passant par le Maroc. La contrepartie à la dérogation sur les tarifs, c'est le développement accéléré des interconnexions : l'UE va subventionner une ligne électrique à très haute tension qui va passer sous le golfe de Gascogne pour relier la région de Bilbao à la Gironde ainsi que la construction de deux gazoducs sous-marins pour relier l'Espagne à Marseille. Tout cela dans le but de consolider le marché européen de l'énergie et réaffirmer que l'exception ibérique a vocation à disparaître. Aujourd'hui, les gouvernements espagnols et portugais essaient d'obtenir une prolongation au-delà de mai 2023. Ils ne l'obtiendront que s'ils parviennent à créer un rapport de force favorable.

Car l'objectif reste bien de créer un marché unique où l'énergie circule librement sans intervention des pouvoirs publics ?

Oui. On est en train de refaire pour l'énergie ce qu'on a fait pour la circulation des biens, des capitaux et des services. Tout cela en privatisant au maximum pour le plus grand bénéfice du privé. Il faut bien comprendre qu'on est en train de confier les clés de la transition énergétique à de grands groupes tels que Total, EON ou Engie.

Et donc, si l'UE a le pouvoir d'autoriser ou non des États membres tels que l'Espagne et le Portugal à mener leur propre politique de fixation de prix, elle n'aurait en revanche pas de pouvoir vis-à-vis de ces grands groupes ?

Bien sûr. Elle n'a pas les moyens. Ou plutôt, elle ne veut pas s'en donner les moyens, car elle reste calée sur son objectif principal : celui d'un marché unique concurrentiel. Privés de leviers, il ne reste aux États que la possibilité de tenter d'attirer les investisseurs en leur promettant des profits toujours plus hauts, que ce soit dans les champs d'éoliennes et photovoltaïques ou encore dans la filière hydrogène et dans le nucléaire.

À ce propos, quelle est votre lecture des négociations entre le gouvernement belge et Engie à propos de la prolongation de deux centrales nucléaires ?

Dès l'origine, les centrales belges ont été développées par le privé. À la suite de la fusion entre Suez et GDF, Engie a hérité du gaz français et du nucléaire belge ! Aujourd'hui, Engie aimerait se débarrasser de ses centrales belges en raison de leur futur coût de démantèlement, lequel s'annonce très élevé. Or, il se trouve qu'avec la crise actuelle, la production nucléaire est très importante pour l'équilibre du réseau belge. Donc politiquement très importante. La Belgique a besoin de prolonger d'au moins 2 ans la vie de ses centrales, le temps de trouver des sources d'énergie de substitution. Engie fait donc semblant de ne pas vouloir négocier pour ne pas avoir à assumer tout le coût du démantèlement futur. Avec le chantage au blocage voire au black-out, Engie se trouve en position de force, y compris pour empêcher la taxation des superprofits. Le rapport de force est tellement défavorable à l'État que même un gouvernement de gauche aurait du mal à lui imposer ses priorités.

Et donc, comme toujours, on a privatisé les profits et maintenant on va socialiser les pertes...

Et oui, c'est ça la libéralisation. Les groupes ont un pouvoir colossal. Ils détiennent l'équilibre du réseau électrique d'une part et l'approvisionnement gazier d'autre part. Ainsi ils déterminent les prix. Toujours dans cette logique d'extension du marché, on assiste aujourd'hui à la promotion par le privé des petits réacteurs nucléaires modulaires (les SMR). Leur technologie est aujourd'hui prête à être développée au niveau industriel et, surtout, leur construction exige beaucoup moins d'investissements et donc moins de risque financier que par le passé. Il s'agit donc d'une occasion de privatiser la production nucléaire, ce qui serait beaucoup plus simple avec les SMR qu'avec les anciennes centrales. Et avec, en prime, l'argument de la réduction des gaz à effet de serre et de la sécurité énergétique.

Prônez-vous une renationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie ?

Certes, le système public est efficace, mais je ne verse pas dans l'angélisme, car il est loin d'être parfait. On le voit en France, où les citoyens n'ont jamais été associés aux grandes orientations énergétiques malgré l'existence d'un service public, où Elf-Aquitaine a fait des choses immondes en Afrique avec un capital qui était public. Cela étant, on est aujourd'hui dans une phase de régression, car un capital public permet quand même d'agir autrement. Par exemple, la logique de service public permet la péréquation tarifaire, qui impose un même prix de l'électricité et du gaz sur tout le territoire national, y compris dans les zones les plus reculées.

Peut-on attendre encore quelque chose de l'UE ?

Dans sa communication de mai 2022, où d'ailleurs elle autorise l'exception ibérique, la Commission européenne tient des propos délirants. Alors qu'on est en train de préparer l'hiver 2022-2023 où l'on se demande s'il y aura des coupures de courant, la Commission réaffirme sans sourciller que les marchés européens de l'énergie sont efficaces, qu'ils permettent de garantir la sécurité énergétique et les meilleurs prix pour les consommateurs. Ce déni de réalité est ahurissant ! Bien sûr, dans une situation d'urgence absolue comme celle que l'on connaît, à supposer que les 27 États membres parviennent à se mettre d'accord à temps pour éviter un désastre social, on arrivera peut-être à bricoler une mesure temporaire d'urgence pour limiter un peu les dégâts. Mais l'UE continue à défendre *mordicus* le sacrosaint marché. Cette obsession de la concurrence est génétique. C'est son vice originel ! Donc, je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit à en attendre à long terme, sinon toujours plus de place pour le marché. On le voit bien avec l'exception ibérique, laquelle a été accordée en contrepartie de l'engagement à développer les infrastructures d'interconnexion pour accroître le marché. Quand l'UE veut développer l'éolien et le solaire, c'est là encore pour que le marché fonctionne mieux. Et quand elle soutient l'hydrogène, c'est toujours dans une logique de marché et d'un libre-échange qui relève d'ailleurs du néo-colonialisme : aujourd'hui, on veut faire produire à certains pays d'Afrique du Nord de l'hydrogène à partir d'électricité renouvelable pour le compte des pays européens.

Selon vous, à quoi devrait ressembler un monde juste du point de vue énergétique ?

La sobriété énergétique est le parent pauvre des stratégies actuelles, pour lesquelles il est hors de question de réduire la consommation matérielle et d'interroger les besoins. Il n'est pas question non plus de se poser la question de la propriété des moyens de production et de distribution. Pour ceux qui nous gouvernent, elle doit rester privée. Selon moi, tout comme pour beaucoup d'autres domaines tels que la santé et l'industrie pharmaceutique, le secteur de l'énergie doit échapper au marché, afin qu'il soit géré comme un bien commun. Dire cela pose à son tour un grand nombre de questions qui sont loin d'être résolues : à qui achète-t-on l'énergie primaire ? À quel prix ? Comment assurer plus de justice dans les échanges nationaux et internationaux ? On doit avoir une reprise en main par le citoyen. On doit mener des débats pour décider dans quoi investir en priorité. Par exemple, est-il normal d'investir dans l'augmentation des moyens de production plutôt que dans les économies d'énergie ? N'y a-t-il pas des productions superflues, voire nuisibles qu'il faut arrêter ou réduire ? On n'a jamais eu de débat démocratique à ce sujet. La crise énergétique que

nous vivons est l'occasion de nous poser toutes ces questions. Or, l'enjeu pour les gouvernements et pour les dirigeants européens, c'est d'éviter de se les poser. Car bien sûr, eux ont déjà leurs réponses toutes faites : on continue le marché, la production, la consommation, les profits. De ce point de vue, la transition écologique et numérique est un leurre qui sert avant tout à développer de nouveaux marchés. On le voit bien dans le cas de l'éolien, du solaire et aujourd'hui de l'hydrogène et du « petit » nucléaire, où ce sont les acteurs des filières qui poussent et l'État qui relaie leurs demandes et les soutient. Quel gouvernement acceptera de revenir à une gestion publique et de lancer enfin un débat démocratique sur la production et la consommation ? Tant qu'on n'interrogera pas les besoins, on sera toujours dans la fuite en avant productiviste. Les citoyens concernés seraient-ils disposés à emprunter la trajectoire de la baisse de la consommation matérielle et de la décroissance ? Pourvu qu'ils soient directement impliqués au niveau local, pour imaginer des solutions concrètes afin de réaliser des économies d'énergie, celle-ci étant considérée comme un bien commun, il me semble que la réponse est oui.

Propos recueillis par S. Kimo

* Engagé dans le milieu associatif et syndical, ancien membre d'Attac, Aurélien Bernier se définit comme un militant, qui travaille sur la mondialisation et les politiques environnementales. Auteur de nombreux articles et ouvrages, il a publié *Les voleurs d'énergie* qui étudie l'évolution de la propriété des systèmes énergétiques et leur accaparement par le secteur privé sous couvert de libéralisme.

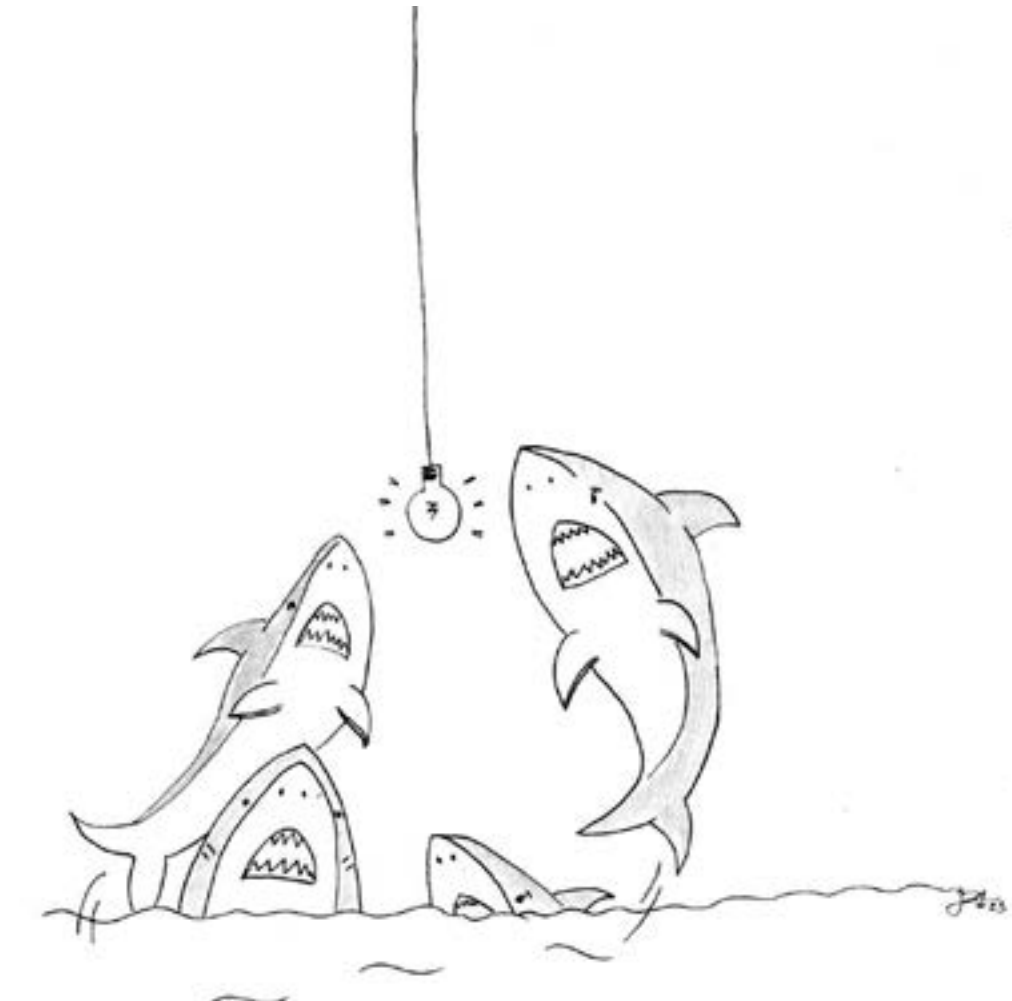
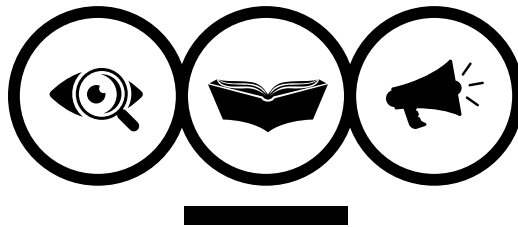


Illustration : Julie Dail'Arche



AIRVORE OU LE MYTHE DES TRANSPORTS PROPRES

Chronique d'une pollution annoncée



Pour avoir longtemps travaillé chez Renault, l'ingénieur Laurent Castaignède connaît de l'intérieur les techniques déployées par l'industrie automobile pour promouvoir auprès de l'opinion publique le mythe des transports propres, dont le développement est censé participer à la lutte contre la pollution et les émissions de gaz à effet de serre (GES). Les enseignements qu'il en a tiré vont à rebours de la doxa de son ancien employeur. Dans un précédent essai (*La bougeotte, nouveau mal du siècle*), il pourfend le mythe contemporain de la vitesse et de la bougeotte, lesquelles se sont imposées dans notre imaginaire collectif comme un symbole de liberté individuelle. *Airvore* est une étude complète et rigoureuse sur l'évolution des moyens de transports motorisés, leurs usages et les efforts menés pour limiter leurs nuisances, depuis leur apparition qui marque aussi les débuts de la Révolution industrielle. Celle-ci s'est caractérisée d'emblée par une explosion de la mobilité. Chaque époque voit son urbanisme façonné par les réseaux de transport ; l'essor du chemin de fer participe directement à la formation des grandes villes industrielles polluées et des banlieues reliées aux centres-villes par le rail. Au règne du charbon et du rail va bientôt s'ajouter celui du pétrole et de la voiture individuelle qui s'impose au XX^e siècle comme l'élément structurant d'un urbanisme étalé organisé autour des vastes réseaux routiers qui l'innervent. Dès 1950, avec leur consommation énergétique — plus de la moitié de la consommation mondiale de pétrole et le quart de celle de charbon —, les transports deviennent ainsi le premier facteur de pollution atmosphérique. L'« *American way of life* » est symbolisé par la voiture individuelle.

Le choc pétrolier de 1973 a certes favorisé une prise de conscience des limites physiques de la consommation énergétique et de ses nuisances. Pourtant, malgré des mesures de réduction de la consommation, le parc automobile mondial a poursuivi sa progression au rythme inexorable de 3 à 4% par an, passant de 400 millions de véhicules en 1980 à 750 millions en 2000 et à 1,5 milliards en 2020 ! Il en va de même pour le rail et le fret maritime international. Quant à l'aviation civile, favorisée par la détaxation internationale du kérosène depuis 1944, elle voit son trafic s'accroître à un rythme encore plus soutenu : 9.000 milliards de kilomètres-passagers en 2019.

Sachant que le secteur des transports en général est le premier contributeur de pollution de l'air, le risque sanitaire associé ne cesse lui aussi de croître. La pollution de l'air provoque dix fois plus de décès prématurés que les accidents de la route. En outre, la mobilité motorisée participe pour plus de 30% aux émissions mondiales de GES, « *nos moyens de transport modernes sont devenus les véritables dinosaures du monde moderne, des espèces choyées devenues invasives qui déversent chaque année des milliards de tonnes de débris gazeux* ».

Face à un tel désastre, des mesures ont été adoptées depuis les années 1960, et ce XXI^e siècle nous promet la transition énergétique sous la bannière de l'électricité « verte ». Pourtant, en dépit de l'abaissement régulier des seuils réglementaires d'émission, en raison de la croissance générale et de l'effet rebond, les politiques occidentales de lutte s'avèrent un échec patent : d'ici 2060, les émissions sont appelées à se maintenir ou à augmenter, avec une prévision de 6 et 9 millions de morts.

La poursuite de la croissance globale des moyens de transport est à présent soutenue par le discours de leur substitution par des énergies « propres » et « renouvelables ». Castaignède démontre que les innovations ne peuvent réduire les consommations unitaires que d'au mieux 1% par an, donc seront sans effet sur la pollution

atmosphérique et les émissions de GES. Le nouveau champ d'extension du capitalisme est la voiture électrique dont le bilan global peut s'avérer pire que celui d'une version thermique équivalente en termes d'émission de GES.

Au terme de sa minutieuse enquête, l'auteur nous démontre que le salut par la technologie n'existe pas, rejoignant ainsi Lewis Mumford, Bernard Charbonneau, Jacques Ellul ou encore Ivan Illich, pour conclure avec Jean-Pierre Dupuy que « *l'alternative radicale aux transports actuels est une réduction drastique de leur emprise sur notre vie quotidienne* ». Comment ? Par une autre conception de l'urbanisme et des villes à taille humaine qui rassemble quelques dizaines de milliers d'habitants. Laurent Castaignède propose aussi une série d'objectifs intermédiaires : la transparence et la responsabilisation des constructeurs automobiles ; la gestion globale et harmonisée des carburants au moyen d'un alignement fiscal et d'une affectation rationnelle et différenciée de leurs usages ; la limitation du gaspillage avec le bridage des performances, la limitation des gabarits et l'extension de la durée de vie des véhicules ; le partage des espaces de circulation et des moyens de transport au sein de l'espace urbain ; la dénonciation des accords de libre-échange ; la stabilisation globale des parcs motorisés à leur niveau actuel avec un rééquilibrage progressif en fonction des besoins au niveau mondial ; la sanctuarisation des réserves mondiales de fossiles ; la judiciarisation du crime d'écocide. Enfin, briser le fantasme d'un pseudo-progrès symbolisé par le tout-bagnole au détriment de la convivialité et des activités de proximité.

Laurent Castaignède, Philippe Bihoux (préface), *Airvore ou le mythe des transports propres. Chronique d'une pollution annoncée, Écosociété, 2022, 422 pages.*

François Massoulié



Analyser les interactions multiples entre les sources d'énergies, leur captation et leur exploitation d'une part, et les systèmes de domination, politiques, économiques ou autres, telle est la tâche prométhéenne que se propose d'accomplir Victor Court à travers cette foisonnante synthèse que constitue *L'Emballlement du monde*. Combinant les approches historiques, sociologiques, démographiques, économiques et anthropologiques, et mobilisant des penseurs

aussi variés et complémentaires que Hartmut Rosa, Claude Lévi-Strauss, Jacques Ellul ou encore Emmanuel Todd, cet ingénieur en sciences de l'environnement s'est imposé la gageure non seulement d'étudier les grandes transitions énergétiques de l'Histoire, mais aussi d'en comprendre les mécanismes pour mieux affronter celle qui est à nos portes. L'essai, très stimulant intellectuellement, est réussi, même si le flux informationnel est dense et la réflexion part dans des directions multiples.

D'entrée de jeu, Court questionne la notion d'Anthropocène, avec l'idée sous-jacente que l'*Homo sapiens* a désormais acquis une telle capacité de modeler son environnement, notamment en extrayant et en (sur)exploitant les ressources énergétiques, qu'il en arrive à agir directement et, en l'occurrence, négativement, sur la biosphère dans sa globalité. Selon l'auteur, ce concept est l'un des plus stimulants du début du XXI^e siècle, parce qu'il nous amène une série de questions : « *Comment rendre compte de l'évolution de notre espèce depuis l'état de chasseur-cueilleur à celui de force biogéophysique d'envergure globale ? Comment se fait-il que l'évolution technique des sociétés humaines ait été si lente pendant des millénaires par rapport à l'accélération industrielle des 200 dernières années ?... Le concept d'Anthropocène est-il le plus pertinent pour répondre à ces questions ? Ne devrions-nous pas être plus précis et imputer les ravages en cours au capitalisme moderne et à ses acteurs dominants... ?* » Et l'auteur de suggérer de parler plutôt de « *capitalocène* » ou de « *technocène* » pour mieux cerner les responsabilités.

Depuis son apparition en 2000, ce concept a suscité des débats passionnés. Tout d'abord, où situer le début de cette nouvelle ère

géologique ? 1784, date du dépôt par James Watt de son brevet de machine à vapeur ? Ou aux alentours de 1950 ? C'est en effet à partir de cette seconde date que s'est manifestée la Grande Accélération, qui se caractérise par une surexploitation et une surconsommation exponentielles des ressources énergétiques (dans un premier temps, essentiellement par les États-Unis et l'Europe) et aussi par des rejets massifs de substances issues de la chimie de synthèse (pesticides, plastiques, radio-nucléides, gaz fluorés). En réalité, il faut remonter encore beaucoup plus loin dans le temps. Durant 96 % de son histoire, soit de -300.000 à -10.000, *Homo Sapiens* était organisé en micro-sociétés de chasseurs-cueilleurs qui ne consommaient que quelques gigajoules par an, essentiellement pour la nourriture et le bois de feu. C'est alors qu'entre -10.000 et -8.000 est intervenue la révolution néolithique, la première grande transition énergétique. Sous l'effet, notamment, d'un très progressif radoucissement climatique, des groupes de chasseurs-cueilleurs se sont sédentarisés et se sont lancés dans l'agriculture et l'élevage. Le fait de se mettre à sélectionner et à cultiver des plantes qui, par la photosynthèse, sont des convertisseurs d'énergie solaire a constitué un changement aussi profond que la révolution industrielle, 10.000 ans plus tard. Et pas seulement sur les plans sociaux et démographiques. En effet, un agriculteur du néolithique a déjà une consommation énergétique qui atteint près du double de son homologue chasseur-cueilleur du paléolithique.

Avec la densification et la pression démographique, on assiste progressivement à l'émergence des premières cités-États, à Sumer, en Mésopotamie, ensuite en Europe et en Amérique centrale. Contrairement à la thèse de Thomas Hobbes dans son *Léviathan* (1651), les premières formations étatiques ne sont pas toujours, ni nécessairement, des structures autoritaires et coercitives, où chaque individu cèderait son autonomie et ses « libertés » en échange d'une protection, souvent illusoire, contre des violences externes ou internes. Court cite l'exemple de Teotihuacan, la capitale des Toltèques (Mexique) qui, avec ses habitations résidentielles relativement homogènes, semble avoir privilégié un mode de vie plutôt égalitaire, avec des assemblées délibératives propres à chaque quartier.

Quoi qu'il en soit, c'est en Europe que, quelques siècles plus tard, une série d'innovations techniques vont à nouveau bouleverser le paysage énergétique et socio-économique, à tel point qu'on pourra parler d'une véritable transition énergétique... médiévale. C'est en effet dès le X^e siècle et surtout à partir du XII^e siècle que la productivité agricole va connaître un « grand bond en avant ». Grâce notamment à la charrue lourde et au perfectionnement du harnachement des animaux de trait et, bien plus encore, avec l'exploitation des énergies hydrauliques et éoliennes, le paysage médiéval va radicalement se transformer. En quelques dizaines d'années, roues à aube et moulins à vents (que les Croisés avaient vu fonctionner à Byzance) vont consteller les plaines et contribuer à la prospérité de cités-États autour de deux pôles principaux : Venise et Gênes en Italie et, au nord de l'Europe, les villes de la ligue hanséatique. Mais il faudra encore attendre près de 700 ans avant qu'une véritable révolution industrielle ne s'enclenche, d'abord en Angleterre, pour essaimer ensuite sur toute la planète, avec les conséquences ultimes auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés. Dès lors, que faire face au grand emballlement de ce que l'auteur nomme, non sans une pointe d'humour, le « *capitalisme fossile* » ? L'auteur lance quelques pistes à la fin de son essai. Tout d'abord, ne pas se laisser endormir par les sirènes technoscientistes et, en particulier, par la fameuse « transition verte et numérique », cet oxymore délétère et pourtant cher à la Commission européenne. Et, plus positivement, « *il est plus que jamais temps de renouer avec la proposition de Bernard Charbonneau et de Jacques Ellul de remplacer le progrès pensé comme puissance par le progrès pensé comme recherche de l'autonomie. Ce progrès émancipateur passe notamment par l'utilisation de techniques manipulables et réparables par tout un chacun, ce qui implique de devoir substituer des basses technologies (low tech) à toutes les hautes technologies (high tech), tout en acceptant la sobriété matérielle et énergétique qui accompagne ce choix* ». Bien entendu, la responsabilité d'un tel choix ne peut être imputée qu'aux seuls citoyens. Les États et les industries, à commencer par les multinationales, ont aussi leur rôle à jouer dans ce processus. Mais emprunteront-ils cette voie autrement que contraints et forcés par la nécessité ? Là est toute la question.

Victor Court, *L'Emballlement du monde. Énergie et domination dans l'histoire des sociétés humaines, Écosociété, 2022, 503 pages.*

Alain Gailliard

Quand la politique climatique aggrave la crise de la biodiversité

ENTRETIEN AVEC INÈS TRÉPANT*

En marge d'un colloque du Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique dans lequel elle intervenait¹, Inès Trépant nous a accordé cet entretien consacré aux contradictions inhérentes à la transition « verte » et numérique dans le cadre productiviste européen.

Vous souhaitez attirer notre attention sur quelques angles morts du Pacte vert européen...

Ce Pacte, dont l'objectif est d'atteindre la neutralité carbone en 2050, est présenté comme le fil conducteur de toute la politique européenne actuelle. Il entraîne une révision de l'ensemble des politiques sectorielles de l'UE, principalement en matière d'énergie et d'environnement. À cela se greffe la guerre en Ukraine, qui accélère la volonté de l'UE d'assurer son autonomie énergétique par rapport aux énergies fossiles et à la Russie. Pour cela, elle a décidé de mettre le turbo sur les énergies renouvelables. Or, si l'Europe veut être le chef de file mondial de la lutte contre le réchauffement climatique, elle affirme la même ambition pour la défense de la biodiversité. Le problème, c'est qu'elle a la fâcheuse tendance à considérer que ce qui est bon pour le climat l'est fatalement aussi pour la biodiversité. Or, il est faux de croire qu'il y a une convergence automatique entre les politiques menées pour faire face à ces deux grandes crises systémiques de l'anthropocène. Au contraire, au nom du climat, on peut détruire la biodiversité, qui représente un défi d'une ampleur tout aussi considérable : on estime ainsi que, sur les quelque 8,5 millions d'espèces vivant sur notre planète, un million risque de disparaître par la faute d'une seule espèce, la nôtre.

Pourriez-vous nous brosser les contours de l'accord de Montréal sur la biodiversité conclu en décembre dernier, qualifié d'« historique », à l'instar de l'accord de Paris pour le climat ?

En un mot, tous les pays s'engagent à protéger 30% des terres et des mers d'ici à 2030. L'intention est bonne, mais on se garde bien de préciser ce que ce concept de « protection » recouvre. Qu'est-ce qu'un espace protégé ? Lors d'un débat très animé qui s'est tenu en mai dernier à propos de l'économie bleue, le Parlement européen s'est penché sur la question de la pêche au chalut qui, en raclant les fonds marins, détruit leurs biotopes. Et ce débat a mis en lumière qu'il était parfaitement légal de pratiquer une technique de pêche aussi destructrice pour la biodiversité dans ce qu'on qualifie d'« espaces maritimes protégés » ! On peut y pêcher, mais aussi y faire du tourisme, du transport, et même y installer des industries extractives ! On croit rêver. Pour interdire ces pratiques, il s'avère que ces espaces maritimes doivent être qualifiés de « strictement » protégés, ce qui représente seulement 1% des eaux européennes. On a donc là un abus de langage qui induit le public en erreur. Comment pourrait-il connaître ces subtilités entre « espaces protégés », qui n'interdisent pas les activités humaines néfastes pour les écosystèmes, et « strictement protégés » ? Dans de telles conditions, l'objectif des 30% d'espaces « protégés » n'est pas si ambitieux qu'il n'en a l'air à première vue. D'ailleurs, la Commission affiche un objectif nettement plus modeste en matière de territoires « strictement » protégés. Là, elle descend à 10%, bien en-deçà en réalité des beaux engagements de Montréal.



Ce dévoiement des mots employés ne s'apparente-t-il pas à de l'éco-blanchiment ?

Si. L'expression « énergies vertes » en constitue un autre exemple notoire. Selon la nomenclature européenne qui définit les critères financiers à caractère « durable » (la taxonomie), les industries gazières et nucléaires se voient estampillées du label « énergie verte », un véritable coup de pouce aux pays pro-gaz et nucléaire ! Et aujourd'hui, on envisage de faire rentrer l'hydrogène produit à partir du nucléaire dans le cadre de la directive sur les énergies « renouvelables » ! En clair, il faut être attentif à ce qu'on entend par « énergies renouvelables ». Car l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions. Concrètement, avec la crise en Ukraine, la Commission européenne veut mettre les bouchées doubles pour la transition énergétique en faisant du développement accéléré des renouvelables la clé de voûte d'une sortie de crise énergétique. Elle a ainsi revu à la hausse son objectif de 40% d'énergies renouvelables d'ici 2030 contenu dans le Pacte vert et de le porter à 45%, ce qui est *a priori* un objectif louable. D'où une récente réforme de la directive à ce sujet pour notamment accélérer le déploiement des biocarburants, y compris dans les secteurs aérien et maritime. Or, ce vocable « bio » est trompeur. Il donne l'illusion que ces carburants sont « durables ». En réalité, il s'agit de carburants à base biologique, certes, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont écologiques ! En effet, 90% des dits biocarburants utilisés dans les transports en France sont produits à partir de colza, soja, blé, maïs, ou betterave. Ce faisant, on concurrence la production alimentaire. Certes, la Commission prétend s'assurer de la « durabilité » de tels carburants en interdisant qu'on qualifie

de « durable » toute production de biocarburant directement responsable de la déforestation. Un exemple typique est le défrichement de la forêt tropicale en Indonésie pour planter des palmiers à huile. Mais la législation européenne ne tient pas compte du facteur CASI, c'est-à-dire du "changement d'affectation des sols indirect" induit par leur production. C'est le cas lorsqu'une plantation de canne à sucre destinée à produire de l'éthanol force les paysans qui vivaient sur ces terres à chercher un terrain agricole ailleurs, en procédant à l'abattage de la forêt. Derrière ce jargon, se cache un calcul important : l'impact sur le climat de la conversion d'une culture alimentaire en culture énergétique en termes d'émissions de gaz à effet de serre. En réalité, des associations de protection de l'environnement telles que les Amis de la Terre et Canopée ont démontré qu'en étudiant sérieusement les conséquences indirectes de leur production, aucun biocarburant ne peut être considéré comme vraiment « durable » : leur culture ne peut se développer qu'au détriment d'autres cultures, si bien qu'en fin de compte, par effet de substitution transatif, des portions de forêt ou d'autres espaces naturels sont défrichés et détruits. Ainsi du Cerrado brésilien. Cette immense savane, qui couvre 20% du territoire du pays et abrite 5% de la biodiversité mondiale, se réduit comme peau de chagrin en raison de la culture du soja et de l'élevage de bétail. Il en va de même pour l'Ukraine qui est non seulement un grenier pour toute une série de cultures, mais aussi pourvu de steppes immenses. Or, il se fait que ces écosystèmes sont d'incalculables puits de carbone et un réservoir de biodiversité. Mais

si l'on estime qu'elles couvraient auparavant 40% du territoire ukrainien, elles sont aujourd'hui réduites à 3%. Pourquoi ? Parce qu'à un moment donné, l'Ukraine s'est mise à convertir tous ces espaces pour des cultures d'exportation, notamment le colza. Or, ces monocultures intensives font usage de pesticides néonicotinoïdes, ces fameux tueurs d'abeilles, ce qui contribue à transformer ces anciens espaces naturels en déserts écologiques. En donnant un coup d'accélérateur aux biocarburants, on accélère l'effondrement de la biodiversité.

Un tel désastre est-il global ? Alors que la déforestation se poursuit à travers le monde, la situation n'est-elle pas meilleure en Europe ?

Certes, l'Europe peut se targuer d'avoir augmenté sa couverture forestière au cours des dernières décennies. En revanche, les forêts européennes sont globalement en mauvaise santé. Ce qui dénote un réel souci au niveau de la gestion sylvicole, qui est manifestement « non durable ». Or, avec la guerre, le risque d'exploitation des forêts pour la filière bois-énergie s'accroît. Aujourd'hui, 60% des objectifs européens en matière d'énergie renouvelable sont remplis par la filière bois. On voit mal comment la Commission européenne va pouvoir atteindre l'objectif qu'elle s'est fixée dans sa « Stratégie pour les forêts à l'horizon 2030 », à savoir celui de veiller au bon équilibre entre les trois fonctions assignées à la forêt : socio-économique, environnemental (puits de carbone et réservoir de la biodiversité) et récréatif. Car en même temps, elle en appelle au développement d'une « bioéconomie forestière florissante ». Autrement dit, elle tente une fois de plus la quadrature du cercle.

* Politologue, auteure de « Biodiversité. Quand les politiques européennes menacent le Vivant », Éditions Yves Michel (2017)

Or, en l'absence de critères sérieux de durabilité de la filière bois, c'est le modèle sylvicole intensif axé sur la monoculture et avec des rotations très courtes qui s'impose. Aujourd'hui, la législation européenne permet déjà, au nom de la transition énergétique, que des arbres entiers soient réduits en pellets, ce qui est une aberration écologique. Pour sauver le climat, on brûle nos forêts ! Or, elles sont des puits de carbone de plus en plus vulnérables. Au point de commencer, sous pression climatique, à émettre plus de carbone qu'elles n'en absorbent. Dans ce contexte, compter davantage sur les forêts pour amortir le choc énergétique est un non-sens. Et vu sous cet angle, la directive sur les énergies renouvelables est le maillon faible climatique.

Comment retrouver le bon équilibre entre ces trois fonctions assignées à la forêt ?

Les solutions sont connues. Il faut promouvoir les essences indigènes, mélanger les peuplements, pratiquer des coupes sélectives, laisser vieillir les forêts, y compris en y laissant du bois mort, essentiel pour leurs écosystèmes et la biodiversité, etc. La gestion « durable » d'une forêt implique qu'elle soit « jardinée ». L'utilisation du bois doit répondre au principe de la « cascade », c'est-à-dire qu'on doit privilégier les usages à longue durée de vie (dans les meubles ou bâtiments par exemple), dans une optique d'économie circulaire, plutôt que de brûler le bois pour produire de l'énergie, etc. Dans un tel cadre, à la bonne échelle d'exploitation, le bois peut contribuer de manière utile à la filière énergie, sans pour autant tourner au « bio-massacre » de la forêt. Mais le problème de l'UE, c'est d'avoir en la matière une approche totalement schizophrénique. Elle mène de front des politiques contradictoires. Par exemple, en juin dernier, la Commission européenne a présenté une loi sur la restauration de la nature. Cela veut dire que l'on se rend enfin compte qu'il ne suffit plus de protéger ce qui reste, mais qu'il faut restaurer ce qui a été détruit. Au moins 20% du territoire européen d'ici à 2030, propose la Commission, ce qui comprend la restauration des forêts. Par ailleurs, l'UE s'est récemment illustrée par l'adoption d'un règlement « zéro déforestation » visant à interdire toute la déforestation importée, c'est-à-dire celle qui est liée à notre consommation alimentaire liée à la culture de l'huile de palme, de soja, cacao, café, à l'élevage de bovins, etc. Il s'agit d'obliger les importateurs des produits agro-alimentaires à évaluer les risques de déforestation en faisant preuve de « diligence raisonnable ». Sachant que les systèmes alimentaires mondiaux sont responsables de 80% de la déforestation, cette avancée législative est louable. Pourtant, au même moment, la directive sur les énergies renouvelables encourage l'utilisation de la biomasse forestière et le recours massif aux biocarburants en substitution aux énergies fossiles. Une politique dont on a vu à quel point elle accélérerait la déforestation au niveau mondial. Il en va de même avec les accords commerciaux de libre-échange, comme celui conclu entre l'UE et le Mercosur². Cet accord est censé permettre d'exporter vers ces pays plus de voitures européennes et d'en importer davantage de produits agricoles, avec une pression accrue sur la déforestation en Amérique latine. Cette approche en silos, où un accord européen contredit de manière flagrante un objectif proclamé, pose un grave problème de cohérence globale.

À propos de contradictions internes aux politiques européennes, l'effort récent de relance massive des énergies renouvelables vous semble problématique...

En effet. Avec la guerre en Ukraine s'est entamée, fin 2022, la troisième révision de la directive sur les énergies renouvelables, dont l'objectif phare est d'accélérer l'implantation des panneaux photovoltaïques et des éoliennes. Comment ? En éliminant les « *goulots d'étranglement* » dans l'octroi de permis pour leurs installations. En effet, celles-ci donnent souvent lieu à des contestations locales de la part de riverains, mais aussi d'associations de protection de la nature inquiètes de leur impact négatif sur des écosystèmes fragiles et des espèces menacées. À l'avenir, les États vont désigner des zones propices au déploiement des énergies renouvelables où leurs promoteurs n'auront pas à effectuer des études d'impact projet par projet, comme cela est pourtant stipulé par les directives « Habitats » et « Oiseaux », dont la stricte application est pourtant nécessaire afin de protéger des espèces menacées tels les rapaces. En plus, au nom de la « *raison impériative d'intérêt public majeur* » (ou IROPI en jargon européen) de produire des gigawatts verts, il sera désormais permis de tuer même des espèces protégées ! Alors même que l'on sait que le socle de protection de la nature est très fragile et insuffisant, puisqu'en dépit de celui-ci les écosystèmes se sont globalement dégradés. Qu'à cela ne tienne, on le fragilise encore plus en faisant sauter des garde-fous environnementaux, déclassés au rang de « *goulets* ». L'IROPI du renouvelable montre clairement quelle est la priorité : le climat d'abord et la biodiversité ensuite, s'il en reste. Cette hiérarchisation traduit un manque de compréhension totale de l'impact de la crise de la biodiversité sur l'humanité, laquelle est aussi grave que la crise climatique, puisqu'elle cause un processus irréversible. La biodiversité, c'est l'assurance-vie de l'humanité ! Mais vu que celle-ci est tellement

déconnectée de la nature, les décideurs politiques n'en prennent nullement la mesure. De manière générale, on ne parvient pas à élever le débat au-delà de la rhétorique. On se paie de beaux discours, mais dans les faits, lorsqu'une occasion concrète se présente, c'est le « naturel » qui revient au galop et le politique s'empresse de soutenir le modèle productiviste.

La crise ukrainienne semble révélatrice à cet effet...

Tout à fait. Les sanctions décidées par l'UE et les pays occidentaux contre le régime de Vladimir Poutine ont mis à mal la filière européenne d'exportation de viande porcine. Du coup, l'UE lui a octroyé un soutien financier d'urgence, alors que cette filière est à fond dans l'élevage industriel (seul 1% de sa production est biologique), qui est lui-même l'un des grands responsables des émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture et de la pollution environnementale. Et pour couronner le tout, on a assoupli les normes en matière d'importations des produits d'alimentation animale qui regorgent de résidus de pesticides.

Par ailleurs, la guerre en Ukraine est aussi utilisée pour revenir sur quelques avancées de verdissement de la politique agricole commune (PAC). Pour laisser un peu d'espace à la biodiversité, la PAC avait prévu de ménager des « surfaces d'intérêt écologique (SIE) », dont on estime qu'elles devraient représenter 10% des surfaces agricoles pour produire leurs effets. Mais on en est loin du compte. Aujourd'hui, on est à 5% et l'objectif de 7%, que s'était initialement fixé la Commission, a été jeté aux orties. Pire, arguant de la guerre en Ukraine et de la nécessité de renforcer la sécurité alimentaire européenne, la Commission a proposé, avec l'aval des États membres, d'autoriser la remise en culture des terres mises en jachère, au motif qu'il faut augmenter la production agricole. Ce qui revient *de facto* à suspendre les exigences de la PAC en matière de biodiversité. Par contre, les dirigeants européens n'ont pas touché aux cultures énergétiques. Or, ils auraient pu faire le choix de les reconverter en cultures alimentaires. De même, ils n'ont pas cru utile d'ouvrir le débat sur « manger moins de viande », alors qu'il fait sens, vu que 60% environ des surfaces agricoles sont aujourd'hui utilisées pour l'alimentation animale. Si l'on parle de sécurité alimentaire, ne serait-il pas temps de s'interroger sur l'intérêt d'un rééquilibrage global de la production agricole ? Il ne s'agit pas que tout le monde devienne végétarien, mais simplement d'inviter les gens à consommer un peu moins de viande, ce qui ne peut être que bénéfique pour leur santé et l'environnement dans son sens large. À choisir, plutôt que de changer le modèle agricole productiviste, on a sacrifié la biodiversité. De la même manière, on a profité de la crise ukrainienne pour prolonger l'autorisation absurde de produire, sur le continent européen, des pesticides, dont on interdit l'utilisation dans l'UE en raison du danger qu'ils représentent pour la santé et l'environnement, afin de les exporter vers des pays tiers ! Et ce, contrairement à l'engagement pris par la Commission dans sa « Stratégie en matière de produits chimiques » (2020) d'y mettre fin. L'Ukraine est une bonne illustration de la stratégie du choc analysée par Naomi Klein et qui consiste à profiter de l'état de sidération provoqué par une crise afin de détricoter les quelques avancées accomplies jusqu'alors, notamment en faveur de l'environnement.

À vous écouter, le climat et l'Ukraine semblent deux prétextes formidables pour renouer avec les pires excès du système industriel...

On pourrait dire ça. Il va sans dire qu'il faut sortir des énergies fossiles. Mais pour que les énergies renouvelables soient bénéfiques pour le climat, il faut impérativement réfléchir à l'échelle à laquelle on veut les développer. Tout est question de taille. À mon sens, elles doivent absolument s'insérer dans des petites structures locales avec, par exemple, un fermier qui utilise une petite partie de ses récoltes pour en faire du carburant. Dans ce cas, il n'y a aucun problème avec ce type de valorisation de la biomasse, qui peut répondre aux besoins locaux d'énergie, sans destruction des sols, de la forêt et de la production alimentaire. En revanche, le déploiement de biocarburants à l'échelle XXL, pour répondre aux besoins des marchés mondiaux, ne peut que perpétuer les modèles agricoles désastreux de monocultures. Pour sortir de l'ornière, il faut développer l'agro-écologie, LA solution d'avenir. Ce sont les plus hautes instances onusiennes qui le disent. Partant du principe selon lequel le sol est vivant et que la biodiversité est une partie intégrante de la rentabilité et de la productivité agricoles, l'agro-écologie est la voie royale pour s'affranchir de notre addiction aux pesticides et fertilisants de synthèse. C'est un modèle qui repose sur la diversification et la rotation des cultures en association avec l'élevage. Elle favorise le recyclage des nutriments, dans une optique d'économie circulaire. Elle recrée une mosaïque de paysage, favorable à la biodiversité, etc. Son corollaire, c'est le développement des circuits courts, la relocalisation de la production agricole pour répondre aux besoins locaux.

Bref, l'agro-écologie est le tiercé gagnant. Elle permet de nourrir l'humanité, tout en protégeant le climat et la biodiversité.

Qu'en disent les institutions européennes ?

L'agro-écologie intègre progressivement le narratif européen. Mais dans les faits, on en est très loin. Par exemple, ils sont nombreux, au sein des institutions, à vouloir enterrer les intentions prises par la Commission dans le cadre de sa stratégie de la « Ferme à la table » (2020) de réduire de 50% l'utilisation de pesticides et de 20% l'utilisation d'engrais minéraux d'ici 2030. La guerre en Ukraine devient paradoxalement le prétexte pour doper le modèle de l'agriculture industrielle. Encore une fois, un tel revirement est absurde car c'est plus que jamais le moment de changer de paradigme.

Revenons un instant sur les « intérêts publics supérieurs » dont vous parliez à propos des installations de panneaux solaires et d'éoliennes. Invoqués à tout va, pourraient-ils menacer nos garde-fous, non seulement écologiques, mais aussi démocratiques ?

Oui. Le recours à de tels outils traduit le danger du centralisme technocratique dans l'architecture européenne. Le prétendu intérêt public intérieur peut servir au passage en force de toutes sortes de politiques. Il faut rester vigilant. Par exemple, le 16 mars dernier, la Commission présentait un projet de loi qui vise à garantir un « approvisionnement sûr et durable en matières premières critiques ». À ce titre, l'Europe se donne pour objectif de recycler au moins 15% de sa propre consommation, un chiffre somme toute peu élevé lorsque l'on se targue de promouvoir l'économie circulaire. En parallèle, elle affiche son ambition de produire 10% de la consommation européenne et donc, en pratique, de rouvrir des mines et de relancer l'industrie extractive. En somme, on met davantage l'accent sur l'extraction que sur le recyclage. Ce qui me préoccupe dans ce projet, c'est le fait que la Commission compte « réduire la charge administrative et simplifier les procédures d'autorisation pour les projets relatifs aux matières premières critiques dans l'Union ». J'espère me tromper, mais ceci ressemble furieusement au libellé utilisé pour réduire les « goulots d'étranglement » et accélérer le développement des énergies renouvelables au nom de l'intérêt public supérieur.

Au-delà des énergies renouvelables, comment analysez-vous la politique européenne de transition écologique et numérique ?

Parler de transition « écologique et numérique » dans le cadre de la croissance verte est un oxymore ! On n'a pas encore découvert la véritable ampleur de la face cachée du numérique, mais sachez que ce secteur émet d'ores et déjà davantage de gaz à effet de serre que l'aviation civile, et que sa part ne fait qu'augmenter. Et lorsque l'on considère qu'une grande partie des éléments du tableau de Mendeliev se retrouve dans la composition d'un téléphone portable, le cocktail est assez effrayant ! Avec les smartphones et les ordinateurs sans fil, on nous vend depuis des années l'imaginaire collectif d'une transition numérique quasiment dématérialisée et non polluante. D'où l'idée d'une transition verte qui serait facilitée par l'accélération du numérique. Or, il n'en est rien, tout simplement parce que le numérique n'est pas dématérialisé et qu'il pollue. Simplement, l'utilisateur final ne le voit pas. Outre cette pollution masquée, le numérique pose la question des besoins artificiels que la publicité du « progrès » technologique nous impose avec un art consommé, à tel point que, subrepticement, ces besoins artificiels deviennent des droits fondamentaux. Le téléphone portable en constitue la plus belle illustration. C'est devenu une prothèse. La plupart des gens ne savent plus vivre sans lui alors que l'on pouvait très bien s'en passer avant sa diffusion de masse. On court exactement le même risque avec la série d'objets connectés dits « intelligents ». Une telle orgie énergétique pour produire tous ces objets et, en amont, toutes ces industries extractives qui éventrent la terre, polluent « durablement » la Terre. L'industrie minière est l'une des activités les plus prédatrices et dangereuses au monde. Elle est un levier de la déforestation, de destruction de la biodiversité et d'accaparement des terres des peuples indigènes. Cela doit être dénoncé. Plutôt que de subir l'accroissement artificiel des besoins, un débat sur la sobriété énergétique, afin d'évaluer quels sont nos besoins véritables, devient fondamental. En conclusion, j'aimerais citer ce mot de Jean-Marie Pelt qui, dans son ouvrage « Le tour du monde d'un écologiste » écrivait : « *L'Homme, deus ex machina, coiffe l'armée écologique tout entière. Herbivores, carnivores de premier ordre, de deuxième et troisième ordres sont sous son autorité. Il est le nouveau régulateur. Mais par excès de zèle, il en est devenu le dangereux dérégulateur. La planète entière est devenue ce nouveau champ de bataille où l'agresseur et l'agressé sont un seul et même être, l'Homme dénaturé*³ ».

Propos recueillis par S. Kimo

* 1. L'« Intelligence du vivant, Technosciences, Démocratie. Quels enjeux?», Namur, 18 mars 2023.

2. Ou « Marché commun du Sud », composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela (suspendu depuis 2016).

3. Dans *Le tour du monde d'un écologiste*, Fayard.

Gaz importé : pourquoi faire simple et rationnel quand on peut faire ruineux, anti-écologique et antisocial ?

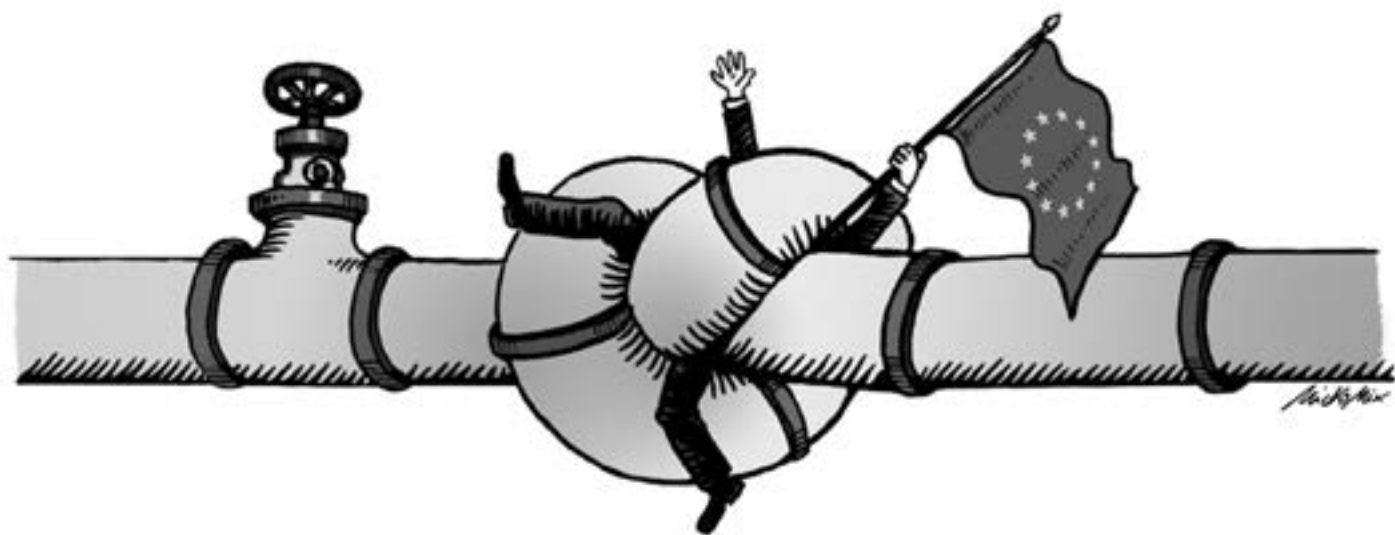


Illustration : Mickomix

L'invasion russe en Ukraine a été présentée comme la raison du fait que l'Union européenne se détourne de la Russie, en matière énergétique notamment. Mais il est important de se pencher sur des manœuvres politiques au cours des années qui ont précédé cet événement. Il en ressort que dans le domaine de l'énergie, entre autres, le pouvoir étasunien et ses collaborateurs visaient depuis longtemps ce détournement. Plus important encore : les très graves conséquences, en particulier écologiques, de ces choix économiques et politiques.

C'est autour de la construction du gazoduc Nord Stream 2 que les choses apparaissent le plus clairement. Ce pipe-line traverse la mer Baltique et relie la Russie et l'Allemagne. Via ce pays, il aurait dû livrer du gaz à l'Union européenne (UE), en complétant le gazoduc parallèle existant, Nord Stream 1, de sorte à doubler les possibilités d'importation de gaz russe¹. Ce projet résultait d'une coopération entre la Russie, l'Allemagne, la France, l'Autriche et les Pays-Bas².

Mais Nord Stream 2 n'a finalement jamais pu entrer en fonction, malgré le fait que, en 2022, la construction était achevée. La certification fut refusée par le chancelier allemand, après la reconnaissance par Moscou de l'indépendance des provinces ukrainiennes séparatistes proches de la Russie³. L'invasion de l'Ukraine n'a pas arrangé les choses ; mais de toute façon, quelque six mois plus tard, Nord Stream 1 et 2 ont été très manifestement sabotés⁴. (Notons à ce sujet que Joe Biden avait promis de « mettre fin » à l'un des pipe-lines, en cas d'invasion russe⁵. Et aussi que le sabotage émane bien du pouvoir étasunien, selon le fameux journaliste Seymour Hersh⁶, prix Pulitzer et célèbre notamment pour avoir fait connaître les exactions de l'armée étasunienne au Vietnam⁷.)

Le torpillage du projet Nord Stream 2 signifie la perte de près de 10 milliards d'euros d'investissements, aux frais des contribuables européens.

Le torpillage du projet Nord Stream 2 signifie la perte de près de 10 milliards d'euros d'investissements, aux frais des contribuables

européens. Chacun des pays d'Europe occidentale et centrale engagés auront dépensé environ un milliard d'euros, et la Russie environ 5 milliards. Une catastrophe financière, comme pour la crédibilité de l'UE face à ses partenaires économiques (en particulier la Russie, bien sûr).

UN SABOTAGE DÉCIDÉ DEPUIS LONGTEMPS, OU COMMENT RACKETTER SES « AMIS »

Considérons les temps qui ont précédé ces événements. En juillet 2020, la Chambre des représentants des États-Unis votait à l'unanimité un amendement au *National Defense Authorization Act*, ouvrant la porte à de nouvelles sanctions contre les sociétés travaillant alors à la construction de Nord Stream 2⁸. Cet amendement émanait d'élus des deux principaux partis du pays (donc du parti « démocrate » également). Détail orwellien : la législation ainsi amendée signifie en français « *Loi pour l'autorisation de défense nationale* », alors qu'elle donne aux États-Unis la possibilité d'imposer leurs intérêts économiques au détriment de leurs concurrents, par la force militaire s'il le faut⁹. (De ce point de vue, si les destructions opérées sur les deux gazoducs sont bien l'œuvre du pouvoir étasunien – ce qui, comme mentionné, est plus que très probable –, ces sabotages n'auront même pas été vraiment illégaux ; c'est rassurant). Sur base de la loi amendée, et dès 2020, trois sénateurs étasuniens menacent le port allemand de Sassnitz-Mukran, point d'arrivée de Nord Stream 2. Ces élus annoncent, en cas de poursuite des travaux, des sanctions commerciales et financières « *exterminatrices* ». (Parmi les cibles, de nombreux collaborateurs des entreprises concernées, mais aussi des administrations et leurs fonctionnaires notamment)¹⁰. Mais ces hostilités avaient débuté plus tôt encore : en 2019, le gouvernement de ce pays avait adopté deux autres lois, visant là aussi Nord Stream 2, et dont l'une porte un nom plus orwellien encore ; le *Protecting Europe's Energy Security Act*, « *loi pour la protection de la sécurité énergétique de l'Europe* »¹¹. Cette dénomination fait très bien ressortir le caractère mafieux de telles pratiques : on se présente comme protecteur de ceux à qui l'on veut extorquer des fonds (dans ce cas, en leur vendant un produit moins bon et plus cher, comme nous allons le voir). Et on invente un ennemi (ici, la Russie) qu'on provoque pour le pousser à se comporter comme tel.

Suite à ces menaces, la société suisse responsable des travaux en mer s'était retirée¹². La société d'État russe Gazprom a alors remplacé cet acteur du projet, avec matériel et main-d'œuvre notamment¹³. Ces événements devraient particulièrement faire réfléchir quiconque considère les États-Unis comme un allié, voire comme un pays « ami ». D'autant que tout cela n'a pas seulement émané du gouvernement de Donald Trump : les lois évoquées proviennent des républicains comme des démocrates ; c'est Biden qui avait menacé de mettre un terme au projet Nord Stream 2 ; et c'est lui encore qui, peu après son arrivée au pouvoir, avait provoqué le pouvoir russe en traitant Vladimir Poutine de tueur¹⁴. Un des buts est bien sûr de forcer l'Europe de l'Ouest et du centre à acheter le gaz de schiste étasunien. Or, ce choix est aussi catastrophique écologiquement que mauvais économiquement (et donc socialement).

INDÉFENDABLE ÉCONOMIQUEMENT

Avant tout, précisons que les baisses des prix du gaz observés cet hiver, en Europe, sont dues à des causes tout à fait conjoncturelles : temps particulièrement doux ; baisse de la demande due à la crise économique ; mesures européennes visant à faire diminuer la consommation de gaz¹⁵. Ces baisses ne doivent donc pas nous faire ignorer les facteurs de surcoûts considérables liés au gaz de schiste étasunien notamment : après avoir été extrait, celui-ci doit être liquéfié et comprimé¹⁶, avant d'être conduit par gazoduc, depuis le plus souvent le Middle West, jusqu'à la côte Est ; là, il est embarqué sur des navires qui le transportent à travers les milliers de km qui séparent les États-Unis de l'Europe. Par exemple, Freeport au Texas, où se trouve un important terminal d'embarquement¹⁷, se situe à près de 8.000 km de Saint-Nazaire, où se trouve un terminal de débarquement très utilisé¹⁸. En outre, une série de terminaux comme celui-là ont dû ou doivent être bâtis spécialement pour un tel usage. C'est le cas de celui de Wilhelmshaven, par exemple, dont la construction a coûté 56 millions € à l'Allemagne¹⁹.

Et bien sûr, ces frais reviennent aux importateurs, non à ceux qui, aux États-Unis, ont contraint à ces importations²⁰.

L'extraction du gaz de schiste a entraîné une augmentation de 1 440% des eaux usées toxiques. Des millions d'hectares sont transformés en zones industrialisées. Les effets vont des cancers aux naissances prématurées, en passant par les maladies nerveuses et respiratoires.

CAUCHEMARDESQUE, ÉCOLOGIQUEMENT

Le gaz de schiste est avant tout une catastrophe lors de l'extraction. Reporterre, média géré par l'ancien responsable des pages environnement du *Monde*, liste les conséquences²¹ : des millions d'hectares se voient transformés en zones industrialisées. Plus de la moitié des pâturages des terres publiques a ainsi déjà disparu. La méthode d'exploitation – la fracturation hydraulique – pollue les masses d'eaux nécessaires à l'extraction, tout en contaminant les eaux souterraines. Cela a entraîné une augmentation de 1 440% des eaux usées toxiques. Cette pollution est même reconnue par l'Environmental Protection Agency, agence étatique étasunienne, qui écrit : « *De nombreux chemins de contamination sont désormais prouvés, et les cas observés à travers le pays montrent que ces conséquences sont [...] inévitables*²² ». Selon une étude publiée par deux organisations de professionnels de la santé, les tremblements de terre de magnitude 3 sont passés de 2 à 900 par an, dans l'un des États concernés²³. Au niveau sanitaire, les effets vont des cancers aux naissances prématurées, en passant par les maladies nerveuses et respiratoires, etc. Bien sûr, le traitement puis le transport de ce gaz de schiste impliquent une consommation et une production considérable de CO₂²⁴ : la liquéfaction demande un refroidissement à -161°C, évidemment extrêmement énergivore, d'autant qu'une réfrigération doit être assurée lors du transport par bateau également, transport qui, en lui-même déjà, est très consommateur de carburant. Ainsi, le recours à ce gaz émet 2,5 fois plus d'équivalents CO₂ que le gaz transporté par pipe-line, selon le bureau d'étude spécialisé Carbone 4²⁵. En outre, la construction des infrastructures pour la réception des navires de transport implique aussi des destructions écologiques et patrimoniales²⁶.

Faute de capacité de stockage suffisante, la Russie se voit obligée de brûler des masses de son propre gaz, à raison de 4,34 millions de mètres cubes par jour.

Un des points les plus graves : depuis qu'elle ne peut plus livrer à l'Europe, et faute de capacité de stockage suffisante, la Russie se voit obligée de brûler des masses de son propre gaz, à raison de 4,34 millions de m³ par jour, comme le révèle une enquête de la BBC²⁷. Selon celle-ci, cette combustion libère environ 9.000 tonnes d'équivalent CO₂ par jour, tandis que la suie va se déposer sur les neiges et glaces du nord, accélérant leur fonte. Comment nos élus peuvent-ils poursuivre dans des directions impliquant de tels gâchis et de telles tragédies ?

Pour compléter ce noir tableau : le lobby du nucléaire profite bien sûr de l'aubaine qu'est pour lui l'exclusion du gaz russe ; nouvelles prolongations des vieilles installations²⁸, projets de constructions de nouveaux réacteurs...²⁹ Le tout dans un climat de négationnisme révoltant. À cet égard, rappelons quelques données essentielles : d'après une analyse portant sur plus de 50 études et commissionnée par des groupes parlementaires européens et une série de fondations médicales, le nombre de cancers mortels dus à Tchernobyl dépasse les 500.000 (information relayée par *The Guardian*)³⁰. Et il existe des estimations bien plus élevées (Kofi Annan, alors secrétaire général de l'ONU, parla de 9 millions d'adultes et 2 millions d'enfants souffrant des conséquences de cet accident³¹.) En comparaison, bien des partisans du nucléaire osent parler de quelques milliers de morts seulement...³² En outre, on ne peut ignorer les dégâts dus aux autres sources d'énergie : surcroît de destructions des chauves-souris³³, des oiseaux³⁴, des campagnes en général³⁵ par la multiplication effrénée des éoliennes, accaparement des terres cultivables pour l'énergie solaire³⁶, etc. Au sujet du dernier point, voir ainsi le tout récent film *Alcarràs*, sur la destruction de vergers par le photovoltaïque au sol. Se détourner du gaz naturel de l'Est signifie bien sûr aussi l'intensification de ces crimes contre la nature et l'humanité. Et tout cela nous rappelle l'urgence de sortir de la folie productiviste, que rien ne peut empêcher d'être mortifère : ni l'éolien, ni le solaire, ni, à terme, le gaz, qu'il soit russe ou autre.

INEPTE MORALEMENT

Venons-en au prétexte moral. Si les États-Unis (et d'autres fournisseurs de gaz de schiste, comme le Qatar) incarnaient vraiment la qualité morale à laquelle prétend une grande part de leur classe dirigeante, les privilégier comme fournisseurs pourrait se défendre dans une certaine mesure ; au moins temporairement, le temps, par exemple, de pouvoir exercer certaines pressions sur des fournisseurs concurrents plus problématiques. Et problématique, le pouvoir russe l'est certes pleinement, comme on s'en rend compte en s'informant auprès de journalistes et autres chercheurs qui, malgré leurs partis pris, s'avèrent souvent de qualité, comme Anna Politkovskaïa, Andrei Soldatov, Masha Gessen ou encore Alexander Litvinenko³⁷. (Certes, nos gouvernements n'ont globalement aucune leçon à donner, mais il y a tout de même des situations où même de tels pouvoirs pourraient exercer telle ou telle influence constructive). Cependant, non seulement le pouvoir étasunien ne présente aucune supériorité morale, mais, depuis de nombreuses décennies, sa politique internationale est des plus dévastatrices. Rainer Mausfeld, professeur émérite de l'université de Kiel³⁸, estime à 20 millions le nombre de morts dus à l'impérialisme étasunien³⁹. Il faut toujours être prudent avec les chiffres, mais la chose paraît

probable, quand on considère les millions de victimes de la guerre du Vietnam⁴⁰, des guerres et de l'embargo contre l'Irak⁴¹, de la soi-disant guerre contre le terrorisme dans son ensemble⁴², de la guerre civile angolaise (où les États-Unis, aux côtés de l'Afrique du sud de l'apartheid, ont soutenu le mouvement particulièrement meurtrier de l'UNITA)⁴³, de la guerre au Yémen (« *pire crise humanitaire au monde* » selon l'UNICEF⁴⁴ et où les États-Unis sont parmi les principaux responsables⁴⁵), des répressions massives des régimes fascistes soutenus par les États-Unis en Amérique latine notamment, etc. Il n'y a donc strictement aucune raison morale de privilégier les États-Unis comme partenaire économique.

AUTRES VISÉES

Rappelons aussi que la volonté de vendre le gaz de schiste n'est manifestement qu'une des causes des politiques abordées ici. Une part au moins de la classe dirigeante étasunienne veut maintenir la suprématie mondiale des États-Unis⁴⁶. Et dans ce but, couper la Russie du reste de l'Europe semble être un objectif très important. C'est ce qu'a affirmé notamment George Friedman, alors directeur de l'institut de renseignement Stratfor (institut si influent, aux États-Unis, qu'on le surnomme « *la CIA clandestine* »⁴⁷). Friedman déclara, dans une conférence en 2015, que « *La préoccupation primordiale des États-Unis, pour laquelle nous avons livré des guerres depuis un siècle [...] a été la relation entre l'Allemagne et la Russie. Car, unies, elles sont la seule force qui pourrait nous menacer [...] La politique que je recommanderais, c'est celle de Ronald Reagan vis-à-vis de l'Iran et de l'Irak. Il a financé les deux côtés pour qu'ils se combattent entre eux [...] Pour les États-Unis la peur primordiale est [...] [l'alliance entre d'une part] la technologie allemande et le capital allemand [et d'autre part] les ressources naturelles russes, la main-d'œuvre russe*⁴⁸ ».

Difficile, face à tout cela, de ne pas se laisser envahir par le désespoir ou la fureur. Un élément qui peut peut-être tout de même encourager : aussi corrompus et sans scrupules que soient tant d'élus politiques européens, une part d'entre eux avait tout de même opposé une résistance, face aux chantages et hostilités étasuniennes vis-à-vis de Nord Stream 2. On peut espérer que la lucidité qui s'est manifestée là puisse encore se réveiller. En tout cas, nous devrions sans doute saisir chaque occasion de faire pression sur nos hommes et femmes politiques ; en espérant que leur arrivisme, leur suivisme et leur irresponsabilité aient encore certaines bornes...

Daniel Zink

1. Les États-Unis tentent de bloquer le gaz russe (la-croix.com)

2. Lüders, Michael, *Die Scheinheilige Supermacht* (traduction française en cours), C. H. Beck, 2021, p. 245 sq.

3. L'Allemagne suspend Nord Stream 2 et menace d'autres sanctions - *Le Soir*

4. Nord Stream 1 et 2 : comment comprendre le sabotage probable des gazoducs ? (tv5monde.com)

5. Fuites sur les Nord Stream 1 et 2 : quand Joe Biden promettait de «mettre fin» à l'un des gazoducs en cas d'invasion russe - ladepeche.fr

6. How America Took Out The Nord Stream Pipeline (substack.com)

7. Seymour Hersh : le journaliste qui «contredit les positions officielles depuis quarante ans» (lemonde.fr)

8. La Croix, article cité.

9. *Die Scheinheilige Supermacht*, op. cit., p. 245.

10. Ibid.

11. «Les Américains ne pourront pas empêcher le gazoduc de voir le jour» - *La Libre*

12. Donald Trump met ses menaces contre Nord Stream 2 à exécution, Allseas se retire du projet (usinenouvelle.com)

13. *Die Scheinheilige Supermacht*, op. cit., p. 246.

14. Joe Biden accuse Poutine d'être «un tueur», Moscou rappelle son ambassadeur - *Le Soir*

15. Surabondance de gaz naturel en Europe : la baisse du prix du gaz ne fait pas fuir le GNL américain en Asie - Business AM - Infos économiques et financières

16. *Die Scheinheilige Supermacht*, op. cit., p. 247.

17. GNL : un incendie dans un terminal américain menace les approvisionnements européens | Les Echos

18. Gaz : comment le discret terminal de Montoir-de-Bretagne est devenu stratégique (ouest-france.fr)

19. Flüssigerdgas: Deutsche LNG-Terminals kosten mehr als das Doppelte (faz.net)

20. Ibid

21. L'exploitation du gaz de schiste dévaste les États-Unis (reporterre.net)

22. Hydraulic Fracturing for Oil and Gas: Impacts from the Hydraulic Fracturing Water Cycle on Drinking Water Resources in the United States (Final Report)| US EPA

23. https://psr.org/wp-content/uploads/2018/04/Fracking_Science,_Compendium_5.pdf

24. L'Europe se rue vers le gaz naturel liquéfié au mépris du climat (reporterre.net)

25. Importations de gaz naturel : tous les crus ne se valent pas (carbone4.com)

26. L'Ukraine bouscule la transition énergétique allemande (reporterre.net)

27. JClimate change: Russia burns off gas as Europe's energy bills rocket - BBC News – voir aussi, en français : Plutôt que de livrer son gaz à l'Europe, la Russie le brûle (reporterre.net)

28. Un accord à compléter sur la prolongation de deux réacteurs nucléaires en 2026 - Le Soir

29. Nucléaire : le gouvernement veut lancer la construction de nouveaux réacteurs en 2027 | TFI INFO ;

30. UN accused of ignoring 500,000 Chernobyl deaths | Energy | The Guardian

31. Tchernobyl. Des chiffres effrayants, trente ans après (ouest-france.fr)

32. Energie nucléaire - CNRS sagascience

33. Les éoliennes ne font pas que tuer des chauves-souris (futura-sciences.com)

34. Éoliennes : EDF condamné pour la mort de dizaines de faucons (reporterre.net)

35. Les éoliennes signent la mort de la campagne (reporterre.net)

36. Le solaire va grignoter de nouvelles terres agricoles (reporterre.net)

37. Notons aussi que, malgré ses unilatéralités, le travail de Gessen a l'estime d'un chercheur comme Pierre Guerlain, critique vis-à-vis des États-Unis notamment, et publié entre autres dans Les Crises (« Les universitaires américains pris dans le tourbillon de la désinformation ». Par Pierre Guerlain (les-crises.fr)). Pour un exemple d'analyses particulièrement significatives, voir Gessen, M., L'homme sans visage, Fayard, 2012, pp. 41 sqq. et 198

38. Prof. Dr. Rainer Mausfeld (uni-kiel.de)

39. Dossier-de-presentation-Guerres-illegales-12p-WEB.pdf (editionsdemilune.com)

40. Population and Development Review – Vietnamese casualties during the American war - Persée (persee.fr)

41. Iraq study estimates war-related deaths at 461,000 - BBC News

42. 1,3 million de morts: le vrai bilan de la «guerre contre le terrorisme» (infographie) - *Le Soir*

43. Angola : le lourd héritage de la guerre civile - Billet retour (france24.com) ; des puissances communistes étaient aussi engagées dans le conflit, et les responsabilités sont donc, dans ce cas comme dans d'autres, partagées ; mais le fait d'avoir été du même côté que l'Afrique du sud, ségrégationniste jusqu'en 1991, est bien sûr significatif quant à l'ampleur des responsabilités du côté « Ouest ».

44. La situation au Yémen est la pire crise humanitaire du monde | UNICEF France

45. Guerre au Yémen : la France, le Royaume-Uni et les États-Unis pointés du doigt par l'ONU (la-croix.com)

46. Voir p. ex. : UKRAINE, RUSSIE, OTAN : Reconnaitre les faits, seule voie vers la paix (article en 3 parties) - Kairos (kairospresse.be)

47. WikiLeaks dévoile les secrets de la «CIA privée» (lefigaro.fr)

48. Stratfor: USA wollen deutsch-russische Allianz verhindern (deutschewirtschafts-nachrichten.de) ; » Stratfor : Les États-Unis veulent empêcher l'alliance germano-russe (les-crises.fr)

Les androïdes rêvent-ils de moutons électriques ?

JEFF BEZOS RÊVE DE STAR TREK

Wishmaster (Le maître des vœux) est un film horrifique de 1997 très moyen et assez amusant – une sorte d'épisode de *La quatrième dimension* étiré sur une heure et demie – qui reprend le motif du conte des mille et une nuits *Aladdin et la lampe magique* pour le pervertir. Il y est évidemment question d'un génie qui exauce vos vœux, mais ce que l'heureuse victime ne sait pas, c'est que le génie retournera son troisième vœu contre elle ; qu'elle souhaite, par exemple, gagner un million de dollars, le Djinn fait en sorte que sa mère souscrive à une assurance-vie pour cette somme et meure dans un accident d'avion. Avec son sens des proverbes, l'anglais nous avertit : « *Be careful what you wish for* », ce qu'on pourrait traduire par : « *Fais bien attention aux vœux que tu fais.* » Si les Djinn (les démons) existent, peu d'entre nous peuvent se vanter d'en avoir rencontré. En revanche, ceux qui se vantent d'exaucer les vœux de l'humanité ne manquent pas.

LE PROFIT NE L'INTÉRESSE PAS

Dirigeons nos regards vers les milliardaires, que la presse qu'ils achètent ou financent¹ appelle des « philanthropes ». Que ce soient des ex-vice-présidents des États-Unis qui capitalisent sur la peur du « réchauffement climatique », mais achètent des villas sur la côte tout en nous menaçant d'une montée du niveau de la mer, ou des multimilliardaires obsédés par la vaccination. J'ai d'ailleurs été très étonné au printemps 2020, que certaines personnes prennent par principe la défense de Bill Gates contre les rumeurs circulant à son sujet : la moindre des choses au sujet d'un personnage aux moyens financiers illimités serait de ne pas lui donner davantage de pouvoir, en faisant à son égard preuve d'une saine méfiance. Gardons à l'esprit la morale de *Wishmaster* à chaque fois qu'un dirigeant politique promet des tablettes dans toutes les écoles alors que leurs inventeurs envoient leurs enfants dans des écoles d'où les écrans sont bannis, ou que certains milliardaires ou illuminés de la Silicon Valley, font miroiter la possibilité de « *télécharger son âme pour vivre éternellement à l'état de machine* » (Ray Kurzweil, pris très au sérieux par le délicieux Laurent Alexandre), ce qui, entendons-nous, n'est possible que si on sait exactement ce qu'est l'âme... ou qu'on ne l'a pas perdue (auquel cas il faudra sérieusement se poser la question de savoir ce qu'il reste à télécharger). Et il y a aussi les bienveillants visionnaires qui rêvent déjà d'envoyer l'humanité dans l'espace...

Le titre, probablement ironique, d'une très intéressante biographie du multimilliardaire Jeff Bezos visible sur Youtube² (sur la chaîne de P.A.U.L.) est « *Le profit ne l'intéresse pas.* » Si Bezos veut être considéré comme un philanthrope, mieux vaut ne pas le juger sur ses projets. Ni sur ses réalisations... Et c'est sur celles-ci, par exemple, que nous renseigne le livre du journaliste Jean-Baptiste Malet *En Amazonie* (2014). D'après ce livre, ce ne sont pas les raisons qui manqueraient de fuir cet employeur comme la peste. Dans un monde où tout veut dire la même chose que son contraire (« *La question étant de savoir qui est le maître, un point c'est tout* », dit le chat de Cheshire dans *Alice au pays des merveilles*), l'indifférence au profit de Bezos ne l'empêche pas de faire au moins des yeux doux à la rentabilité. Le travail d'un employé d'Amazon est épuisant, l'amenant à marcher jusqu'à 20 kilomètres par jour. Les conditions de travail sont aussi humiliantes : on y est systématiquement fouillé à la sortie, considéré a priori comme un voleur. Amazon pratique l'incitation à la délation (des collègues qui tirent au flanc), favorise la mise en place d'un « effet tunnel » de l'emploi, où le travail accapare même le temps libre, exerce un chantage à l'emploi en faisant miroiter un CDI qui, une fois obtenu, exige de doubler les performances... avec la complicité des élus, favorisant l'implantation de grosses sociétés ne payant pas d'impôts dans des zones sinistrées³.

La devise d'Amazon est :

« **WORK HARD
HAVE FUN
MAKE HISTORY** »

On ne se privera pas de vous le rappeler : on est censé « *s'écarter chez Amazon* ». Rien de tout cela ne serait connu si Malet ne s'était fait recruter dans cette entreprise, dont le contrat d'embauche stipule que les employés n'ont pas le droit de parler de leur employeur aux médias. Pour couronner le tout, l'État et la puissance publique financent la destruction d'emplois en France ; en effet, un montage financier permet à Amazon de délocaliser ses finances au Luxembourg. En plus du fait que ce travail est ce qui se rapproche le plus de l'esclavage moderne (formule encouragée par les États de l'Union européenne qui n'exigent que des impôts dérisoires de la part de ces multinationales), Amazon fait aussi face à des accusations de pratiques monopolistiques, de répression des mouvements syndicaux dans certains entrepôts (cela va presque de soi), de racket, en exigeant parfois le remboursement de 100% des pourboires pris aux livreurs de son programme Flex, ainsi qu'à des accusations d'espionnage industriel, de surveillance de ses employés ou de ses clients...

LA DÉPERSONNALISATION

Si on ne veut pas voir le mal, il est facile de croire que le sort des employés d'Amazon n'est que le résultat du cynisme marchand et de la négligence. Or, il me semble au contraire que cette exploitation obéit à une vision du monde ; c'est ce que suggère aussi Malet quand il évoque le « *Have fun* » chez Amazon et ce qu'Amazon appelle des « actions psychologiques ». Parmi ces dernières, il y a des quizz traitant des séries à la mode, mais aussi des attractions gratuites pour les employés et l'utilisation du sucre comme outil d'assujettissement par la régression... Et ça marche : « *Quelqu'un n'ayant jamais mis les pieds dans une usine pourrait considérer que les cocottes en chocolat distribuées à Pâques, le mini-cirque installé à l'occasion de la fête de la Musique, tout comme le quizz hebdomadaire, ne peuvent avoir de l'influence sur les esprits critiques "éclairés". [...] C'est méconnaître la réalité du travail physique que de raisonner ainsi. La fatigue physique "impacte" l'humeur, la sensibilité, ainsi que l'émotivité. [...] La tentation des comportements régressifs est alors considérablement accrue. [...] J'ai d'ailleurs recueilli des témoignages d'intérimaires surpris de désirer les produits sucrés du distributeur, alors même que ces aliments les laissent généralement indifférents, hors de leur travail de nuit.* »

Selon Malet, le « *have fun* » chez Amazon sert un véritable « *conditionnement psychologique** des travailleurs. Ces petits signes d'attention, ce peu de réconfort offert servent aussi à faire tolérer un travail exténuant. La direction sait se saisir des occasions pour instiller une dose de joie artificielle qui influence l'humeur et l'émotivité, insiste sur le fait que la mécanique du "have fun" relève de la psychologie sociale*. Il s'agit de techniques scientifiquement étudiées par des spécialistes de la psyché, notamment dans les laboratoires de grandes universités américaines. [...] Par l'occupation de son temps libre, le "have fun" élabore des nouveaux rapports sociaux. C'est une technique d'ingénierie sociale destinée à visser autour du travailleur une mécanique *d'emprise** ».

En réalité, la psychologie bienveillante qui s'étale dans les magazines spécialisés n'est que la face présentable d'un corpus de recherche qui a d'abord eu pour priorité de contrôler les foules et conditionner les individus (travaux de l'Institut Tavistock, d'Edward Bernays, neveu de Sigmund Freud et auteur de *Propaganda*). Et cela se comprend : le pouvoir hyper-centralisé de nos « démocraties »

matérialistes doit être en mesure d'endiguer les débordements de la masse humaine qu'il domine, bien conscient, comme les propriétaires d'esclaves qui vivaient dans la peur d'une révolte et dormaient à côté de leur fusil, de son caractère instable.

VISONS LE CIEL

Si Bezos a quitté la direction d'Amazon, il en reste un actionnaire important, et se consacre désormais à ses projets pour l'humanité (Blue origin, créé en 2000). Fasciné depuis son enfance par la série *Star Trek* (lancée à la télévision américaine en 1966), il prétend travailler à la réalisation d'un avenir où l'humanité vivrait dans l'espace pour préserver la Terre. Tout comme le djinn retourne nos souhaits contre nous, il n'est pas inutile de retourner contre eux les projets de ce milliardaire (et des autres). Sa fortune lui a permis de renouer avec ses rêves d'enfant, quand il était fasciné par *Star Trek* et sa mythologie. Excellente série au demeurant, *Star Trek* est aussi un rêve mouillé de mondialiste (et ne confondons pas la mondialisation, qui est le développement naturel des échanges commerciaux et culturels, avec l'idéologie mondialiste du Nouvel Ordre Mondial) avec son gouvernement mondial invisible (du moins dans les premières saisons de la nouvelle série relancée dans les années 1980). Voici ce qu'en dit l'anthropologue David Graeber dans son très intéressant *Bureaucratie* : « *La Fédération des planètes – avec son idéalisme de haute tenue, sa stricte discipline militaire et l'absence manifeste en son sein tant de différences de classe que du moindre indice tangible de démocratie multipartite n'est-elle pas, en réalité, une simple vision américanisée d'une Union soviétique plus gentille, plus aimable, et surtout "qui marche" ? Ce qui me paraît remarquable dans Star Trek, en particulier, c'est non seulement qu'il n'y a aucune trace réelle de démocratie, mais que pratiquement personne ne semble remarquer son absence. [...] Les personnages de Star Trek se plaignent constamment des bureaucrates. Ils ne se plaignent jamais des politiciens, parce que les problèmes politiques sont exclusivement traités, toujours, par des moyens administratifs. Mais, bien sûr, c'est exactement à cela que l'on s'attendrait sous une forme de socialisme d'État. Nous oublions souvent que ces régimes aussi affirmaient invariablement qu'ils étaient des démocraties. Sur le papier, l'Union soviétique de Staline pouvait se vanter d'une Constitution exemplaire, avec infiniment plus de mécanismes de contrôle démocratique que les systèmes parlementaires européens de l'époque.* »

Lors du forum Ignatius, qui a eu lieu à la National Cathedral de Washington le 11 novembre 2021, Jeff Bezos faisait part de ses projets pour l'humanité et pour l'espace⁴. Selon lui, il est souhaitable que la Terre devienne, dans les décennies à venir, une réserve naturelle que l'humanité, qui vivrait dans des colonies spatiales, pourrait avoir le privilège de visiter, même si cette humanité pourrait jouir dans ses colonies de conditions de vie proches de la Terre, avec faune et flore reconstituées (programme plus ambitieux que celui de Noé qui n'avait pour mission que de sauver la faune) puisqu'il va de soi que tout cela serait possible. Lors de cet entretien de 25 minutes, où Bezos se montre d'ailleurs assez piètre orateur, répétant à l'envi qu'on ne peut laisser la Terre se dégrader sous l'influence de l'homme (son mantra est « *This planet is special, we can't ruin it...* » (« Cette planète est spéciale, nous ne pouvons pas la gâcher »), celui qui se rêve en gardien de réserve naturelle géante et de colonies spatiales parle de l'envoi de millions d'êtres humains dans l'espace, de manière à libérer la Terre pour lui permettre de redevenir un Eden sur lequel seule une poignée de gens auraient le privilège d'être résidents permanents, avec leur valetaille privilégiée. C'est sans doute par modestie que Bezos néglige de préciser la part importante qu'il a prise avec son entreprise à la pollution des airs et des mers – puisque l'activité d'Amazon contribue pour une bonne part à la pollution émise par les transports aériens et maritimes ; pour donner un ordre d'idée, la consommation d'un petit bateau affichant une puissance de 500 CV, à une vitesse de 50 nœuds, est estimée à 500/3 = 166 litres par heure).

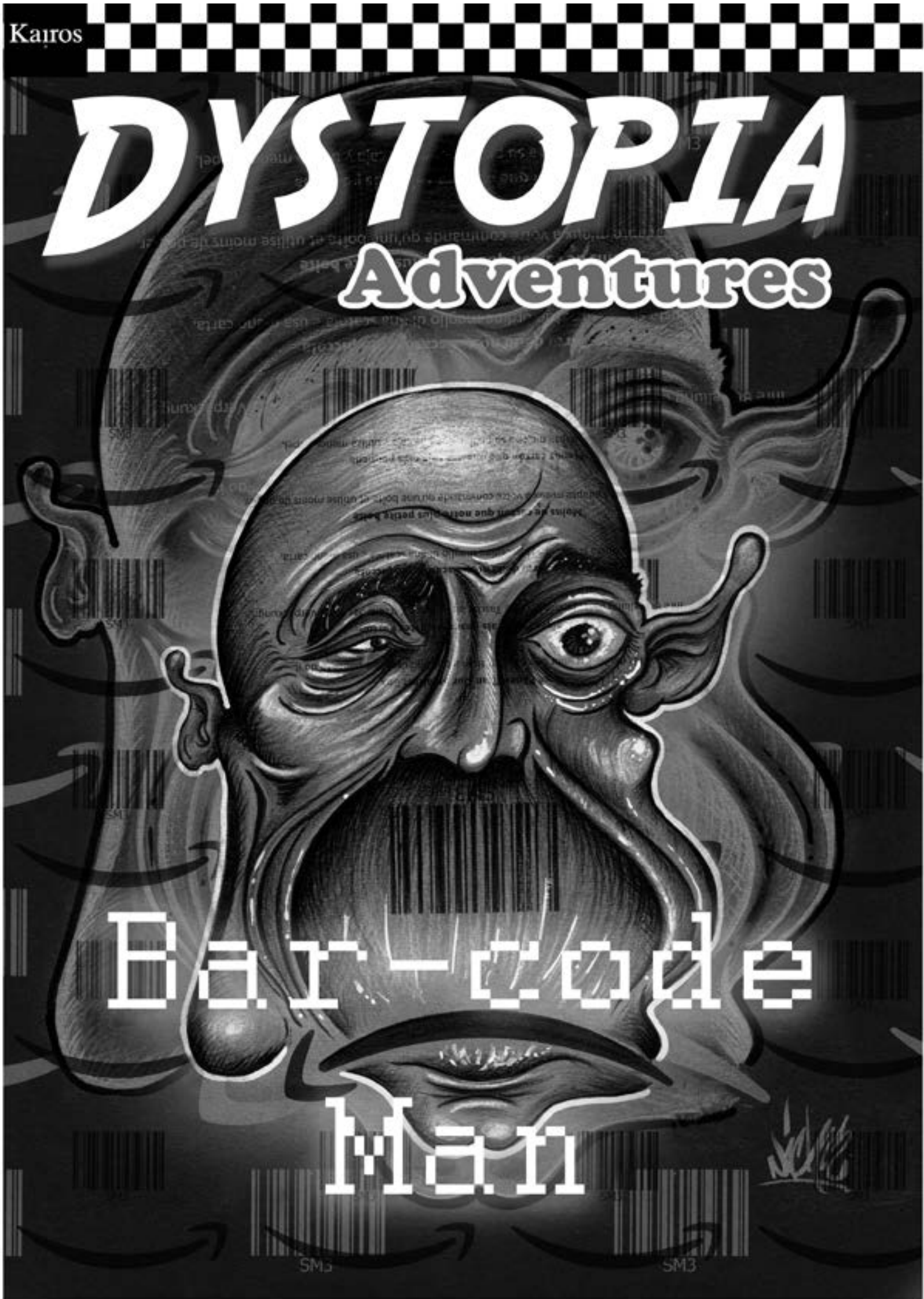


Illustration : Nicolas Drochmans

Une question que ne pose pas cet article est celle de savoir selon quelles règles mathématiques quelques millions (dans le futur), additionnés à une poignée, donnent plusieurs milliards. En d'autres mots : que deviennent les quelques milliards d'individus qui ne vivent ni dans l'espace ni sur Terre ? Hasardons deux hypothèses. La première est que ces milliards d'êtres humains auront disparu ; mais Bezos, qui postule cette disparition, ne dit pas comment elle aura eu lieu. La seconde hypothèse est que la plupart des milliards d'individus qui composent la population mondiale ne font pas partie de l'humanité, ce qui rend inutile de les inclure dans l'addition. Une troisième hypothèse, compatible avec les deux précédentes, est que l'extrême richesse est une pathologie mentale. Mais une pathologie opératoire puisque des ressources financières illimitées permettent de modeler le monde selon ses désirs ; ainsi la fondation Bill and

Melinda Gates finance partiellement tous les organismes de santé du monde, notamment les universités qui emploient la plupart des experts médiatiques qui défilent sur les chaînes pour nous dire tout le bien qu'ils nous veulent ; un autre exemple, Bezos, encore lui, a acheté le journal *Washington Post*, dans des intentions meilleures – n'en doutons pas – que le milliardaire Xavier Niel qui déclarait : « *Quand les journalistes m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard et après, ils me foutent la paix* ».

Ma foi, si l'extrême richesse de Jeff Bezos est animée de bonnes intentions... Si...

Ludovic Joubert
* C'est moi qui souligne.

1. Financement du journal *Le Monde* par la fondation Bill and Melinda Gates : www.gatesfoundation.org/about/committed-grants/2019/03/opp1210145
2. Chaîne de P.A.U.L. Jeff Bezos, le profit ne l'intéresse pas : www.youtube.com/watch?v=Y3Kuff_Aqts&t=3s
3. Signalons au passage que le domaine de l'activité intellectuelle n'est pas exempt de pratiques abusives ; à Bruxelles, de plus en plus d'écoles de langues prétendent dans leurs contrats avec leurs travailleurs indépendants que les documents qu'ils créeraient dans le cadre de leurs cours, deviendraient propriété des écoles de langue en question, parfois au nom prestigieux.
4. www.youtube.com/watch?v=67KZfeZyw_U (l'intervention de Jeff Bezos commence à 40 minutes et dure environ 26 minutes)
5. Le Check News du journal *Libération* nous dit que c'était une boutade. Ouf, on respire. <https://www.liberation.fr/checknews/2018/03/06/xavier-niel-a-t-il-bien-dit-quand-les-journalistes-m-emmerdent-je-prends-une-participation-dans-leur-1653285/5>

« Une épidémie ni importante, ni grave »

ENTRETIEN AVEC LAURENT TOUBIANA*

Kairos : Laurent Toubiana, vous êtes chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, épidémiologiste et directeur de l'Institut de recherche pour la valorisation des données de santé, qui travaille justement sur les épidémies. Vous venez d'écrire *Covid-19, une autre vision de l'épidémie. Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas*. Vous vous êtes basé sur les chiffres officiels ?

Laurent Toubiana : Oui, ce sont les chiffres parfaitement officiels que tout le monde peut récupérer sur Internet. Mon travail consiste à comprendre ce qui se passe à partir de ces données.

Malgré cela, on vous a dit que vous ne respectiez pas les standards de la communauté scientifique. On ne sait pas trop ce que ça veut dire, en fin de compte...

Ça ne veut rien dire ! Mais ce que vous dites m'interpelle, puisque je ne savais pas qu'il existait des standards en termes d'approche scientifique. Il y a bien des méthodes que tout un chacun utilise et il y a des données accessibles. Donc le standard, c'est de suivre effectivement la méthode scientifique qui consiste à dire d'où viennent les données et à étudier leur valeur. Ensuite, il faut dire quelle méthode on utilise, qui peut être « standard », mais pas obligatoirement. En ce qui me concerne, j'utilise des méthodes purement standards, et ceux qui disent le contraire, eh bien c'est leur responsabilité. Je suis un chercheur tout à fait officiel dans un institut public et j'ai été membre du conseil scientifique de l'Inserm. Donc en méthode standard, je pense m'y connaître un petit peu !

C'est important de le préciser. Allons-y !

J'ai une autre vision de l'épidémie. À dire vrai, je l'ai eue très tôt, puisqu'elle résulte d'une expérience d'une trentaine d'années avec un groupe qui s'appelle « Système complexe et épidémiologie ».

Nous vivons une époque formidable, Laurent Toubiana ! Expliquez-nous...

Vous voyez que les rues sont pleines de passants et les terrasses de cafés sont bondées. On badine, plaisante, se pavane, semble heureux. Tout va très bien. Le soleil brille et nul ne s'inquiète des petits nuages qui flottent mollement dans l'azur. Tout le monde a déjà oublié la première période du début 2020. On avait commencé à entendre parler de quelque chose qui venait de Chine, mais moi j'étais occupé par une épidémie de grippe à ce moment-là. Néanmoins, très rapidement, j'ai tenté de comprendre ce qui se passait, parce qu'il y avait déjà des données. Je tiens d'abord à rappeler Jacques Ellul qui disait que dans une démocratie, il faut associer les citoyens aux décisions de l'État, il faut leur donner le sentiment d'avoir voulu les actes du gouvernement, d'en être responsables, d'être engagés à les défendre et à les faire réussir. Et le meilleur moyen pour mettre les individus en état de suggestibilité, c'est de répandre la peur. En France, il y a eu plusieurs allocutions du président de la République, notamment celle du soir où on nous a appris que nous étions tous assignés à résidence, à savoir confinés. Dans ce discours, tous les mots sont importants : « scientifiques », « guerre », qui revient à plusieurs reprises, et puis « participation des citoyens » à ces décisions pour qu'elles réussissent — on revient à Ellul. Dans son deuxième discours, Macron nous prévenait : sans respect des mesures, il y aurait très probablement 400.000 morts supplémentaires, ce qui est absolument ahurissant et qui fait effectivement très peur. Donc le résultat d'un tel discours fut des rues vides, un monde irréel, exceptionnel et aujourd'hui volontairement oublié ; oublié le marathon parlementaire sur le pass vaccinal voté dans l'urgence, oubliés les médecins qui réclamaient des sanctions exemplaires pour tous ceux qui refusaient la vaccination. La population veut oublier, mais notre devoir est inverse, il faut analyser ce qui s'est vraiment passé.

En tant qu'épidémiologiste avec une expérience de 30 ans, imaginez-vous qu'un jour on connaîtrait un confinement, un masquage total de la population, un couvre-feu ?

Bien sûr que non. Je connais l'histoire de l'épidémiologie. Ce n'était pas la première épidémie qui arrivait, et les mécanismes sont toujours à peu près les mêmes. Mais cette fois-ci, on a tout amplifié d'une manière extraordinaire. Jamais dans l'histoire

de l'humanité on n'avait pu mettre en place des mesures aussi excessives. C'est comme si le monde entier était devenu virtuel et qu'il était possible d'arrêter la société pour arrêter le virus. Mais c'est une vaste blague, car les virus sont susceptibles de se diffuser, même lorsque les populations se sont arrêtées. Et de fait, l'épidémie, malgré toutes les mesures, a continué, mais tout à fait normalement, comme n'importe quelle pathologie.

Au début, on nous avait dit que c'était très grave, mais en fin de compte, avec les chiffres, on peut remettre cela en question...

Oui, c'est ce que nous allons montrer. Toutes les mesures prises n'auraient pas été nécessaires si on avait été capables de comprendre que cette épidémie n'était pas aussi grave que ce que l'on nous avait annoncé. Il est indispensable de comprendre que ce qui a déclenché cette série de mesures ahurissantes fut un événement mineur. Les mesures mises en place étaient inutiles mais ont eu des conséquences énormes. Un coup d'œil sur une période passée nous donne des perspectives sur notre époque. Schématiquement, pour un épidémiologiste, une épidémie, ce sont des malades et des morts. Une épidémie est importante lorsqu'il y a beaucoup de malades dans une population en peu de temps, et une épidémie est grave lorsqu'en peu de temps le nombre de morts, toutes causes confondues, est supérieur à ce que l'on attendait.

« Importante et grave », c'est bien ce que les médias nous ont dit ?

Oui. Le président de la République annonçait 400.000 morts et le rapport de Neil Fergusson, 500.000 morts, rien que pour la France ! Ces nombres faramineux ne pouvaient effectivement qu'être angoissants pour la population. Or l'épidémie de covid n'a été ni importante ni grave. En gros, il n'y a pas eu beaucoup de malades et il n'y a pas eu beaucoup de morts, contrairement à ce que l'on nous a dit et contrairement à ce qu'encore beaucoup croient ! Retournons sur la petite histoire d'une petite épidémie. Pendant longtemps on nous a interdit de comparer le covid à des choses connues. Or c'est stupide, puisque si on fait des études sur les épidémies, c'est justement pour acquérir de l'expérience et mieux les comprendre. Ne pas comparer est une aberration. Si on regarde les courbes des syndromes grippaux en France depuis plus de 30 ans, on constate une série de pics. Le dernier, celui de la saison 2019-2020 montre 324 cas par semaine pour 100.000 habitants. En 2014-2015, 836 cas par semaine pour 100.000 habitants ; en remontant en 1988-89, 1793 cas pour 100.000 habitants. La surprise, c'est que le premier covid en 2019-20 a fait 140 malades pour 100.000 habitants, ce qui est relativement peu. Donc c'est vraiment comparable à une grippe saisonnière. J'ai appelé ce moment la période « de sidération ». La deuxième période, je l'ai appelée période « de terreur ». À l'époque, je ne savais pas quand ça se terminerait, mais aujourd'hui je peux vous dire que ça s'est terminé en février 2022. Dans un premier temps, on pouvait comprendre que les gouvernants ne voulaient pas prendre de risques, étant stupéfiés par ce qui arrivait. Cependant, il y avait quand même des épidémiologistes qui conseillaient de se calmer, de ne pas paniquer à ce point-là. Une fois la période de sidération passée, en juin 2020 tout le monde pensait être sorti d'affaire. Mais s'est ensuite installée une autre période de terreur caractérisée par des mesures de plus en plus coercitives et fondées sur la peur. On a raconté des histoires de « vagues épidémiques » qui allaient se succéder. Mais en épidémiologie, la notion de vague n'existe pas. On parle d'épisode épidémique, mais la vague, c'est très vague comme truc ! Toutefois, le mot fait écho chez tout le monde, il rend simples des choses complexes. Les experts ont expliqué qu'avec des modèles très simples, on pouvait arrêter cette épidémie, comme on pourrait arrêter des vagues en élevant des digues. Épidémiologiquement parlant, que s'est-il passé depuis trois ans ? Le premier pic épidémique a occasionné 140 malades pour 100.000 habitants. À l'hôpital, en une semaine en France, il y a eu 37 hospitalisés pour 100.000 habitants aux pires moments de l'épidémie.

Dans la plupart des pays européens, c'était peu ou prou la même chose ?

Oui, certainement. Je travaille essentiellement sur des données françaises parce qu'elles sont libres d'accès. Il y a eu un problème en termes de soins intensifs en France parce qu'il n'y avait pas suffisamment de lits, et les autorités nous ont culpabilisés : si vous ne restez pas enfermés, eh bien il n'y aura plus de place en soins intensifs et donc vous serez responsables de la mort de personnes. Cette rhétorique, on l'entend encore en écho dans nos têtes. Mais nous constatons qu'au pire moment de l'épidémie, il y a eu environ 7 admissions en soins intensifs en une semaine, donc une par jour ! Et le nombre de décès attribués au covid, au moment du pic, lui, s'élève à 10 décès pour 100.000 habitants.

Ce sont bien des décès, pas encore de politique de tests, pas de confusion entre cas et malades...

Non, il n'y a pas encore de confusion entre cas et malades. Néanmoins, en période épidémique, on attribue assez souvent la mort qui arrive à la cause épidémique. En réalité, les gens qui sont décédés étaient déjà en mauvaise santé, généralement des personnes âgées avec des maladies chroniques de type cardio-vasculaires, par exemple. C'est un phénomène assez courant : les personnes les plus fragiles, à l'occasion d'un stress épidémique, meurent à ce moment-là d'une manière presque synchronisée. On connaît bien, par exemple, les pathologies hivernales, ou alors en été au moment des canicules. Des personnes faibles meurent.

Revenons à notre chronologie. Il y a eu le déconfinement après le 10 mai 2020, et tout le monde a pensé que cette épidémie était terminée. Dans les rues les gens manifestaient, ne portaient pas de masque. Il n'y a évidemment pas eu de rebond épidémique, ce qui démontre que la théorie du confinement était fautive dans la mesure où on postule que dès qu'il y a déconfinement, il y a automatiquement rebond, ce que soutenaient beaucoup de d'épidémiologistes. Or rien n'est « reparti ». Donc ça remet en cause complètement le confinement, une mesure folle et inutile.

Comme le masque généralisé ?

À partir d'août, on a commencé à avoir des masques en France, subitement devenus obligatoires, même dans la rue. On a commencé à reparler de « vague ». Mais en fait, la fameuse deuxième vague a atteint son pic maximum le 26 octobre, juste avant le deuxième confinement décidé par Macron, alors qu'on savait qu'elle allait redescendre. Encore une aberration ! À ce moment, les tests se sont généralisés et ont produit une anxiété supplémentaire qui a alimenté le sentiment d'une « importante deuxième vague ». En réalité, au maximum de cet épisode, il y a eu 83 malades pour 100.000 habitants. Et on a reconfiné la France pour cela !

Avec les effets dramatiques du confinement qu'on connaissait déjà...

Oui, bien sûr. À partir du 1^{er} janvier 2021, c'est le début de la vaccination. Un troisième épisode s'est produit en mars, c'est-à-dire à peu près un an après le premier, et on a déploré 37 malades pour 100.000 habitants en une semaine, un drame ! 50% de la population française avait eu sa deuxième dose à ce moment-là, au mois d'août. Le président a dit qu'il fallait que tous les jeunes soient vaccinés. La petite épidémie à ce moment-là n'a pratiquement fait aucun mort. À l'hiver suivant, en janvier 2022, il y a effectivement un nouvel épisode de type hivernal.

On s'attendait à la grippe mais ce fut le covid, cependant pas bien grave, avec 126 malades pour 100.000 habitants. Puis le 24 février, c'est le début de la guerre en Ukraine et, quelques temps plus tard, la fin de toutes les mesures sanitaires. À ce moment-là, on discutait pour mettre en place le pass vaccinal, puis avec la guerre, le projet a été abandonné. Donc était-ce la fin de l'épidémie ? Les médias ont cessé d'en parler pour se concentrer sur la guerre. Pourtant, on voit que le 27 mars 2022, il y a eu quand même un pic de 95 malades pour 100.000 habitants, c'est-à-dire supérieur à celui de la fameuse deuxième épidémie ! Ce troisième pic du printemps est passé carrément inaperçu dans l'opinion publique.

En voyant ces graphiques, peut-on dire que le confinement est une décision politique et non pas sanitaire ?

De toute façon, le confinement est une décision politique, quoi qu'il arrive. Une politique qui s'appuie sur certains scientifiques vraisemblablement choisis pour leur propension à tirer la sonnette d'alarme dès qu'ils voient le moindre virus arriver. Je ne dis pas qu'il ne faut jamais tirer la sonnette d'alarme, mais qu'il faut faire attention avant de bloquer tout un pays et de dépenser 300 milliards d'euros. Ce furent vraiment des mesures disproportionnées par rapport à ce qui s'est réellement passé. On a vu que lorsqu'un autre événement grave arrive, la guerre, eh bien on oublie complètement l'épidémie qui, elle, poursuit son petit bonhomme de chemin, sans être non plus importante. Continuons. Le 3 juillet, nous avons à nouveau un nouvel épisode épidémique, lui aussi médiatiquement inexistant. Même chose en septembre, et en novembre, il y a une épidémie de grippe pas plus forte que d'habitude, puis de covid, mais plus faible que les précédentes. Le regroupement des syndromes grippaux en hiver est habituel, ainsi que les hôpitaux saturés, on connaît ça depuis au moins 20 ans.

Si l'État français et les autres gouvernements européens avaient réagi de la même manière en mars 2020 qu'entre janvier 2022 et janvier 2023, on n'aurait peut-être pas vu passer la chose ?

Oui, très probablement. La difficulté est qu'on avait identifié un nouveau virus, avec toute une fantasmagorie dans l'inconscient collectif autour de quelque chose de dangereux qui pourrait nous arriver, éventuellement une hécatombe. Pour autant, avec les données dont nous disposions déjà, provenant de Chine, entre autres, on pouvait peut-être éviter de bloquer toute une population. Tout ce stress était inutile, il n'y aurait pas d'hécatombe. Donc pendant cette période de terreur, on a manipulé

les notions de « cas » et de « maladie ». Les premiers étaient confirmés par le fameux test PCR. Mais les gens n'étaient pas nécessairement malades. On a testé toute la population, chose qui n'avait jamais été faite. Et bien sûr, on y a trouvé ce que l'on cherchait, c'est-à-dire des cas. Mais le commun des mortels confond quelqu'un testé et sain avec un malade qui lui est vraiment malade. Quand on annonce un certain nombre de cas positifs, on pense que ces gens-là sont malades, mais en fait ils ne le sont pas, et ils ne sont pas nécessairement transmetteurs. À partir de l'été 2020 débute ce que j'ai appelé la « testomania », avec plus de 230 millions de tests rien qu'en France, ce qui fait à peu près trois tests par personne. La notion de cas s'est substituée à celle de malade.

Mais en l'occurrence, ce que l'on cherche n'a rien à voir avec ce que l'on doit trouver. En avril 2020, on constatait moins de cas que de malades, car on ne testait pas à cette époque en France. À partir de juillet, on s'est mis à tester fortement et le nombre de cas au maximum a atteint 503 cas pour 100.000 habitants, ce qui est du même ordre de grandeur qu'une épidémie de grippe. À l'hiver 2021-2022, grâce à la testomania, on avait fini par atteindre 3.776 cas pour 100.000 habitants. Mais il n'y a aucun rapport entre le nombre de cas et le nombre de malades. Comment peut-on s'appuyer sur des chiffres pareils ? Si une autorité de santé veut convaincre que cette épidémie est dangereuse, il est bien plus avantageux de parler de cas que de malades, mais dans la tête des gens, c'est la même chose, donc c'est implacable !

Maintenant, passons à une sombre histoire de morts supplémentaires. Il faut voir ce qui était attendu et ce qui a été annoncé en 2020. Le nombre de morts qui serait susceptible d'advenir se calcule par des méthodes tout à fait standards. Il était attendu, hors épidémie, 616.194 morts. Ce sont des gens qui forcément meurent de tout un tas de choses, mais ce sont surtout des

gens très âgés. Lors du premier confinement, Macron nous a dit qu'il y aurait 500.000 morts supplémentaires, soit une augmentation de 80 % !

Comment arrive-t-on à ce chiffre de 500.000 ?

C'était la modélisation de l'épidémie sur la base de modèles mathématiques, des modèles sensibles au paramétrage qui peuvent aboutir à des chiffres fort différents. Mais on a décidé de retenir le chiffre de 500.000 morts supplémentaires, ce qui fait peur et dépasse l'imagination.

Et beaucoup se disent qu'ils pourraient se retrouver dans les statistiques...

En plus ! J'ai essayé d'obtenir les chiffres des pompes funèbres, parce que c'est aussi un bon indicateur. On n'a pas beaucoup parlé d'elles, mais les pompes funèbres sont très rapidement débordées lorsqu'il y a une épidémie. Or là, comme par hasard, pas de débordement ! Elles nous ont appris qu'il ne se passait rien, ou pas grand-chose en tout cas. Avec 500.000 morts, les pompes funèbres n'auraient rien pu faire, il y aurait eu des charniers partout. Lors du deuxième confinement, Macron annonçait clairement 400.000 morts supplémentaires, soit une augmentation de 65 %. Affolant !

Mais n'était-ce pas facile d'annoncer que s'il n'y a pas eu 500.000 morts, c'était grâce au confinement ?

Ah oui, c'était une supercherie. J'ai écrit un article expliquant pourquoi le confinement n'a servi à rien en termes de santé et avait même empiré les choses. Depuis, des tombereaux d'autres articles sont arrivés à la même conclusion. Un des arguments, c'est le fait que dans des endroits où il n'y avait pas eu de confinement, les chiffres étaient identiques. Confinement ou pas, on obtient le même résultat. Donc dire que « *grâce à nous, vous avez eu la vie sauve* » est totalement fallacieux et indémontrable. Les gens devraient prendre conscience que leurs autorités leur ont menti. Revenons à nos morts ! Dans la classe d'âge de 85 ans et plus, soit 3 % de la population, il y a eu 314.411 morts en 2020, à peu près la moitié des morts en France. Cette classe d'âge grossit d'année en année, elle a doublé en dix ans, cela revient à dire que les gens meurent de plus en plus tard, tout en étant relativement fragiles. La surmortalité est la différence entre ce qui était attendu et ce qui s'est produit. Et dans cette classe d'âge-là, il y a eu 18.782 morts supplémentaires, soit une augmentation de 6,3 %. Mais il se trouve que cette classe d'âge est tout le temps en surmortalité et en même temps augmente numériquement. Donc il y a systématiquement surmortalité. C'est exactement l'inverse avec les moins de 65 ans.

D'où l'importance de standardiser quand on compare des années différentes, ce qui n'a pas été fait par les gouvernants.

Exactement. La classe d'âge 65-84 ans présente aussi un nombre relativement important de décès. C'est normal parce qu'elle correspond en gros à l'âge moyen de la mort. Il y a eu une surmortalité de 4 %, ce qui est normal en comparaison des événements sanitaires importants passés, les chiffres sont à peu près équivalents.

Puisque ces chiffres attendus sont calculés à l'aide de modèles, je suppose qu'il y a toujours de la sous-mortalité ou de la surmortalité, c'est rarement le chiffre réel...

Oui, mais on essaie quand même de mettre en place des modèles proches de la réalité. On ne peut pas prévoir un événement sanitaire important. Mais s'il avait été réellement important, on n'aurait pas eu 6,3 % d'augmentation, mais 65 %, chiffre qui était annoncé par les gouvernants. Pour les moins de 65 ans, on est en « sous-mortalité », ou plus exactement il n'y a pas eu de surmortalité. Or ils représentent 80 % de la population... qui n'a finalement pas été touchée par cette épidémie. Ça en dit long sur le fait qu'on a confiné toute la population et vacciné la majeure partie, alors que 80 % d'entre elle n'était pas du tout touchée en termes de mortalité, et très peu en termes de maladies. Au total, il y a eu 27.775 décès supplémentaires, soit une surmortalité de 4,3 %, ce qui est plus que d'habitude, mais très raisonnable par rapport aux 65 % annoncés ! En sus, on remarque que les causes de mortalité les plus fréquentes en France (50 %) sont les cancers et les maladies cardio-vasculaires. En 2020, ces deux causes ont chuté.

Une bonne nouvelle tout d'un coup, non ?

Cela interroge, parce que comment se fait-il que des maladies chroniques fassent une telle chute à ce moment-là ? Est-ce que les maladies infectieuses protégeraient contre le cancer et les infarctus ? Non, en réalité c'est une simple mesure administrative qui a été mise en place dès le début de l'épidémie, qui



consistait à insérer un nouveau code pour le covid-19, parce qu'on pensait qu'il y aurait beaucoup de morts. Mais comme il n'y en a pas eu beaucoup, eh bien c'est que des gens qui auraient dû mourir d'une tumeur ou d'une maladie cardiovasculaire ont été déclarés morts du covid. La réalité c'est qu'ils sont effectivement morts de leur maladie principale et que le covid est venu la masquer. C'est une forme de biais administratif. Nous vivons vraiment une époque formidable puisque relancer à période très régulière le storytelling de vagues censées nous submerger, c'est gouverner par la peur et justifier des mesures disproportionnées et contraignantes, ainsi que la suspension des travailleurs non vaccinés, ce qui persiste encore aujourd'hui en France. Les mesures ont sacrifié sans distinction la majorité des populations, au lieu de protéger uniquement les vulnérables. Les Français ont tellement souffert qu'ils préfèrent oublier l'état d'urgence sanitaire. Le covid aurait pu passer presque inaperçu si l'ensemble du dispositif de santé, médecins généralistes et hôpitaux, avait été normalement utilisé. La « crise du covid » n'a pas été générée par l'épidémie elle-même, mais par sa gestion calamiteuse. Toute cette crise est déconcertante et en même temps, tout était tellement prévisible. Je l'avais déjà écrit en février 2020 dans un court texte qui s'appelait « Une épidémie déconcertante », publié le 11 mars. J'ignorais l'existence d'un conseil scientifique et pour moi il était impensable qu'en France il serait possible de mettre toute la population en confinement. Mon analyse décrivait précisément ce qui allait se passer. J'affirme que les gouvernements ne peuvent pas dire que personne ne savait, car ce papier existe toujours, se trouve sur le site de l'IRSN.

Peut-on parler d'une planification sans être « complotiste » ?

Non. De mon point de vue, il n'y a pas une planification, mais en tout cas les esprits étaient préparés. J'ai eu entre les mains, assez tardivement d'ailleurs, un rapport de l'enquête parlemen-

taire n° 685 sur le rôle de l'industrie pharmaceutique dans la gestion de la grippe H1N1 survenue il y a dix ans. Tout était décrit exactement comme ça s'est passé pour le covid : le rôle des industries pharmaceutiques et de certains scientifiques qui avaient déjà tenu les mêmes propos à l'époque. Mais ce coup-ci, ils ont pris à l'envers toutes les recommandations de cette enquête parlementaire. Quelque part, ça fait froid dans le dos parce que *a priori* on aurait dû être bien préparé pour combattre l'épidémie suivante, et on a fait pire, de mon point de vue.

Quand je parle de planification, si je comprends bien dans votre article publié avant le premier confinement, vous dites que les gouvernants connaissaient déjà les dates des confinements à l'avance...

Je ne dis pas ça. Moi, sur la base des données que j'avais récupérées, j'avais été capable d'estimer à quel moment le pic épidémique interviendrait et la fin de l'épidémie, en réalisant moi-même un modèle de propagation épidémique. J'ai réussi à montrer que l'épidémie n'était pas si grave que ce qu'elle pouvait paraître. Dans ce petit article, je disais au public : « *N'ayez pas peur, il ne va rien se passer !* » Je l'avais envoyé à tous les médias dans lesquels j'étais déjà intervenu, pour la grippe notamment, mais aucun ne l'a relayé, sauf une seule radio qui m'a interviewé.

Vos prédictions se sont avérées exactes...

Cela démontre qu'il était possible de prévoir exactement la dynamique de cette épidémie, puisque moi je l'avais prévue. D'autres auraient dû être capables de le faire et ne pas parler de 500.000 morts, alors qu'ils étaient sûrs et certains qu'une telle hécatombe était impossible. L'épilogue, c'est que le 28 janvier 2023 a été décrétée la fin officielle du covid en France. Mais les personnels suspendus, eux, ne sont toujours pas réintégrés. La population a souffert, elle veut oublier. Il est possible qu'elle

souffre encore. Et une des conséquences parmi tant d'autres est le record d'inflation en zone euro en raison d'une dépense d'argent complètement folle.

Une dernière question. Avez-vous eu des réactions de personnes qui n'étaient pas à la base d'accord avec vous et qui ont pu changer d'avis en prenant connaissance de vos recherches ? On aurait envie de se retrouver avec un parterre d'experts télévisuels et de pouvoir passer une heure et demie avec eux pour les leur montrer...

Je ne regarde pas beaucoup la télévision, ne m'intéresse pas trop aux réactions à ce que je dis. Néanmoins, mon impression est que dans la population, il y avait des gens qui avaient senti que quelque chose ne tournait pas rond. Moi et quelques autres leur avons apporté des éléments pour comprendre ça. Mais nous étions très peu nombreux, nous nous sommes fait descendre de manière éhontée, de grands professeurs ont été entraînés dans la boue. Nous avons confirmé l'intuition de beaucoup de personnes, mais la plupart des autres sont restés sur leurs positions, même des scientifiques, même des gens censés être cultivés et susceptibles de prendre du recul. Je suis un peu désespéré. Mais l'histoire est un temps long, donc on peut attendre encore un petit moment ! Dans la postface du livre de Pierre Chaillot que j'ai écrite, j'essaie de voir à quel moment on a trompé le monde, ce qui arrive très souvent. Je fais partie de ces gens qui vont continuer d'essayer d'apporter des éléments de compréhension et j'espère qu'un jour, avec le temps, les gens comprendront ce qui s'est passé.

Propos recueillis par Alexandre Penasse et retranscrits par Bernard Legros

1. Épidémiologiste français. Voir l'interview complète: <https://www.kairospresse.be/lepidemie-de-covid-ne-fut-ni-grave-ni-importante/>.

FILS DE PUB

Alain Adriaens

Les résistances se multiplient

Vous avez constaté que, depuis quelque temps, les puis-sants demandent à chacun de faire preuve de sobriété. Une large publicité est organisée autour de ce changement de ton. Mais, même si elle est largement suivie, cette demande sera inefficace si elle se limite aux consommations des seuls particu-liers. De plus, les efforts proposés ne concernent que les consommations de gaz et d'électricité, alors que l'énergie que chacun dépense a surtout sa source dans les objets qui sont achetés. En effet, pour la fabrication de ceux-ci sont dépensées des quantités d'énergie bien plus importantes que celle que l'on consomme directement chez soi.

On voudrait nous faire croire que cette politique est motivée par un souci écologique alors qu'elle n'est en fait qu'une réaction face à la fermeture des gazoducs venant de Russie dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne.

Si l'on veut que nos concitoyens réduisent leurs consommations en tous genres, il faudrait que l'on mette fin à ce pousse-au-crime qu'est la publicité. Il est paradoxal de prôner la sobriété et en même temps promouvoir la consommation par la multiplication de réclames. Diverses initiatives citoyennes de dénoncia-tion de la publicité voient ainsi le jour, qu'elles soient générales ou spécifiques. Dans cette optique, l'association Foodwatch¹ se bat en général pour que notre alimentation soit de qualité et ne dégrade pas notre santé. Mais aujourd'hui Foodwatch s'atta-que à la publicité visant les enfants. L'association lance une vaste campagne d'interpellations pour exiger que les grandes chaînes de distributeurs s'engagent à protéger la santé des enfants en mettant un terme au *marketing* de la malbouffe qui vise les plus jeunes. Si cela ne bouge guère en France, ce n'est pas le cas en Allemagne où, sous la pression de Foodwatch le géant de la distribution Lidl a annoncé mettre fin à la publicité ciblant les jeunes enfants.

Foodwatch a lancé une pétition² pour que cessent les publi-cités pour les aliments, trop sucrés, trop gras, trop salés. Inci-tons-les à agir et bientôt l'organisation révélera les engage-ments des multinationales. L'OMS, elle aussi, sonne l'alerte depuis de nombreuses années : en Europe, l'épidémie d'obésité

progresses et les enfants sont loin d'être épargnés. En France, 35% des enfants de 5 à 9 ans et 28% des adolescent-e-s de 10 à 19 ans sont en surpoids ou obèses. Un enfant obèse court de grands risques, dont celui de développer des maladies telles que le diabète ou l'hypertension artérielle à l'âge adulte.

À la télévision, sur internet et dans l'espace public, les enfants sont aujourd'hui victimes d'une surexposition à un marketing alimentaire agressif et omniprésent.

LES PUBLICITÉS SUR L'ESPACE PUBLIC

Les publicités les plus agressives et incontournables sont les panneaux publicitaires qui déparent nos rues³. Beaucoup d'actions anti-pub sont menées en surcollant, détournant les panneaux de diverses manières ou en coupant l'alimentation électrique et éteignant ainsi les lumières des panneaux lumi-neux. Ces actions sont menées par des organisations telles que Résistance à l'agression publicitaire (<https://antipub.org/>) ou Casseurs de pub (<http://www.casseursdepub.org/>). Elles sont toutefois un peu risquées car le système, toujours répressif et protecteur d'un commerce sans limite, peut faire de gros ennuis à ceux pris sur le fait. Certains ont trouvé la parade : ils ont agi tout au long du parcours des manifestations contre le projet de loi de réforme des retraites. Ainsi camouflés par la foule, largement approbatrice, ils ont pu œuvrer tranquillement. Rares sont les citoyens qui ne sont pas excédés par les publicités envahissant nos trottoirs.

L'esthétisme des affiches artisanales surcollées, créées par les militants, achèvent de convaincre chacun du caractère gênant de l'envahissement publicitaires qui, en plus de vous tenter par des produits souvent inutiles, entrave souvent la marche sur l'espace dévolu aux piétons.

ACTIONS DE GRANDE ENVERGURE

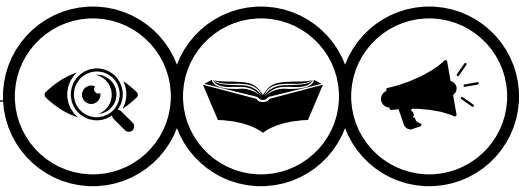
Une autre manifestation nationale est celle organisée notamment par des associations dont la raison sociale n'est pas la critique de l'*e-pub*, mais s'impliquent dans des actions antipub. Ainsi la campagne GreenVoice organisée par Green-peace France, Alternatiba, Résistance à l'agression publicitaire, Extinction Rebellion et ANV-COP-21 a mobilisé des dizaines de militants qui ont agi pour éteindre des panneaux publicitaires et des enseignes lumineuses, dispositifs très consommateurs en électricité (la consommation d'un écran publicitaire de 2m² est de 2.000 kWh/an, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'un ménage). Une étude de Greenpeace montre que 85% des Français sont favorables à une réduction du nombre des écrans numériques publicitaires visibles dans l'espace public, quand 54% soutiennent tout bonnement leur interdiction.

Face à ces mobilisations, les exécutifs ont décidé d'interdire l'allumage des pubs aux heures creuses de la nuit. C'est une bien faible action face à l'urgence qu'il y a de carrément interdire ces dispositifs qui sont énergivores, enlaidissent les paysages et sont des tentatives de lavage de cerveaux.

Alain Adriaens

1. https://www.foodwatch.org/fr/accueil/?gclid=EAlaQobChMlMlDlZ0Yh_QlVAQSLCh1UWwjTEAAYASAAEgluSFD_BwE

2. <https://www.foodwatch.org/fr/sinformer/nos-campagnes/alimentation-et-sante/malbouffe/malbouffe-stop-au-marketing-des-distributeurs-ciblant-les-enfants/>



VU, LU, ENTENDU



Technocratie : « Système politique, social, économique dans lequel les avis des conseillers techniques (dirigeants, professionnels de l'administration) déterminent les décisions en privilégiant les données techniques par rapport aux facteurs humains et sociaux ».

En inversant la théorie marxiste, Marius Blouin défend la thèse de la domination de la classe des technocrates depuis la révolution industrielle, à laquelle sont inféodés tant les capitalistes que les États. La technocratie est la « classe du savoir, de l'avoir et du pouvoir », des passionnés de puissance qui se donnent les moyens de leurs ambitions illimitées (on y reconnaîtra par exemple Elon Musk). Ce renversement de perspective permettra d'éviter les fausses bonnes solutions comme les nationalisations. Qu'un ingénieur, cadre ou technicien travaille pour le privé ou pour le public ne change rien à la fêrue qu'il exerce sur les exécutants, reproduisant de la sorte la hiérarchie sociale. Blouin renvoie donc dos à dos la bureaucratie communiste et le capitalisme néolibéral. Quelle est alors la troisième voie ? Il propose celle du luddisme, ces briseurs de machines qui voulaient garder le contrôle de leur existence et de leur mode de vie face aux patrons à la recherche du profit maximal. Un autre intérêt de l'ouvrage est de fournir de longues et passionnantes explications historiques en remontant au Moyen-Âge, puis à partir de personnages-clés de la modernité industrielle, anglo-saxons (William Henry Smyth, Edward Bellamy, Henry Ford, Howard Scott, Thorstein Veblen, John Dos Passos, Aldous Huxley, etc.), européens et russes (Marx, Engels, Bakounine, Trostsky, Lénine, Staline, Jan W. Makhaiski, Edouard Bernstein, Karl Kautsky, etc.). L'auteur fait aussi l'éloge de « l'exception française » qui résiste traditionnellement à la mainmise de la technocratie. Avec Macron, il y a du boulot !

Marius Blouin, *De la technocratie. La classe puissante à l'ère technologique, Service compris*, 2023, 496 pages.

B. L.



Qui, aujourd'hui, ignore ce que désigne l'acronyme GAFAM ? Ce sont 5 multinationales, toutes étasuniennes : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. Philippe Gendreau, dans un ouvrage plutôt destiné aux ados, fournit une quantité de données et détails sur les « monstres ». Une bonne partie du livre présente avec force chiffres les caractéristiques des entreprises. Pour ceux qui ignoreraient encore leurs spécificités, résumons qui sont les acteurs précités. 1) Google fait aujourd'hui partie du conglomerat Alphabet et est le moteur de recherche le plus utilisé sur la planète. Conçu par Larry Page, la valeur en bourse de Google a atteint le montant record de 2.000 milliards de dollars. L'épidémie de Covid-19 a boosté la capitalisation de Google de 70%. 2) Apple, comme ses cousins, a de multiples activités dans le secteur du numérique, mais est la plus connue pour la fabrication de smartphones et d'ordinateurs portables. Sous la houlette de Steve Jobs, Apple est un leader dans le domaine de la musique en ligne. 3) Facebook, valant 358 milliards \$, est le réseau social le plus utilisé. Mark Zuckerberg multiplie les entreprises sous la dénomination de Meta. 4) Amazon, le plus grand acteur du commerce en ligne valait 972 milliards en janvier 2023. Jeff Bezos conduit Amazon vers une diversification de ses activités. Son impact environnemental est énorme. 5) Microsoft fut le premier à développer des logiciels adaptés aux petits ordinateurs et a une situation monopolistique avec Word, Excell, Outlook, Whatsapp... Bill Gates développe des activités « charitables » à partir des 1.780 milliards de sa société. La critique commune aux 5 entités est leur capacité à recueillir des données très personnelles qu'elles revendent à des entreprises commerciales. Pour « dompter les monstres », les empêcher de répandre des fausses nouvelles, il est important de légiférer. Les États tentent de juguler les atteintes à la vie privée, mais les multinationales ont toujours une longueur d'avance et posent sans cesse de nouveaux problèmes éthiques. De plus le rapport de moyens est en défaveur des pouvoirs publics et il faut du courage aux politiciens pour s'attaquer aux « 5 monstres ».

Philippe Gendreau, *Gafam, le monstre à cinq têtes, Écosociété*, 2023, 167 pages.

A.A.



Qu'est-ce que le luddisme ? Ce terme refait surface sous la forme de ce bouquin dense à la couverture vintage et au sous-titre interpellant ! Le luddisme tire son nom d'un obscur ouvrier anglais, Ned Ludd — on n'est d'ailleurs pas certain qu'il ait existé — qui aurait détruit deux métiers à tisser en 1779 d'où l'étiquette « briseur de machines ». Paru pour la première fois en 1995, *La révolte luddite* nous emmène dans l'Angleterre du XIX^e siècle à la rencontre de ces premiers artisans qui se révoltèrent contre le remplacement de leurs bras par des machines à tisser qui allaient leur voler leur gagne-pain et mener de ce fait toute une population au désastre et au dénuement. Ce mouvement de rébellion et de résistance (1811-1813), qui mit certaines régions d'Angleterre à feu et à sang avec la destruction de milliers de métiers, fut finalement vaincu. Il est pourtant riche d'enseignement et on ne peut s'empêcher d'établir un parallèle avec notre XXI^e siècle où nous vivons dans une société à la technologie imposée par des États bien souvent serviles sans que personne (ou presque) ne

s'en émeuve. Visionnaire, Kirkpatrick Sale pointe du stylo les dérives de la deuxième révolution industrielle (automatisation, pollution, précarité, exode massif vers les villes,...). Le terme de luddite a pris aujourd'hui un sens nouveau. En effet en 1989, l'Oxford English Dictionary définit le luddite comme « [...] quelqu'un qui s'oppose à l'introduction d'une technologie nouvelle ». Si on ne doit retenir qu'une devise de ce mouvement du passé lointain c'est celle-ci : [...] *Les luddites ne sont pas opposés à toutes les machines, mais à toutes les « machines préjudiciables à la communauté »*. Seul petit bémol à la lecture de cet ouvrage, c'est consistant et parfois un peu fastidieux à lire si on n'est pas passionné par le sujet. C'est néanmoins un incontournable à acquérir pour ne pas revivre un passé destructeur mais surtout pour nous fournir une lumière essentielle sur notre avenir.

Kirkpatrick Sale, *La révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation, L'Échappée*, 2023, 328 pages.

Marie-Ange Herman



Déjà auteur d'un ouvrage qui aura marqué l'épisode du covid (*Pandémie et biopouvoir*), le psychiatre Jean Furtos approfondit ici les notions de « bonne précarité » et de « mauvaise précarité ». La première est inhérente à notre condition de mortels et d'animaux sociaux, donc inévitable : « [...] à tous les âges de la vie, c'est tout simplement le fait de savoir intimement que nous ne pouvons pas vivre sans l'aide des autres », et que demeurera « la confiance que l'on s'en

sortira toujours » ; la seconde est produite par le contexte de nos sociétés (néolibéralisme, concurrentialisme, hyper-individualisme, etc.), et est donc théoriquement évitable. L'auteur fait aussi la distinction entre pauvreté et exclusion. C'est la seconde qui pose de vrais problèmes, car la pauvreté peut s'inscrire dans un riche réseau social et relationnel. Il constate dans sa clinique une triple perte de confiance : en soi, en les autres et en l'avenir. Le pire à affronter, tant du point de vue du soignant que du patient, est certainement le syndrome d'auto-exclusion, qui est une forme d'auto-alienation. « Il faut accepter de souffrir, mais accompagné, en réseau, en rhizome ». Furtos termine en nous exhortant à « savoir quel monde nous habitons pour pouvoir continuer de vivre en vivants, et non en survivants qui ont tout simplement peur de crever ».

Jean Furtos, *De la précarité à l'auto-exclusion, Rue d'Ulm*, 2023, 87 pages.

B. L.



Pour Jean-Michel Jacquemin-Raffestin, on vogue de scandale en scandale. Le pire d'entre eux étant que les autorités sanitaires voient les choses différemment : pour elles, il n'y a pas de scandale, hormis dans le refus de se faire vacciner contre la Covid-19 ! Son livre aborde une multitude de problèmes posés par la politique sanitaire destinée à lutter contre la Covid-19 : l'eugénisme d'un milliardaire impliqué, le vaccin lui-même ; le contrôle des popula-

tions ; l'informatisation ; la fraude à grande échelle des Big Pharma, de McKinsey conseillant le gouvernement français. Mais le livre se focalise surtout sur le vaccin. En introduisant une protéine spike dans le corps, le vaccin démolit les anticorps, et donc aurait la propriété d'affaiblir la défense immunitaire. Cette protéine ne s'en va pas, les cellules infectées se multiplient et font des dégâts. Et, à terme, elle est mortelle. Les gens qui ont des comorbidités meurent rapidement, et les autres s'affaiblissent, ou meurent à cause d'autres affections. On vaccine des femmes enceintes. Les fausses couches se multiplient. L'auteur expose les statistiques de mortalité des enfants vaccinés et en propose un grand nombre d'autres. Il résume la partie du rapport de Pfizer à la DNA dont le public a pu prendre connaissance. Jusqu'à présent, les États parviennent à mentir, à prétendre que l'on meurt à cause de comorbidités, et même qu'il faudrait davantage d'injections. Il s'agit de mensonges. Le livre entier est un dossier à charge : une critique de la politique sanitaire, du vaccin contre la Covid-19, des tests, du port du masque. Les compagnies pharmaceutiques ont manifestement mis en poche l'OMS, les États, les gouvernements et une partie de la communauté scientifique. On dirait parfois une enquête policière. Mais pour suivre cette enquête, il faut lire et relire les arguments exposés et proposés par une série de personnalités du monde scientifique, médical, et des prix Nobel.

Jean-Michel Jacquemin-Raffestin, Martine Wonner (préface), *Ne leur pardonnez pas ! Ils savent très bien ce qu'ils font*, Nouvelle terre, 2022, 605 pages.

Paul Willems



Cinq philosophes représentatifs des préludes libertaires de l'écologie politique sont ici présentés en détail par le politologue Patrick Chastenet (Université de Bordeaux) : Elysée Reclus (1830-1905), Jacques Ellul (1912-1994), Bernard Charbonneau (1910-1996), Ivan Illich (1926-2002) et Murray Bookchin (1921-2006). Un résumé biographique précède chaque fois un examen de leur pensée respective. Leur point commun est un attrait plus ou moins

affirmé pour l'anarchie et parallèlement un désintérêt total pour la politique politicienne, incapable selon eux d'impulser un quelconque virage écologique salvateur à la civilisation industrielle. En poète, Charbonneau voulait faire tenir ensemble la nature et la liberté. Plus « intello », son ami Ellul voyait la technique comme « un milieu, un facteur déterminant et un système ». Reclus était cet « homme complet et penseur sans frontières » qui a théorisé et vécu les principes de l'anarchie. Prêtre défroncé, Illich a produit une œuvre originale d'une lucidité implacable, réquisitoire contre le développementisme. Pétri de culture marxiste et ouvrière, Bookchin se distingue des autres par ses goûts technophiles et sa théorie du « communisme ». D'une lecture agréable et instructive, cette synthèse permettra aux plus pressés de se dispenser d'entamer les nombreux livres des cinq hommes, abondamment cités par extraits. Par contraste, il fera comprendre que la voie actuelle de l'écologie technocratique est une abomination à rejeter sans concession.

Patrick Chastenet, *Les racines libertaires de l'écologie politique, L'Echappée*, 2023, 237 pages.

B. L.



Voici un puissant essai de théorie politique qui demandera quelques efforts pour être assimilé. Injustement méconnu, son auteur le Français Joseph Gabel (1912-2004) était un philosophe marxiste hétérodoxe qui intégrait la clinique psychiatrique à sa réflexion politique. Il établissait ainsi un parallèle entre schizophrénie et aliénation sociale. Le corps principal du livre explicite le concept de « fausse conscience », que l'on pourrait rapprocher de l'actuelle idée de confusion idéologique. La fausse conscience se caractérise par le refus de la dialectique et la « réification anhistorique » des phénomènes qui sont particulièrement remarquables dans le cas du racisme. Alors que « [...] la conscience authentique, fruit du dépassement dialectique de la fausse conscience, n'est pas [...] une donnée immédiate mais une conquête [...] ». Les autres textes, parus dans diverses revues à l'époque, sont heureusement d'un abord plus facile.

« Signification du maccarthysme », écrit en 1954, inspire notre situation actuelle quand Gabel parle de la « perspective de la culpabilité » : « Elle postule qu'un homme susceptible de consulter des ouvrages communistes et non communistes sera en principe converti à la doctrine des premiers ; c'est admettre implicitement que le communisme a raison ». Il évoque aussi le « contact du démoniaque » soit le « sacré négatif » : « Pour le maccarthysme, un homme qui a lu de nombreux ouvrages communistes n'est pas censé être un non-communiste instruit des théories de l'adversaire, mais un être contaminé par un contact impur ». Et enfin, à propos du « principe d'homogénéité », il écrit : « [...] dans le monde non communiste, les divergences constituent un fait accessoire et l'identité, un fait primordial ». Toute ressemblance avec les obsessions paranoïaques et le *modus operandi* des néo-antifascistes postmodernes ne serait que pure coïncidence.

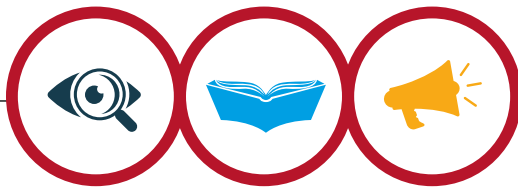
Joseph Gabel, *La fausse conscience et autres textes sur l'idéologie, L'Échappée*, 2023, 545 pages.

B. L.



La thèse défendue dans ce livre est unique et simple. Notre démocratie a échoué, elle est incapable d'éviter la montée de la dictature, incapable d'empêcher la destruction de la biosphère, il faut donc la renouveler en introduisant le tirage au sort, à la fois pour rendre plus « démocratique » la désignation d'un corps restreint et pour désigner des récipiendaires responsables de produire les lois et de contrôler les institutions.

L'auteur ne croit pas à la possibilité du communalisme ni de la démocratie directe. Sa proposition, limitée, vise à fournir le cadre d'une démocratie renouvelée dans le cadre de l'État : « Car le monde étant ce qu'il est, et les menaces nombreuses venues d'États ne croyant pas à la démocratie, on voit mal comment une démocratie pourrait subsister et fleurir sans le parapluie de l'État, sauf à se condamner au rêve au virtualisme, à l'utopie et finalement à l'impuissance et à la défaite. C'est bien contre ce virtualisme, cette condamnation à l'impuissance qui a constitué le motif de départ de la rédaction de cet essai ». Substituer le hasard au vote est un projet osé au premier abord, mais il vise à sauver la démocratie parlementaire. Après tout, nous savons depuis Tocqueville que celle-ci a généré un repli sur soi des citoyens qui ont délégué leur pouvoir aux experts. Le tirage au sort pourrait être un moyen de les mobiliser pour gérer la cité. Un partisan de la décroissance peut-il accepter le rejet d'une démocratie directe si ce sont les tirés au sort qui sont responsables de la production des lois ? Peut-on imaginer un système



mixte de démocratie directe au niveau local et des tirés au sort qui seraient désignés pour les représenter au niveau confédéral ? L'auteur ne répond pas à cette question. Si l'enjeu pour un décroissant est bien la décolonisation de son imaginaire pour que justement le peuple abolisse les appareils de gestion collective « dans l'utopie d'une démocratie directe » (Serge Latouche), est-il pertinent de limiter cette décolonisation à l'acceptation du principe du tirage au sort plutôt qu'à l'élection ? N'accorde-t-on pas trop d'importance à l'aspect politique comme le firent toutes les révolutions qui ont accompagné la société thermo-industrielle, alors que pour un décroissant c'est l'aspect culturel qui devrait primer, autrement dit la recréation de la société ? L'auteur consacre les deux-tiers de son ouvrage à explorer en quoi consiste « l'imaginaire verticaliste prométhéen », à savoir les *a priori* métaphysiques de la science, de la rationalité, la continuité du fait politique de l'animal à l'homme.

Etienne Maillet, *Tirage au sort et imparfaites démocraties*, Yves Michel, 2022.

Jean-Luc Pasquinet



« LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE A DÉJÀ COMMENCÉ », EMMANUEL TODD (ARTICLE PARU DANS LE FIGARO, 15 JANVIER 2023)

Une fois n'est pas coutume, « Vu, lu et entendu » évoque un livre paru il y a quelques mois en japonais qui n'a pas été publié en français, en anglais ou dans une autre langue occidentale et n'est pas encore traduit. Emmanuel Todd a en effet jugé que, face à l'unanimité qui a prévalu jusqu'à présent dans les médias occidentaux, un tel détour s'imposait. En revanche, la présentation que l'auteur en a donné au « *Figaro* » a reçu un large écho et lui a permis de lancer un débat roboratif et salutaire à l'heure où la guerre en Ukraine tout à la fois s'enlise et se mondialise.

Délaissant le décompte hasardeux des obus échangés sur le champ de bataille et des atrocités qui y sont commises, Todd chausse ses lunettes d'historien et d'anthropologue pour analyser le cadre général d'un conflit qui, selon lui, dépasse de très loin les enjeux territoriaux autour des régions russophones de l'est de l'Ukraine.

S'appuyant sur les travaux de John Mearsheimer, chef de file de l'école réaliste des relations internationales aux Etats-Unis, Todd rappelle, que depuis la révolution de Maïdan de 2014, l'armée ukrainienne a été formée et équipée pour devenir « *de facto membre de l'OTAN* ». Ceci en dépit de l'engagement de George Bush vis-à-vis de Mikhaïl Gorbatchev de ne pas étendre l'OTAN au-delà de l'Allemagne réunifiée. Faisant fi des mises en garde répétées de Vladimir Poutine, l'annonce par le Sommet de l'OTAN de Varsovie d'une perspective d'adhésion offerte à l'Ukraine et à la Géorgie sera suivie quelques mois plus tard, en août 2008, par une guerre entre la Russie et la Géorgie. En février 2022, les mêmes causes produisant les mêmes effets, lorsque le processus d'intégration de l'Ukraine à l'OTAN se précise, la Russie envahit son voisin, selon une logique que Todd présente comme « *préventive et défensive* ».

Les facteurs structurants et les enjeux ont singulièrement évolué au fil des mois : « *on pensait que l'Ukraine allait se faire écraser militairement et que la Russie se ferait écraser économiquement par l'Occident. Or il s'est passé l'inverse.* ». Ce faisant, le conflit s'installe dans la durée et se radicalise des deux côtés. En effet, alors qu'elles étaient censées provoquer l'effondrement de l'économie russe, les sanctions frappent durement les alliés des Etats-Unis, au premier rang desquels les Européens vassalisés et réduits à l'impuissance ainsi que l'illustre cruellement leur silence gêné après le sabotage de Nord Stream-, et révèlent ainsi la fragilité de l'empire américain : « *La résistance de l'économie russe pousse le système impérial américain vers le précipice.* », avec le risque d'un effondrement des « *contrôles monétaire et financier américains du monde, et avec eux la possibilité pour les Etats-Unis de financer pour rien leur énorme déficit commercial* ».

En outre, Todd estime que le conflit a acquis au fil des mois une dimension existentielle et anthropologique qui se décline à l'échelle de la planète. Contre un Occident prétendument corrompu par « *les innovations occidentales néo-féministes, LGBT, transgenres* », la Russie de Poutine s'érige en défenseur de valeurs conservatrices « *patrilinéaires* ». Or, celles-ci sont partagées par la plupart des pays. Coincés dans notre bulle politico-médiatique, nous ne nous rendons pas compte que « *75% du monde ne suit pas l'Occident* ». La conclusion d'Emmanuel Todd est glaçante : « *Nous sommes désormais dans une guerre sans fin, dans un affrontement dont l'issue doit être l'effondrement de l'un ou de l'autre.* »

F.M.

Kairos

FINANCEMENT PARTICIPATIF

SOUTENEZ LA PRESSE LIBRE, SOUTENEZ KAIROS

» <https://coop.kairospresse.be> «



* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros, 25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

